



Le bon sens a de l'avenir

**Actualisation  
du Document  
de référence  
2011 - A02**

**Eléments financiers  
au 31 mars 2012**

## Sommaire

Eléments financiers au 31 Mars 2012 de Crédit Agricole S.A. ....	3
Autres informations .....	72
Exposition au risque de crédit en Grèce .....	72
Evolution du risque juridique .....	72
Composition du Comité exécutif.....	73
Composition du Comité de Direction .....	74
Rémunération des mandataires sociaux.....	75
Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A. (Article 43-1 du Règlement 97-02).....	79
Personne responsable du document de référence et de ses actualisations.....	85
Contrôleurs légaux des comptes.....	86
Table de concordance .....	87

### AMF

Le présent document a été déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 15 mai 2012 conformément à l'article 212-13 de son Règlement général. Il actualise le document de référence déposé auprès de l'AMF le 15 mars 2012 sous le numéro D.12-0160. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

## ELEMENTS FINANCIERS AU 31 MARS 2012 DE CREDIT AGRICOLE S.A.

---

➤ **Communiqué de presse sur les résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2012**

Paris, le 11 mai 2012

### Premier trimestre 2012

## Une mise en œuvre rapide et efficace du plan d'adaptation Une bonne tenue de l'activité

### Un plan d'adaptation en avance sur les objectifs

70 % des objectifs atteints sur le besoin de liquidité

91 % des objectifs atteints sur la réduction des emplois pondérés à fin avril

### Le Crédit Agricole confirme son rang de 1<sup>er</sup> financeur de l'économie française

Crédits + 4,1 % T1/T1 et Dépôts + 8,1 % T1/T1 (Caisses régionales et LCL)

20 Mds € de nouveaux crédits en France par les Caisses régionales et LCL au T1

### Groupe Crédit Agricole\* au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

**PNB : 9,1 Mds€, + 1,3 % T1/T1 et - 2,7 % hors impacts spécifiques\*\***

**Résultat avant impôts : 1 817 m €, - 30,5 % T1/T1**

**RNPG : 804 m €, -47,3 % T1/T1**

**Ratio Core Tier 1 : 10,9 % - Ratio EBA : 10,4 %**

\* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 % \*\* Plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cession

### Crédit Agricole S.A. au 1<sup>er</sup> trimestre 2012

**PNB : 5,4 Mds€, en hausse de 2,3 %**

**Résultat avant impôt : 858 m €**

Rachat de dette hybride et moins-values de cession : + 466 m €\*

Coût de la Grèce (PSI et Emporiki) : - 940 m €\*

Coût du Plan d'adaptation : - 224 m €\*

**RNPG : 252 m €**

**Ratio Core Tier 1 : 9,4 %**

\* Impacts RNPG

### Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 804 millions d'euros au premier trimestre 2012. Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A., indique que ce résultat reflète la dynamique des métiers du Groupe, dans le cadre d'un développement maîtrisé selon les axes fixés dans le plan d'adaptation. L'exécution accélérée de ce plan aboutit à la réalisation de 70 % des objectifs fixés en termes de réduction de l'endettement et de 91 % des emplois pondérés. Le trimestre supporte ainsi près de la moitié des impacts attendus pour l'année au titre du plan.

Dans le prolongement des tendances du second semestre 2011, ce trimestre s'est déroulé dans un contexte toujours difficile, marqué par la persistance des tensions dans la zone euro et par les conditions du déroulement du PSI en Grèce avec, notamment, son extension à des entreprises publiques. Au cours de ce trimestre, le groupe Crédit Agricole a poursuivi le développement de ses activités au service de ses clients et de l'économie. Ainsi, en banque de proximité en France, les crédits progressent de 4,1 % par rapport au premier trimestre 2011, et la collecte bilan de 8,1 %. En particulier, les Caisses régionales ont continué à accompagner tous les segments de clientèle tant en matière de crédits, avec des encours de crédits à l'habitat progressant de 5,8 % sur un an, qu'en matière de concours aux entreprises et professionnels, en hausse de 1,7 % sur la même période. Elles ont, en outre, développé vigoureusement leur collecte bilan (+ 6,3 %).

Les revenus du groupe Crédit Agricole enregistrent une hausse de 1,3 % par rapport à un bon premier trimestre 2011, et le résultat brut d'exploitation progresse de 3,2 % grâce à la maîtrise des charges, qui restent stables. Hors rachat de dette hybride, Grèce et plan d'adaptation, les performances opérationnelles résistent bien : le produit net bancaire ne recule que de 2,7 % et les charges d'exploitation n'augmentent que de 0,8 %. Le résultat supporte l'impact de la Grèce et un coût du risque important lié aux révisions de portefeuilles de crédits à la consommation en Italie. La hausse du coût du risque est donc encore sensible (+ 75,9 % par rapport au premier trimestre 2011). Hors provision risque pays et filière, et PSI sur la Grèce et hors complément sur Agos, le coût du risque ressort à 56 points de base sur encours, retrouvant le niveau satisfaisant du premier trimestre 2011.

En termes de solvabilité, le ratio Core Tier 1 s'établit à 10,9 % au 31 mars 2012, en hausse de 70 points de base au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011. Il intègre, au numérateur, les premiers résultats des émissions de parts sociales dans les Caisses locales (+ 0,2 milliard d'euros). Ce niveau est en ligne avec l'objectif de 10 % en Bâle 3 « *fully loaded* » à fin 2013. Enfin, à compter du premier trimestre 2012, le *floor* ne s'applique plus dans le calcul du ratio.

Le ratio EBA s'établit à 10,4 % au 31 mars 2012.

### Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 10 mai 2012, a examiné les comptes du premier trimestre 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à 252 millions d'euros. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A. souligne que ce résultat traduit une performance opérationnelle satisfaisante, malgré le contexte global dégradé et des éléments spécifiques. Il indique en premier lieu que le plan d'adaptation est mis en œuvre à un rythme rapide et efficace et que l'impact net part du Groupe enregistré à ce titre au premier trimestre est de - 224 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe intègre aussi le montant net de 466 millions d'euros correspondant au succès de l'opération de rachat de dette hybride et des moins-values sur cession de titres, notamment Intesa. La Grèce pèse globalement pour 940 millions d'euros, avec la réalisation et l'extension du PSI (373 millions d'euros) et Emporiki (567 millions, y compris provision risque pays et filière). Enfin, le taux d'impôt semble élevé, en raison d'un montant important de charges fiscalement non déductibles.

Par rapport à une base élevée au premier trimestre 2011, le résultat net part du Groupe, hors les éléments spécifiques mentionnés, s'élève à 950 millions d'euros, en baisse de 16,9 %. Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne ont vu leur activité et leur rentabilité croître : la banque de proximité en

France voit ainsi son résultat net part du Groupe progresser de 1,2 % par rapport au premier trimestre 2011, la gestion d'actifs (Amundi) de + 21,6 % et les Services financiers aux institutionnels de + 30,5 %. Les Services financiers spécialisés opèrent dans le cadre du plan d'adaptation et, à ce titre, pilotent le ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité. Enfin, la Banque de financement et d'investissement bénéficie d'une nette reprise des activités de marché et d'une baisse sensible du coût du risque en banque de financement.

#### Réussite du plan d'adaptation

Le Groupe Crédit Agricole a géré activement l'exécution de son plan d'adaptation. Ainsi, à fin avril, l'objectif de réduction des besoins de financement est atteint à 70 % ; en termes de réduction des emplois pondérés, 91 % du plan sont réalisés, sans même intégrer le transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation. Après cette opération, les objectifs sont dépassés.

Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a notamment permis d'améliorer de plus de trois points de pourcentage le ratio crédit/collecte, à 125,3 %, contre 128,8 % à fin juin 2011. Les Services financiers spécialisés ont assuré la diversification de leurs ressources. En banque de financement, les cessions ont été réalisées dans des conditions favorables (décote moyenne de 2,5 %). Enfin, à fin avril, la totalité des CDO et RMBS du *trading book* de la banque de marché et d'investissement a été cédée.

#### Renforcement de la liquidité et de la solvabilité

La situation de liquidité de Crédit Agricole S.A. continue de se renforcer, au-delà de la réduction du besoin structurel de financement géré dans le cadre du plan d'adaptation. Les réserves de liquidité, portées à 144 milliards d'euros, dépassent ainsi l'endettement court terme net au 31 mars. En outre, à fin avril, le Groupe a d'ores et déjà réalisé 74 % de son programme d'émission à moyen-long terme sur les marchés.

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A., Jean-Paul Chifflet, indique enfin que Crédit Agricole S.A. a poursuivi le renforcement de sa solidité financière. Le ratio *Core Tier 1* s'établit à 9,4 %, en hausse de 80 points de base par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette progression provient essentiellement de la baisse significative des emplois pondérés. Le ratio *Tier 1* et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent respectivement à 11,9 % et 13,9 % en progression de 0,7 point et 0,5 point au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

### Responsabilité sociale et environnementale : faits nouveaux

Le fonds Livelihoods, créé par Crédit Agricole S.A. et Danone fin 2011 avec deux autres partenaires s'est élargi début 2012 à deux nouveaux actionnaires de référence. Livelihoods est un fonds de compensation carbone au service des communautés rurales des pays du Sud, qui agit pour la restauration et la préservation d'écosystèmes naturels, l'agroforesterie et la restauration des sols par des pratiques agricoles durables et des projets d'accès à l'énergie rurale évitant la déforestation.

Crédit Agricole S.A. a célébré en mars 2012 les quatre ans de la Fondation Grameen Crédit Agricole, créée en 2008 avec le Professeur Muhammad Yunus, prix Nobel de la Paix 2006 et fondateur de la Grameen Bank. La Fondation est devenue un acteur reconnu de la Microfinance et un pionnier du *Social Business*. La Fondation Grameen Crédit Agricole entend aller plus loin dans ce domaine et prévoit de créer le premier fonds entièrement dédié au *Social Business*, qui lui permettrait d'associer des investisseurs socialement motivés à son action : le fonds Grameen Crédit Agricole.

Crédit Agricole S.A. a été co-chef de file et teneur de livre du premier placement public d'un « Sustainable Bond » ou émission obligataire environnementale et socialement responsable sur le marché de l'euro, le 20 mars 2012, pour le compte de la Région Ile-de-France. Cette émission, d'un montant de 350 millions d'euros sur une durée de 12 ans avec un coupon annuel de 3,625 %, a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs. Les capitaux levés permettront de financer des projets exemplaires sur le plan social et environnemental dans des domaines tels que l'énergie, les transports, la protection des milieux naturels, le logement social, les structures d'accueil des personnes les plus fragiles et le développement économique, social et solidaire. Cette opération illustre la volonté de Crédit Agricole S.A. de conforter son statut de référence en matière d'ISR.

Crédit Agricole S.A. indique qu'il fait partie, pour la cinquième année consécutive, des *Global 100 Most Sustainable Corporations in the World* et y a été classé 16<sup>e</sup> entreprise mondiale et deuxième française lors du Forum économique mondial de Davos le 25 janvier 2012. Crédit Agricole S.A. souligne qu'il fait aussi partie des quatre principaux indices extra financiers de référence : l'ASPI Eurozone depuis 2004, le FTSE4Good depuis 2005, le Dow Jones Sustainability Index (DJSI) depuis 2008 et le STOXX Global ESG Leaders depuis 2011.

#### Agenda financier

22 mai 2012	Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A.
28 août 2012	Publication des résultats semestriels 2012
9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

<b>RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.</b>
---

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	5 425	5 304	+ 2,3 %
Charges d'exploitation	(3 207)	(3 276)	(2,1 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 218</b>	<b>2 028</b>	<b>+ 9,3 %</b>
Coût du risque	(1 770)	(822)	x 2,2
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>448</b>	<b>1 206</b>	<b>(62,9 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	415	441	(6,0 %)
Gains/pertes sur autres actifs	(5)	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>858</b>	<b>1 648</b>	<b>(47,9 %)</b>
Impôt	(595)	(520)	+ 14,4 %
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	2	(4)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>265</b>	<b>1 124</b>	<b>(76,4 %)</b>
Intérêts minoritaires	13	124	(89,7 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>252</b>	<b>1 000</b>	<b>(74,8 %)</b>

Le **produit net bancaire** atteint 5,4 milliards d'euros au premier trimestre 2012, en hausse de 2,3 % par rapport au premier trimestre 2011. Il intègre un gain de 864 millions d'euros au titre de l'opération de rachat de dette hybride, partiellement compensé par une perte de 394 millions d'euros sur les cessions de portefeuille en Banque de financement et d'investissement dans le cadre du plan d'adaptation et une perte de 93 millions d'euros au titre des moins-values sur cession de titres.

Les **charges d'exploitation**, à 3,2 milliards d'euros, sont en baisse de 2,1 % par rapport au premier trimestre 2011. Elles incluent 40 millions d'euros de reprise de charge sur Cheuvreux en Banque de financement et d'investissement.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 9,3 % sur un an. Retraité de l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, il est en baisse de 10,6 %, alors que le coefficient d'exploitation s'élève à 63,9 %.

Le **coût du risque** s'élève à 1,8 milliard d'euros sur le premier trimestre 2012, intégrant 397 millions d'euros au titre du plan européen de soutien à la Grèce et 485 millions d'euros au titre du coût du risque lié à la filiale Emporiki. Par ailleurs, l'avancée du plan d'adaptation a conduit la Banque de financement et d'investissement à enregistrer une charge de 39 millions d'euros et les Services financiers spécialisés un produit de 34 millions d'euros. Retraité de ces impacts, le coût du risque affiche une hausse de 46,7 %. Un complément de provision sur la filiale de crédit à la consommation italienne Agos pour 280 millions d'euros explique l'intégralité de cette hausse.

L'encours des créances dépréciées<sup>1</sup> atteint 23,8 milliards d'euros et représente 4,7 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,4 % au 31 mars 2011. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 56,5 %, à comparer à 50,1 % au 31 mars 2011. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,1 %, en hausse de 6,6 points par rapport à fin mars 2011.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 415 millions d'euros, dont 372 millions d'euros au titre des Caisses régionales.

Le **résultat avant impôt** atteint ainsi 858 millions d'euros. Retraité des éléments mentionnés ci-dessus, il s'établit à 1,3 milliard d'euros, en retrait de 28,8 % par rapport au premier trimestre 2011.

La charge d'**impôt**, à 595 millions d'euros (+ 14,4 % par rapport au premier trimestre 2011), intègre la dépréciation du solde résiduel d'impôts différés actifs d'Emporiki pour 128 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le premier trimestre 2012 un profit de 252 millions d'euros (contre un profit de 1,0 milliard d'euros l'année précédente).

### Réalisation du plan d'adaptation, en avance sur les objectifs

Le Groupe a poursuivi activement la mise en œuvre du plan d'adaptation, conformément à la communication réalisée le 14 décembre 2011, selon les trois volets principaux :

- En Banque de proximité : amélioration globale du ratio crédit/collecte.  
Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a permis de porter le ratio crédit/collecte à 125,3 %, contre 128,8 % à fin juin 2011.
- En Services financiers spécialisés : réduction des besoins en liquidité et diversification des ressources.  
Tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et affacturage, l'évolution des encours est maîtrisée, en même temps que sont développées de nouvelles ressources, collecte de dépôts et titrisations pour l'essentiel.
- En Banque de financement et d'investissement : poursuite des cessions .  
Les cessions de prêts du portefeuille de la banque de financement se sont poursuivies au cours du premier trimestre 2012, avec des niveaux de décotes faibles (2,5 % en moyenne pour un encours cédé de 1,2 milliard d'euros). Les cessions de CDOs et RMBS dépassent d'ores et déjà l'objectif initial, favorisant la réduction des emplois pondérés sous Bâle 3.

Ainsi, à fin mars 2012, la réduction des besoins de financement est achevée à 64 %, taux porté à 70 % en intégrant les mesures complémentaires. S'agissant des emplois pondérés, 91 % du plan sont réalisés à fin avril, hors transfert du portefeuille de corrélation.

---

<sup>1</sup>hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

**Réduction des besoins de financement**

En Mds € A change courant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1-2012	Réalisé cumul au 31/03/12	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
<b>Plan d'adaptation</b>					
• Banque de proximité	- 9	- 1	- 10	- 23	
• Services financiers spécialisés	- 1	- 1	- 2	- 9	
• BFI	- 11	- 9	- 20	- 18	
<b>Total plan d'adaptation</b>	<b>- 21</b>	<b>- 11</b>	<b>- 32</b>	<b>- 50</b>	<b>64 %</b>
<b>Autres mesures</b>					
• SFS – Titrisations et autres	- 2	- 1	- 3	-	
<b>Total réduction des besoins de financement</b>	<b>- 23</b>	<b>- 12</b>	<b>- 35</b>	<b>- 50</b>	<b>70 %</b>
<i>A change constant</i>	- 28	- 10	- 38		

**Réduction des emplois pondérés**

En Mds € A change constant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1- 2012	Réalisé - cumul au 31/03/12	Avril 2012	Réalisé - cumul à fin avril 2012	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
<b>Plan d'adaptation</b>							
• SFS	- 1	- 2	- 3	ns	- 3	~ - 5	
• BFI	- 11	- 16	- 27	- 2	- 29	~ - 30	
• Impact courant (Bâle 2.5)	- 7	- 5	- 12	ns	- 12	~ - 18	
• Impact 2013 (Bâle 3)	- 4	- 11	- 15	- 2	- 17	~ - 12	
<b>Total plan d'adaptation</b>	<b>- 12</b>	<b>- 18</b>	<b>- 30</b>	<b>- 2</b>	<b>- 32</b>	<b>~ - 35</b>	<b>91 %</b>
<b>Autres mesures</b>							
• BFI – transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation (impact net)		- 8	- 8	- 6	- 14		
<b>Total de la réduction des emplois pondérés (y compris impacts Bâle 3)</b>	<b>- 12</b>	<b>- 26</b>	<b>- 38</b>	<b>- 8</b>	<b>- 46</b>		

## LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours du premier trimestre 2012, Crédit Agricole S.A. a poursuivi le renforcement de sa solidité financière. Le ratio *Core Tier 1* s'établit à 9,4 %, en hausse de 80 points de base par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette progression provient essentiellement de la baisse des emplois pondérés (- 24 milliards d'euros au premier trimestre 2012 par rapport au 31 décembre 2011) en lien avec le plan d'adaptation et la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation. Cette baisse est imputable à hauteur de 9,5 milliards d'euros aux risques de crédit, principalement chez CACIB (- 7 milliards d'euros) en lien avec le plan d'adaptation (cessions de prêts, etc.) et au ralentissement de l'activité dans les Services financiers spécialisés. Par ailleurs, les emplois pondérés liés aux risques de marché sont en forte baisse de 15 milliards d'euros du fait notamment de la cession du risque de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain. En tenant compte de la déduction en fonds propres, l'impact net de l'opération Blue Mountain est de - 8 milliards d'euros au premier trimestre 2012 et sera de - 14 milliards d'euros au premier semestre 2012.

Les fonds propres *Tier 1* nets de déductions baissent quant à eux de 0,7 milliard d'euros au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011 sous l'effet de l'évolution positive des gains latents, de la déduction additionnelle liée à la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain (- 0,5 milliard d'euros soit 6 milliards d'euros en équivalent emplois pondérés), de l'opération de rachat de dettes super-subordonnées Crédit Agricole S.A. à hauteur de - 1,7 milliard d'euros en Tier 1 (hybrides) et enfin de l'impact de cession des CDOs et RMBS (baisse des déductions de 1 milliard d'euros, 50 % en Tier 1 et 50 % en Tier 2).

Le ratio *Tier 1* et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent respectivement à 11,9 % et 13,9 % en progression de 70 points de base et 50 points de base au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

## LA LIQUIDITE

A fin mars 2012, l'endettement court terme brut, qui s'entend comme l'encours de dettes à moins de 370 jours, levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché, s'élève à 132 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, contre 185 milliards d'euros à fin juin 2011. La position de trésorerie est excédentaire, avec des dépôts Banques centrales *overnight* (au-delà des réserves obligatoires) portés à 25 milliards d'euros en euro et dollar américain à fin mars 2012, contre 15 milliards d'euros à fin juin 2011.

La situation en dollar est stable par rapport au 31 décembre 2011. En effet, la dette provenant des Etats-Unis ne représente plus que 4 % de la dette court terme brute, et la proportion de la dette libellée en dollar américain est de 17 %. Par pays, la France représente 58 % de la dette, le Benelux 8 % et l'Irlande 5 %.

Entre juin 2011 et mars 2012, conformément aux objectifs de désendettement présentés le 28 septembre, l'endettement court terme, net des dépôts banques centrales, a été réduit de 63 milliards d'euros, les surliquidités déposées en banques centrales ayant, dans le même temps, augmenté de 10 milliards. La réduction de l'endettement court terme provient tout d'abord de la baisse structurelle des besoins des métiers, à hauteur de 32 milliards d'euros, répartie entre une baisse de 10 milliards d'euros sur les Banques de proximité, une baisse de 20 milliards d'euros pour la Banque de financement et d'investissement et une baisse de 2 milliards d'euros sur les Services financiers spécialisés. Elle résulte ensuite du remplacement pour 5 milliards d'euros par de la dette moyen-long terme, et enfin de l'utilisation des réserves de liquidité par le biais de mise en repo et l'accès aux banques centrales.

Au 31 mars 2012, les réserves d'actifs disponibles, éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, hors dépôts banques centrales, s'élèvent à 144 milliards d'euros, dont 120 milliards d'euros éligibles aux Banques Centrales. Elles s'inscrivent en hausse de 34 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Elles sont ainsi supérieures au montant de l'endettement court terme net. La reconstitution de nouvelles réserves s'est faite grâce à la base importante, au sein du Groupe, d'actifs titrisables et disponibles de très bonne qualité. Les réserves éligibles se composent de créances éligibles aux Banques Centrales à hauteur de 58 milliards d'euros (soit 40 % du total des réserves), de titres éligibles aux Banques Centrales et liquéfiables

sur le marché pour 62 milliards d'euros (soit 43 %), de titres liquéfiables sur le marché pour 17 milliards d'euros (soit 12 %), et de parts de titrisation et auto-titrisations réalisées pour 7 milliards d'euros (soit 5 %).

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a réalisé à 74 %, au 30 avril 2012, son programme d'émissions sur les marchés, fixé à 12 milliards d'euros pour 2012. 8,9 milliards d'euros ont ainsi été levés depuis le début de l'année 2012. Leur durée moyenne est de 7,7 ans pour un *spread* moyen de 137 points de base contre mid-swap.

Le Groupe développe en parallèle l'accès à des financements complémentaires, via ses réseaux de proximité et ses filiales spécialisées : 1,2 milliard d'euros via les Caisses régionales au premier trimestre 2012, 2,5 milliards d'euros via LCL et Cariparma dans leurs réseaux, 1,6 milliard d'euros via Crédit Agricole CIB, principalement en placements privés structurés, et 0,6 milliard d'euros via Crédit Agricole Consumer Finance.

## RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

### 1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

#### 1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

Au cours du premier trimestre 2012, les Caisses régionales ont maintenu un rythme d'activité soutenu, se traduisant par une contribution au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. de 372 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
<b>Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)</b>	<b>227</b>	<b>227</b>	<b>+ 0,2 %</b>
Variation de quote-part dans les réserves	145	147	(1,7 %)
<b>Quote-part de résultat des mises en équivalence</b>	<b>372</b>	<b>374</b>	<b>(0,4 %)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>372</b>	<b>374</b>	<b>(0,4 %)</b>

La bonne dynamique commerciale s'est poursuivie au sein des réseaux des Caisses régionales, avec un effort très marqué sur la collecte. Ainsi, la progression de la collecte de bilan s'est accélérée sur le premier trimestre 2012, atteignant 6,3 % sur un an, tirée par les livrets (en croissance de 6,1 % sur un an) et par l'épargne à terme (+ 23,0 %). Les encours de dépôts à vue et l'épargne logement sont restés stables par rapport au premier trimestre 2011. Les encours de collecte bilan, s'élevant à 318 milliards d'euros à fin mars 2012, ont ainsi progressé de près de 19 milliards d'euros en un an. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une baisse de 2,3 % entre mars 2011 et mars 2012 en raison de la moindre activité et de la baisse des marchés sur les segments titres, OPCVM et SCPI ; l'assurance-vie affiche, quant à elle, une évolution positive de 1,1 % des encours en un an malgré un contexte difficile. Au total, la collecte tant bilan que hors bilan est en hausse de 2,4 % sur un an, s'élevant à 556 milliards d'euros.

Dans le domaine des crédits, les Caisses régionales ont maintenu une nouvelle fois leur engagement auprès de leur clientèle et de l'économie française, engagement qui se traduit par la croissance globale de 4,1 % des encours de crédits clientèle en un an pour atteindre près de 394 milliards d'euros. Cette croissance a été portée notamment par l'habitat dont les encours augmentent de 5,8 % en douze mois pour atteindre plus de 216 milliards d'euros, en partie grâce à la forte production sur le mois de janvier 2012 liée à l'expiration de dispositifs fiscaux (imposition des plus-values sur les résidences secondaires). Mais elle concerne aussi l'ensemble des acteurs de l'économie. Ainsi, les encours sur les entreprises et les professionnels progressent de 1,7 % entre fin mars 2011 et fin mars 2012 ; les encours sur les collectivités locales de 6,5 % sur la même période ; l'agriculture voit croître ses encours de 0,5 %. Seul, le crédit à la consommation voit ses encours baisser de 3,7 % sur un an en raison de la faiblesse de la demande.

Par conséquent, le ratio crédit/collecte est stable sur le premier trimestre 2012, s'élevant à 129 % contre 131 % à fin mars 2011.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupes) s'établit à 3,4 milliards d'euros pour le premier trimestre 2012, en baisse limitée de 1,8 % en un an. Il bénéficie de bonnes performances sur la marge de portefeuille. Le produit net bancaire clientèle régresse de 2,7 % hors épargne logement entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012. D'une part, le contexte de taux bas pénalise la marge d'intermédiation qui s'inscrit en recul de 3,2 % hors épargne logement. D'autre part, l'érosion des commissions (- 2,1 % par rapport au premier trimestre 2011) provient du moindre dynamisme de la collecte hors bilan, même si l'IARD et les services et autres opérations bancaires affichent de bonnes performances.

Les charges des Caisses régionales sont bien maîtrisées, en hausse de 1,1 % sur le premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, contre une progression de 4,0 % sur l'année 2011. Le coefficient d'exploitation s'établit à 53,6 % sur le premier trimestre 2012. Les charges liées au projet informatique Nice sont stables par rapport à l'année 2011.

Le coût du risque s'inscrit en recul de 11,3 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, les dotations s'élevant à 333 millions d'euros. Le coût du risque représente 34 points de base des encours de crédits sur le premier trimestre 2012 à comparer à 40 points de base au premier trimestre 2011. L'encours total de provisions constituées à fin mars 2012 représente ainsi 108,3 % des créances douteuses ; celles-ci se stabilisent à 2,4 % des encours de crédits.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint 372 millions d'euros au premier trimestre 2012, un niveau stable par rapport au premier trimestre 2011.

## 1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation* 2011/2010
Produit net bancaire	1 012	988	+ 2,4 %
Charges d'exploitation	(616)	(612)	+ 0,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>396</b>	<b>376</b>	<b>+ 5,3 %</b>
Coût du risque	(78)	(80)	(2,1 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>318</b>	<b>296</b>	<b>+ 7,3 %</b>
Sociétés mises en équivalence	-	-	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	-	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>317</b>	<b>296</b>	<b>+ 6,9 %</b>
Impôt	(102)	(91)	+ 12,8 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées			
<b>Résultat net</b>	<b>215</b>	<b>205</b>	<b>+ 4,3 %</b>
Intérêts minoritaires	11	10	+ 3,9 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>204</b>	<b>195</b>	<b>+ 4,4 %</b>

Le premier trimestre 2012 s'inscrit dans le prolongement des tendances qui ont marqué la fin de l'année de 2011, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits. LCL confirme ainsi son implication dans le financement de l'économie française.

La progression des ressources atteint 3,5 % sur un an, à 152,6 milliards d'euros. Dans la lignée du quatrième trimestre 2011, les encours de bilan maintiennent une croissance à deux chiffres : + 16,2 % sur un an. La progression des comptes et dépôts à terme est particulièrement soutenue, + 36,9 % sur un an. Pour leur part, les encours de collecte hors bilan enregistrent une baisse de 7,0 % sur un an, imputable essentiellement aux OPCVM

(- 20,2 %). Ils marquent néanmoins une reprise par rapport au 31 décembre 2011, atteignant 75,3 milliards d'euros à fin mars, contre 74,6 milliards au 31 décembre 2011, soit une hausse de 0,9 %.

Sur un an, les encours de crédit progressent de 4,3 %, pour atteindre 87,4 milliards d'euros à fin mars 2012. Cette évolution est portée notamment par la hausse des crédits à l'habitat (+ 7,1 % entre mars 2011 et mars 2012), mais aussi par les crédits aux entreprises qui progressent de 4,3 %.

Le ratio crédit/collecte de LCL reste ainsi maîtrisé, atteignant 116 % à fin mars 2012 contre 126 % à fin mars 2011.

Le produit net bancaire enregistre une hausse de 2,4 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011. La hausse ressort à 0,7 % hors épargne logement et reprise de provision EIC. La marge d'intérêt progresse de 8,8 %, avec une progression de 6,7 % de la marge sur crédit. Pour leur part, les commissions sont en baisse, en lien avec le ralentissement de l'activité (crédits et ressources de hors bilan), couplé à la diminution de la CIP.

Compte tenu de la bonne maîtrise des frais généraux, qui augmentent de 0,7 % seulement, le résultat brut d'exploitation progresse de 5,3 % à 396 millions d'euros.

Le coût du risque est en baisse de 2,2 % par rapport au premier trimestre 2011, soit 34 points de base sur encours au 1<sup>er</sup> trimestre 2012, ce qui représente une baisse de 4 points par rapport au premier trimestre 2011. Le taux de créances dépréciées est en diminution à 2,4 % des encours à fin mars 2012, contre 2,5 % à fin décembre 2011 et mars 2011. Le taux de couverture des créances dépréciées est ainsi renforcé, atteignant 76,7 % à fin mars 2012 contre 75,5 % fin 2011.

Au total, le résultat d'exploitation enregistre une progression de 7,3 % et le résultat net part du Groupe s'établit à 204 millions d'euros, en hausse de 4,4 % par rapport au premier trimestre 2011.

## 2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Les résultats du premier trimestre 2012 de la Banque de proximité à l'international sont une fois encore marqués par le plan de soutien à la Grèce.

Ainsi, le 24 février 2012, la Grèce a rendu publique sa volonté d'étendre le plan d'aide européen à trois entreprises publiques. Par ailleurs, un coût du risque additionnel a été constaté lors de l'échange des titres d'Etat grec. L'impact total de ces deux éléments en résultat net part du Groupe s'élève à - 338 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre au premier trimestre 2012 une perte de 846 millions d'euros. Hors contribution de la Grèce, la contribution de la Banque de proximité à l'international aux résultats de Crédit Agricole S.A. s'élève à 59 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>746</b>	<b>773</b>	<b>(3,4 %)</b>
Charges d'exploitation	(507)	(495)	+ 2,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>239</b>	<b>278</b>	<b>(13,8 %)</b>
Coût du risque	(944)	(318)	x 3
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(705)</b>	<b>(40)</b>	<b>x 17,6</b>
Sociétés mises en équivalence	24	28	(13,1 %)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(679)</b>	<b>(12)</b>	<b>x 55,6</b>
Impôt	(176)	(49)	x 3,6
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	1	x 2,1
<b>Résultat net</b>	<b>(853)</b>	<b>(60)</b>	<b>x 14,2</b>
Intérêts minoritaires	(7)	(1)	x 7,9
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(846)</b>	<b>(59)</b>	<b>x 14,3</b>

NB : Passage au T1-12 en activités en cours de cession de la BNI Madagascar, expliquant la baisse du PNB au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de l'année 2011

**En Italie**, dans un environnement toujours difficile, Cariparma affiche une bonne résistance de sa rentabilité opérationnelle au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

A fin mars 2012, grâce à l'action commerciale des réseaux, la collecte bilan poursuit sa progression sur l'ensemble des segments (+ 16 % sur un an et + 3 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent). Ces bonnes performances n'ont cependant pas pénalisé la collecte hors bilan, les encours d'assurance-vie progressant de 11 % sur un an et restant quasi stables par rapport au quatrième trimestre 2011 (- 1 %). Parallèlement, dans un marché en repli, les encours de crédits se maintiennent au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent (- 0,6 %). La conjugaison de ces deux effets permet d'afficher un excédent collecte / crédits de 1,3 milliard d'euros à fin mars 2012.

En termes de résultat, le produit net bancaire progresse de 3,5 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 2011 qui constituait une base faible. Les charges baissent de 6,4 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre, bénéficiant de moindres coûts d'intégration. En outre, Cariparma a défini un programme de

réduction de ses coûts pour l'année 2012. Le coût du risque s'établit quant à lui à 88 points de base sur encours de crédit soit, en valeur, un recul de 22,4 % par rapport au quatrième trimestre 2011, base élevée. En vue de contenir ce coût du risque, Cariparma a entrepris l'optimisation des procédures de recouvrement. Enfin, la modification de la loi italienne sur le calcul des créances douteuses (passage de 180 jours à 90 jours de retard de paiement pour la comptabilisation en créances douteuses) n'a eu qu'un impact marginal sur l'évolution du coût du risque. Au total, le taux de couverture progresse de 0,4 point de pourcentage au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent.

La contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe s'élève à 31 millions d'euros, en baisse de 26,2 % au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

En **Grèce**, les résultats d'Emporiki sont une fois encore impactés par le PSI et un environnement toujours plus dégradé. Cependant, dans ce contexte difficile, Crédit Agricole S.A. a poursuivi au premier trimestre 2012 la réduction de son exposition.

Ainsi, la politique de refinancement d'Emporiki, mise en place depuis un an, visant à rechercher davantage de ressources propres et à réduire par là-même son refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. a continué à produire des effets positifs. Dans un contexte de forte concurrence, Emporiki a augmenté sa part de marché sur la collecte, qui est portée à 6,27 % à fin mars 2012 (+ 99 points de base sur un an, source Banque de Grèce). La collecte de bilan progresse ainsi de 570 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012 avec de bonnes performances sur les comptes à terme qui augmentent de 22 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent et qui représentent plus de 50 % de la collecte totale sur la période. Par ailleurs, l'encours de crédit brut a diminué de 321 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2011. Au total, l'ensemble de ces éléments a permis de réduire le déficit collecte / crédit et de ramener à 4,6 milliards d'euros le financement de Crédit Agricole S.A. à Emporiki, soit une baisse de 0,9 milliard d'euros par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le financement de Crédit Agricole S.A. à sa filiale grecque a été réduit de moitié.

Les résultats du premier trimestre 2012 sont une fois de plus marqués par l'environnement dégradé. Le produit net bancaire recule de 15,6 % sur un an impacté par le coût de la campagne de collecte et la réduction des encours sains, cette dernière pesant sur la marge d'intérêt. L'effet des départs en 2011 et la signature d'un nouvel accord d'entreprise sur les salaires permettent une baisse structurelle des charges (- 5,1 % au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de l'année précédente). Le coût du risque intègre un certain nombre d'éléments spécifiques : l'extension du PSI à 3 entreprises publiques grecques pour 319 millions d'euros, un coût du risque additionnel de 25 millions d'euros constaté lors de l'opération d'échange des titres de dette grecque ainsi qu'une provision risque pays et filière de 171 m €. Au total, le taux de CDL d'Emporiki Bank s'élève à 35,9 %, en hausse de 2,4 points au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Le taux de couverture, y compris provision risque pays et filière, est porté à 58,4 % (+ 4,4 points au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011). Enfin, le solde des Impôts Différés Actifs est annulé pour un montant de 130 millions d'euros au Bilan.

Au total, y compris l'ensemble de ces éléments spécifiques, la contribution d'Emporiki Group aux résultats de Crédit Agricole S.A. ressort à - 905 millions d'euros au premier trimestre 2012.

**Hors l'Italie et la Grèce**, les autres entités de la Banque de proximité à l'international présentent un quasi équilibre collecte / crédits avec 8,6 milliards d'euros de collecte bilan et 8,7 milliards d'euros de crédits bruts au 31 mars 2012.

La Pologne (CA Polska) qui représente 43 % du PNB total de la Banque de proximité à l'international hors Italie et Grèce a poursuivi le développement de la banque universelle de proximité avec une forte croissance des ouvertures de comptes courants tandis que Lukas Finance a continué sa reconquête sur le crédit à la consommation.

Par ailleurs, au cours du premier trimestre 2012, les participations dans les sociétés mises en équivalence ont évolué. Ainsi, Crédit Agricole S.A. a restructuré sa participation dans BES. Cette restructuration qui sera comptabilisée au deuxième trimestre 2012, a consisté en la vente de sa participation dans BES Vida pour 225

millions d'euros, et simultanément, Crédit Agricole S.A. a participé à l'augmentation de capital du BES à hauteur de ses droits, pour le même montant. Concernant Bankinter, la participation de Crédit Agricole S.A. a été ramenée en avril à 20,6 % contre 24,5 % au 31 décembre 2011 sous l'effet combiné de cessions en début d'année et de la non-participation à l'opération de conversion anticipée d'obligations convertibles.

### 3. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	T1-12	T1-12*	T1-11*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	921	921	1 004	(8,2 %)
Charges d'exploitation	(410)	(410)	(421)	- 2,6 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>511</b>	<b>511</b>	<b>583</b>	<b>(12,3 %)</b>
Coût du risque	(625)	(659)	(318)	x 2,1
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(114)</b>	<b>(148)</b>	<b>265</b>	<b>ns</b>
Sociétés mises en équivalence	5	5	3	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(109)</b>	<b>(143)</b>	<b>268</b>	<b>ns</b>
Impôt	(3)	9	(93)	ns
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées				ns
<b>Résultat net</b>	<b>(112)</b>	<b>(134)</b>	<b>175</b>	<b>ns</b>
Intérêts minoritaires	(84)	(84)	15	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(28)</b>	<b>(50)</b>	<b>160</b>	<b>ns</b>

\* Retraité des impacts du plan d'adaptation

Le métier **Crédit à la consommation** voit au premier trimestre 2012 la poursuite des effets du plan d'adaptation annoncé le 14 décembre 2011 par Crédit Agricole S.A.

Le pilotage du ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité conduit à une réduction des encours clientèle au bilan de Crédit Agricole Consumer Finance de 0,6 milliard d'euros sur le trimestre et de 1,2 milliard d'euros depuis juin 2011. Cette baisse est liée à l'effet combiné du ralentissement du marché du crédit à la consommation et aux mesures prises, dans le cadre du plan d'adaptation, de réduction d'activité comme une sélectivité accrue des clients et une réduction de partenariats ciblés.

Par ailleurs, la diversification des sources de refinancement externes au moyen notamment de la collecte de nouveaux dépôts institutionnels et d'opérations de titrisation en Allemagne et d'émissions d'EMTN en Italie permet un apport de liquidité de 3,1 milliards d'euros depuis le 30 juin 2011 dont 1,1 milliard d'euros au premier trimestre 2012.

Dans cet environnement fortement contraint, les charges d'exploitation restent maîtrisées et les premières économies de coûts liées au plan d'adaptation sont prévues pour 2013.

Le résultat net part du Groupe s'établit à - 40 millions d'euros, pénalisé par un complément de provision sur le portefeuille d'Agos de 280 millions d'euros en coût du risque (- 124 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Le coût du risque en France est, quant à lui, en baisse de 52 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2011 en tenant compte d'une reprise de provision de + 34 millions d'euros relative au plan d'adaptation.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** poursuivent leur ajustement au plan d'adaptation.

Dans le métier du **crédit-bail** en France, la production au premier trimestre 2011 est volontairement diminuée aussi bien sur le crédit-bail mobilier que le crédit-bail immobilier. A l'international, la production est également en repli, à la fois en raison des marchés et d'une sélectivité accrue. L'encours géré global s'élève à 19,7 milliards d'euros à fin mars 2012 contre 19,4 milliards d'euros un an auparavant (et 19,9 milliards d'euros à fin 2011).

Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré de 9,1 milliards d'euros est comparable à celui du premier trimestre 2011, alors qu'à l'international il accuse une baisse de 1,6 milliard d'euros en lien avec la cession d'Eurofactor UK au 30 juillet 2011.

Les résultats du métier **Crédit-bail & affacturage** au premier trimestre sont marqués par de bonnes performances opérationnelles. Ainsi, par rapport au premier trimestre 2011, le produit net bancaire affiche une diminution de 2,2% (et une stabilité hors effet périmètre), les charges d'exploitation sont en baisse de 7,4% (de 5,6% hors effet périmètre), ce qui permet d'enregistrer un résultat brut d'exploitation de 62 millions d'euros, en augmentation de 5,5% (8,8% hors effet périmètre). Le coût du risque est stable hors l'impact de la Grèce aussi bien sur le crédit-bail en France que sur l'affacturage. Sur la Grèce il s'élève à 11 millions d'euros (contre 3 millions au premier trimestre 2011 et 93 millions au quatrième trimestre 2011).

#### 4. PÔLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Malgré la persistance d'un environnement de marché difficile, les métiers de gestion de l'épargne regroupés sous le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée parviennent à maintenir leur encours géré global à près de 1 042 milliards d'euros à fin mars 2012. Ce montant représente une baisse limitée de 1,9 % sur un an, mais une hausse de 3,5 % par rapport à fin décembre 2011 qui traduit une reprise de la collecte au premier trimestre 2012, notamment pour Amundi. Hors double comptes, l'encours global du pôle s'élève à plus de 836 milliards d'euros au 31 mars 2012.

Entre fin décembre 2011 et fin mars 2012, l'indice CAC 40 s'est apprécié de près de 7,7 %, contribuant à des effets marché positifs pour l'ensemble des métiers de l'épargne sur la période.

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi (y compris les activités de gestion de la BFT rachetées au 1er juillet 2011) affiche une activité très satisfaisante par rapport au premier trimestre 2011. Les actifs sous gestion s'établissent à fin mars 2012 à près de 689 milliards d'euros, en baisse limitée de 3,2 % sur un an, mais en hausse de 4,6 % par rapport à fin décembre 2011. En effet, renversant la tendance des derniers mois, Amundi bénéficie d'une activité dynamique et de la hausse des marchés. La collecte nette s'élève à 5,6 milliards d'euros sur le premier trimestre 2012 et l'effet marché et change à 24,5 milliards d'euros. La collecte atteint ce trimestre 4,2 milliards d'euros sur le segment institutionnels et *corporates* et 1,1 milliard d'euros sur le segment des distributeurs tiers, notamment à l'international. Environ 3,7 milliards d'euros ont été collectés sur la même période au titre de l'épargne salariale, portant ainsi la part de marché d'Amundi sur cette activité à plus de 40 % (à comparer à 37 % à fin décembre 2011). En revanche, la décollecte se poursuit au sein des réseaux, s'élevant à -3,4 milliards d'euros pour ce trimestre.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	420	377	+ 11,5 %
Charges d'exploitation	(187)	(202)	(7,2 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>233</b>	<b>175</b>	<b>+ 33,0 %</b>
Impôt	(77)	(63)	+ 21,8 %
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>158</b>	<b>129</b>	<b>+ 22,2 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>116</b>	<b>95</b>	<b>+ 21,6 %</b>

Au premier trimestre 2012, Amundi continue d'afficher une bonne performance opérationnelle, et bénéficie par ailleurs d'une plus-value exceptionnelle de 60 millions d'euros suite à la cession d'une participation minoritaire aux Etats-Unis. Retraité de cette plus-value, le produit net bancaire diminue de 4,4 % en un an, pénalisé par la baisse des encours sur cette période, mais affiche une hausse de près de 7,0 % par rapport au quatrième trimestre 2011 du fait notamment de l'amélioration des commissions de surperformance. La baisse des charges d'exploitation se poursuit (-7,2 % entre mars 2011 et mars 2012) entraînant, retraité de la plus-value de cession, une amélioration de 1,6 point du coefficient d'exploitation sur la période (à 52,0 %) et une baisse de seulement 1,3 % du résultat brut d'exploitation courant. Intégrant la plus-value de cession enregistrée ce trimestre, le résultat net d'Amundi s'élève à 158 millions d'euros à fin mars 2012 (en progression de 22,2 % en un an) et sa contribution au résultat net part du Groupe à 116 millions d'euros (+ 21,6 %).

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, l'activité commerciale également soutenue et la reprise des marchés ont permis à CACEIS d'augmenter les encours d'actifs conservés et administrés de respectivement 4,9 % et 5,9 % entre le quatrième trimestre 2011 et le premier trimestre 2012 : ceux-ci s'élèvent à 2 370 milliards d'euros et 1 100 milliards d'euros respectivement à fin mars 2012. La dynamique commerciale du métier se traduit par la conquête de nouveaux clients tels que Groupama Asset Management, Neufilize OBC

Investment, Barclays Wealth Management et Federal Finance. Parallèlement, les dépôts espèces progressent fortement, de 57 % entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012.

Le résultat net du trimestre s'établit à 49 millions d'euros : il progresse de 28,5 % par rapport au premier trimestre 2011 sous l'effet conjugué de la hausse de 5,8 % du produit net bancaire (progression des revenus de trésorerie qui bénéficient de niveaux de *spread* élevés, poursuite du développement de l'activité prêt/emprunt de titres) et à la baisse des charges de 1,9 % traduisant la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle. Au total, le résultat brut d'exploitation progresse de 24,6 % sur un an et le coefficient d'exploitation continue de s'améliorer, de 5,1 points sur la période : il s'établit à 65,7 % à fin mars 2012, confirmant ainsi CACEIS parmi les acteurs les plus efficaces de l'industrie.

En ce qui concerne la **Banque privée**, après un deuxième semestre 2011 pénalisé par l'aggravation de la crise financière, les encours progressent de 2,3 % sur le trimestre pour atteindre 129,2 milliards d'euros. Cette progression provient d'une hausse des actifs gérés sur le périmètre LCL Banque privée de 3,4 % avec une collecte sur les produits d'épargne bilan qui compense la décollecte constatée sur les valeurs mobilières. A l'international, aidée par un effet change favorable, les encours augmentent de 2,2 % sur le premier trimestre 2012 malgré une activité pénalisée par l'instabilité dans la zone Euro et la défiance des clients vis-à-vis des banques européennes.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 34 millions d'euros, en progression de 68,3 % par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 4,0 % par rapport au premier trimestre 2011. Le produit net bancaire enregistre une hausse de 11,2 %<sup>2</sup> par rapport au quatrième trimestre 2011 avec des charges d'exploitation maîtrisées (- 0,1 %)\*. Par rapport au premier trimestre 2011, le produit net bancaire est, quant à lui, en légère baisse grâce à la bonne tenue de la marge sur dépôts.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,4 milliards d'euros au 31 mars 2012 et des encours gérés en assurance vie portés à 223,8 milliards d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	575	556	+ 3,3 %
Charges d'exploitation	(127)	(141)	(10,0 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>448</b>	<b>415</b>	<b>+ 7,9 %</b>
Coût du risque	(52)	-	ns
Impôt	(130)	(131)	(0,8 %)
<b>Résultat net de l'exercice</b>	<b>266</b>	<b>284</b>	<b>(6,4 %)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>264</b>	<b>281</b>	<b>(5,9 %)</b>

Dans un marché toujours instable et après un quatrième trimestre particulièrement difficile, l'assurance-vie en France marque une hausse caractérisée par une augmentation de la collecte de 16%. La part de la collecte en unités de compte représente 15%, contre 13 %<sup>3</sup> pour le marché.

L'assurance dommages en France fait preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par la poursuite de la croissance du chiffre d'affaires (+ 8 % par rapport au premier trimestre 2011). Cette progression est supérieure à celle du marché (+ 4 %<sup>4</sup>) et concerne tous les métiers. Sur un an, le nombre de contrats en portefeuille progresse de 6%.

<sup>2</sup> Hors effet change et périmètre

<sup>3</sup> Données FFSA mars 2012

<sup>4</sup> Données FFSA mars 2012

L'assurance emprunteurs affiche une régularité de son chiffre d'affaires en France sur les crédits immobiliers. En revanche, l'activité sur les autres pays d'Europe marque le pas, notamment sur le crédit automobile en Italie. Hors assurance emprunteurs, les filiales à l'international enregistrent une légère reprise.

Au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 264 millions d'euros intégrant l'échange des titres grecs au premier trimestre 2012. L'impact de cet échange est un coût du risque de 53 millions d'euros constaté lors de l'échange des titres (soit un impact en résultat net part du Groupe de - 35 millions d'euros). Les frais généraux restent stables globalement après le retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) qui bénéficient de la déductibilité de certaines taxes. La sinistralité en assurance dommages est quant à elle bien maîtrisée avec un ratio sinistres sur cotisations<sup>5</sup> (S/C) à 69,3 %, en amélioration de 4,8 points par rapport au premier trimestre 2011 (74,1 %), malgré une période de gel en février 2012.

La gestion financière reste prudente et intègre l'environnement de marché : des titres souverains portugais, italiens et espagnols ont ainsi été cédés pour une valeur nette comptable de 2,9 milliards d'euros durant le premier trimestre.

Par ailleurs, le périmètre du pôle Assurance a évolué avec d'une part la vente à BES de la participation directe de Crédit Agricole Assurances dans BES Vida en avril 2012 (50 %), et d'autre part la participation du Groupe portée à 100 % dans CA Vita avec l'acquisition le 30 mars 2012 des parts détenues par Cariparma.

---

<sup>5</sup> Net de réassurance

## 5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe\* des activités pérennes marque un rebond significatif à 398 millions d'euros (77 millions d'euros au quatrième trimestre 2011), porté par des revenus solides en *Fixed income* d'une part, et affecté par ailleurs par le ralentissement limité des activités de financement avec la réalisation du programme de baisse de la consommation de liquidité dès le premier trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la Banque de financement et d'investissement ressort à 156 millions d'euros sur le trimestre, pénalisé par les impacts du plan d'adaptation présenté le 14 décembre 2011 qui s'élèvent à - 246 millions d'euros au premier trimestre 2012. Hors impacts du plan, le résultat net part du Groupe des activités pérennes s'établit à 398 millions d'euros\* sur le trimestre, soit le niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre 2010. Les charges d'exploitation diminuent de 2,7 % par rapport au premier trimestre 2011, et le coût du risque, à - 31 millions d'euros, se maintient à un niveau faible.

Les activités en cours d'arrêt (retraitées de l'impact du plan d'adaptation) ont quant à elles un impact négligeable sur la période, avec un résultat net part du Groupe qui atteint - 3 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Les coûts du plan d'adaptation s'élèvent pour le premier trimestre 2012 à - 246 millions d'euros en résultat net part du Groupe, dont - 251 millions d'euros dans les activités en cours d'arrêt liés aux cessions de CDOs et de RMBS,

- 20 millions d'euros liés à la cession de prêts en banque de financement (- 31 millions d'euros en produit net bancaire) et + 25 millions d'euros liés au retrait de CA Cheuvreux de la transaction avec CITICS dans la banque de marché et d'investissement (+ 40 million d'euros en charges d'exploitation).

### Activités pérennes

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	1 425	1 561	(8,7 %)
Charges d'exploitation	(876)	(900)	(2,7 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>549</b>	<b>661</b>	<b>(17,0 %)</b>
Coût du risque	(31)	(73)	(57,8 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>518</b>	<b>588</b>	<b>(11,9 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	40	33	18,5 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	3	(96,2 %)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>558</b>	<b>624</b>	<b>(10,6 %)</b>
Impôt	(162)	(227)	(28,8 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>396</b>	<b>397</b>	<b>(0,2 %)</b>
Intérêts minoritaires	(2)	7	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>398</b>	<b>390</b>	<b>+ 1,9 %</b>

\* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 million d'euros en produit net bancaire), des couvertures de prêts (+ 10 millions d'euros en produit net bancaire), et des impacts du plan d'adaptation (- 31 millions d'euros en produit net bancaire et + 40 millions d'euros en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette, des couvertures de prêts et des impacts du plan.

**Banque de financement**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>T1-12*</b>	<b>T1-11*</b>	<b>Variation T1*/T1*</b>
Produit net bancaire	<b>526</b>	<b>638</b>	<b>(17,5 %)</b>
Charges d'exploitation	(234)	(222)	5,5 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>292</b>	<b>416</b>	<b>(29,8 %)</b>
Coût du risque	(27)	(79)	(65,4 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>265</b>	<b>337</b>	<b>(21,4 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	40	34	+17,6 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	1	(87,5 %)
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>305</b>	<b>372</b>	<b>(18,0 %)</b>
Impôt	(81)	(142)	(43,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>224</b>	<b>230</b>	<b>(2,3 %)</b>
Intérêts minoritaires	(7)	(2)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>231</b>	<b>228</b>	<b>+ 1,6 %</b>

\* Retraité en 2012 des couvertures de prêts (+ 10 millions d'euros en produit net bancaire) et du coût du plan d'adaptation (- 31 millions d'euros en produit net bancaire). Retraité en 2011 des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation.

Au premier trimestre 2012, les objectifs du plan en termes de liquidité continuent de peser sur la majorité des activités de la **Banque de financement**. Ainsi, alors que la production a été réduite de manière significative, les réductions d'actifs engagées dans le cadre du plan d'adaptation au quatrième trimestre 2011 se sont poursuivies au premier trimestre 2012. Les cessions de prêts réalisées au cours de ce premier trimestre 2012, avec un taux de décote de 2,5 %, s'élèvent à 1,2 milliard d'euros qui s'ajoutent aux 6,4 milliards d'euros de cessions réalisées au cours de l'année 2011. Le produit net bancaire du premier trimestre 2012 intègre ainsi une charge de - 31 millions d'euros liée à ces cessions contre - 116 millions d'euros au quatrième trimestre 2011. Les couvertures de prêts ont un impact toujours faible ce trimestre, avec un impact positif de 10 millions d'euros en produit net bancaire, à comparer à 14 millions d'euros au trimestre précédent.

Les financements structurés enregistrent une baisse du produit net bancaire à 358 millions d'euros (contre 391 millions d'euros au trimestre précédent) du fait de la réduction sensible de la production. Les revenus de la banque commerciale sont également sous pression malgré le maintien du bon positionnement de la filiale dans la syndication. Crédit Agricole CIB maintient ainsi ses positions de leader sur les activités de syndication en France et de numéro 2 sur la zone EMEA ainsi que sur l'Europe de l'Ouest<sup>6</sup>

Le coût du risque reste faible sur le trimestre avec une dotation nette de 27 millions d'euros sur les provisions individuelles. Le stock de provisions collectives reste quant à lui stable au 31 mars 2012.

<sup>6</sup> Source : Thomson Financial

**Banque de marchés et d'investissement**

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	<b>899</b>	<b>923</b>	<b>(2,6 %)</b>
Charges d'exploitation	(642)	(678)	(5,3 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>257</b>	<b>245</b>	<b>+ 4,9 %</b>
Coût du risque	(4)	6	ns
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>253</b>	<b>251</b>	<b>+ 1,0 %</b>
Sociétés mises en équivalence	-	(1)	(50,0 %)
Gains/pertes sur autres actifs	-	2	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>253</b>	<b>252</b>	<b>+ 0,3 %</b>
Impôt	(81)	(85)	(4,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>172</b>	<b>167</b>	<b>+ 2,7 %</b>
Intérêts minoritaires	5	5	+ 16,3 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>167</b>	<b>162</b>	<b>+ 2,3 %</b>

\* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 million d'euros en produit net bancaire) et du coût du plan d'adaptation (+ 40 millions d'euros en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette.

Au premier trimestre 2012, la **Banque de marchés et d'investissement** affiche une reprise sensible des activités de marché avec des niveaux de risque faibles.

Les résultats des activités de *Fixed income* enregistrent une forte hausse par rapport au dernier trimestre de 2011 grâce à l'excellente performance des activités obligataires qui bénéficient du rebond du primaire dans un marché de la dette plus favorable qu'en fin d'année 2011. Crédit Agricole CIB se classe ainsi cinquième toutes émissions en euros confondues<sup>7</sup>. Les activités de taux enregistrent également un très bon trimestre, marquées par la détente des marchés (*spreads* de crédit, OIS-BOR...) et le retour des investisseurs asiatiques.

Le pôle actions voit ses revenus augmenter légèrement par rapport à un quatrième trimestre 2011 particulièrement bas pour atteindre 322 millions d'euros (304 millions d'euros au quatrième trimestre 2011). Concernant l'activité de courtage, Crédit Agricole CIB et CITICS ont annoncé le 29 mars 2012 le retrait de CA Cheuvreux du périmètre de l'opération, conduisant au premier trimestre 2012 à une reprise de provisions de 40 millions d'euros en charges d'exploitation. De nouvelles négociations ont été ouvertes avec CITICS concernant CLSA.

Le produit net bancaire inclut par ailleurs un impact positif de 1 million d'euros sur la réévaluation de la dette, à comparer à + 228 millions d'euros au quatrième trimestre 2011 et - 45 millions d'euros au premier trimestre 2011.

La VaR continue d'être maîtrisée et s'établit au niveau faible de 16 millions d'euros au 31 mars 2012.

<sup>7</sup> Source : Thomson Financial

**Activités en cours d'arrêt**

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	28	27	+ 5,2 %
Charges d'exploitation	(27)	(23)	+ 17,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>(65,0 %)</b>
Coût du risque	(12)	(57)	(78,8 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>(11)</b>	<b>(53)</b>	<b>(79,8 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	-	-	-
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>(11)</b>	<b>(53)</b>	<b>(79,8 %)</b>
Impôt	8	19	(59,1 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
<b>Résultat net</b>	<b>(3)</b>	<b>(34)</b>	<b>(91,4 %)</b>
Intérêts minoritaires	-	(1)	(73,3 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(3)</b>	<b>(33)</b>	<b>(91,9 %)</b>

\* Retraité en 2012 des impacts du plan d'adaptation (- 402 millions d'euros en produit net bancaire et coût du risque). Pas de retraitement en 2011.

Dans le cadre du plan d'adaptation, la cession de portefeuilles entamée au quatrième trimestre 2011 s'est accélérée ce trimestre : la quasi-totalité du portefeuille de CDOs comptabilisés en *trading book* a été cédée ainsi que l'ensemble des RMBS US pour un montant global de 5,9 milliards d'euros (1,1 milliard d'euros pour l'année 2011). L'impact de ces cessions sur le résultat avant impôt s'élève à - 402 millions d'euros (- 251 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et génère une économie en emplois pondérés (en vision CRD 4) de l'ordre de 14 milliards d'euros qui s'ajoute à celle de 3,5 milliards d'euros issue des cessions réalisées au quatrième trimestre 2011.

Les activités de corrélation bénéficient ce trimestre d'une part d'un impact positif du resserrement des *spreads* de crédit sur le risque garant, et d'autre part de la baisse de 14 milliards d'euros des emplois pondérés (soit 8 milliards d'euros en tenant compte de la déduction en fonds propres de 0,5 milliard d'euros) liée à la cession du risque de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain en février 2012.

Hors impacts du plan, le résultat des activités en cours d'arrêt est donc négligeable ce trimestre.

**6. COMPTE PROPRE ET DIVERS**

<i>(en millions d'euros)</i>	<b>T1-12</b>	<b>T1-11</b>	<b>Variation T1/T1</b>
<b>Produit net bancaire</b>	<b>289</b>	<b>(318)</b>	<b>ns</b>
Charges d'exploitation	(223)	(210)	+ 5,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>66</b>	<b>(528)</b>	<b>ns</b>
Coût du risque	10	11	ns
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>76</b>	<b>(517)</b>	<b>ns</b>
Sociétés mises en équivalence	(28)	(1)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(6)	(2)	x 4,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>42</b>	<b>(520)</b>	<b>ns</b>
Impôts	(57)	131	ns
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	(5)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>(15)</b>	<b>(394)</b>	<b>(96,2 %)</b>
Intérêts minoritaires	46	49	(4,5 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(61)</b>	<b>(443)</b>	<b>(86,1 %)</b>

Le premier trimestre 2012 est marqué pour l'essentiel par l'opération de rachat de dette réalisée en février, dont l'impact s'élève à + 864 millions d'euros en produit net bancaire et + 552 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Le produit net bancaire intègre par ailleurs, à hauteur de 93 millions d'euros, des moins-values sur cession de titres, notamment sur Intesa (cession de 0,9 %, ramenant la participation à 2,9 %).

Le trimestre intègre également le plein effet de la mise en place des garanties Switch au quatrième trimestre 2011, dont l'impact est inférieur à – 10 millions d'euros pour le trimestre, par comparaison avec la rémunération des T3CJ et de l'avance d'actionnaires comptabilisée en 2011. Rappelons pour mémoire que la rémunération du dépôt de garantie est enregistrée en produit net bancaire, et que la rémunération relative à la garantie elle-même est enregistrée en « Sociétés mises en équivalence ».

## RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe progresse de 3,7 % en douze mois pour atteindre 798 milliards d'euros au 31 mars 2012, grâce notamment à la hausse de 4,1 % des encours réalisée par les Caisses régionales et LCL par rapport au 31 mars 2011. En termes de ressources, le Groupe parvient à augmenter sa collecte bilan de + 11,3 % sur un an, soit une hausse de plus de 68 milliards d'euros. Au 31 mars 2012, celle-ci représente 675 milliards d'euros.

Au premier trimestre 2012, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 9 094 millions d'euros, en progression de 1,3 % par rapport au premier trimestre 2011 et de 10,3 % par rapport au dernier trimestre de l'année dernière traduisant le maintien d'une activité soutenue dans l'ensemble des métiers du Groupe (hors Emporiki).

Compte tenu de la stabilisation des charges d'exploitation sur douze mois, le coefficient d'exploitation du Groupe s'établit à 57,5 % à fin mars, en amélioration de 0,8 point sur douze mois.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à près de 3,9 milliards d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 3,2 % en un an et de près de 63 % par rapport au quatrième trimestre 2011.

Le coût du risque, qui intègre les charges liées à l'élargissement du plan européen de soutien à la Grèce, des provisions collectives sur la Grèce et un complément de dotation sur Agos ce trimestre, affiche une hausse exceptionnellement élevée de près de 75,9 % sur douze mois. Le coût du risque sur encours de crédit s'établit ainsi à 76 points de base pour le premier trimestre 2012 hors impact du plan de soutien à la Grèce ; après retraitement également de la provision risque pays et filière sur la Grèce et de la dotation complémentaire sur Agos, il retrouve le niveau du premier trimestre 2011 de 56 points de base.

Le résultat d'exploitation recule ainsi de 31,0 % sur douze mois pour s'établir à 1 758 millions d'euros.

L'impôt augmente facialement de 3,0 % entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012 : il intègre un montant élevé de charges non déductibles, notamment sur la Grèce et la hausse légale du taux d'imposition des sociétés.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 804 millions d'euros pour le premier trimestre 2012, soit une baisse de 47,3 % en un an.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9 094</b>	<b>8 978</b>	<b>+ 1,3 %</b>
Charges d'exploitation	(5 226)	(5 231)	(0,1 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 868</b>	<b>3 747</b>	<b>+ 3,2 %</b>
Coût du risque	(2 110)	(1 200)	+ 75,9 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 758</b>	<b>2 547</b>	<b>(31,0 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	63	64	(2,0 %)
Résultat net sur autres actifs	(4)	4	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 817</b>	<b>2 615</b>	<b>(30,5 %)</b>
Impôts	(1 001)	(971)	+ 3,0 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(4)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>818</b>	<b>1 640</b>	<b>(50,1 %)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>804</b>	<b>1 527</b>	<b>(47,3 %)</b>

\*\*\*\*\*

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2012 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : [www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires](http://www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires) dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

#### Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78		
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélie Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05
Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38		

#### Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

#### Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre du premier trimestre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.

➤ **Supports visuels de présentation des résultats**



Résultats  
du 1<sup>er</sup> trimestre  
2012

11 mai 2012

 **CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.**  
— Le bon sens a de l'avenir —

 **CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.**

## Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés au titre de la période de trois mois arrêtée au 31 mars 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».

### Nota :

Le périmètre **Groupe Crédit Agricole** comprend : les Caisses régionales, les Caisses locales, Crédit Agricole S.A. et leurs filiales. C'est le périmètre considéré par le régulateur français et européen pour apprécier la liquidité et la solvabilité du Groupe.

**Crédit Agricole S.A.** est l'entité cotée, qui détient notamment 25 % des Caisses régionales et ses filiales métier (Banque de proximité en France et à l'international, Services financiers spécialisés, Gestion d'actifs, assurances et banque privée, ainsi que Banque de financement et d'investissement).

2

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## SOMMAIRE

**I. Groupe Crédit Agricole**  
**Messages clés**  
**Activité et résultats**  
**Structure financière**

**II. Crédit Agricole S.A.**  
**Messages clés**  
**Point sur le plan d'adaptation**  
**Résultats des pôles métiers**  
**Structure financière**

**III. Liquidité et refinancement**

**Annexes**

3

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

### Faits marquants

#### Le plan d'adaptation en avance sur ses objectifs

**70 %** des objectifs atteints sur le besoin de liquidité  
**91 %** des objectifs de réduction des emplois pondérés atteints

#### Des activités en croissance

Le Crédit Agricole confirme son rang de 1<sup>er</sup> financeur de l'économie française  
 Crédits : **+ 4,1 %** T1/T1 Dépôts : **+ 8,1 %** T1/T1 (Caisses régionales et LCL)  
 20 Mds € de nouveaux crédits en France par les Caisses régionales et LCL au T1

#### Résultats opérationnels résistants dans un environnement difficile

PNB Groupe **+ 1,3 %** et - 2,7% T1/T1 avant éléments spécifiques\*  
 Charges d'exploitation **- 0,1 %** et + 0,8 % T1/T1 avant éléments spécifiques\*

#### Un résultat net bénéficiaire

**1 817 m €** avant impôt, - 30,5 % T1/T1  
**804 m €** RNPG, - 47,3 % T1/T1

#### Solidité financière

**10,9 %** Ratio Core Tier 1 (Bâle 2.5) **10,4 %** Ratio EBA (supérieur à l'exigence fixée au 30/06/12)  
 Réserves disponibles : **144 Mds €**

\* Retraité du plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cessions

4

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

### Compte de résultat T1-12

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1	Δ T1/T1*	T4-11	Δ T1/T4
<b>Produit net bancaire</b>	<b>9 094</b>	<b>8 978</b>	<b>+ 1,3 %</b>	<b>(2,7 %)</b>	<b>8 243</b>	<b>+ 10,3 %</b>
Charges d'exploitation	(5 226)	(5 231)	(0,1 %)	+ 0,8 %	(5 868)	(10,9 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>3 868</b>	<b>3 747</b>	<b>+ 3,2 %</b>	<b>(7,5 %)</b>	<b>2 375</b>	<b>+ 62,9 %</b>
Coût du risque	(2 110)	(1 200)	+ 75,9 %		(1 908)	+ 10,6 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 758</b>	<b>2 547</b>	<b>(31,0 %)</b>		<b>467</b>	<b>x 3,8</b>
Sociétés mises en équivalence	63	64	(2,0 %)		(947)	ns
Résultat net sur autres actifs	(4)	4	ns		18	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns		(1 671)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 817</b>	<b>2 615</b>	<b>(30,5 %)</b>		<b>(2 133)</b>	<b>ns</b>
Impôts	(1 001)	(971)	+ 3,0 %		(351)	x 2,9
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(4)	ns		-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>818</b>	<b>1 640</b>	<b>(50,1 %)</b>		<b>(2 484)</b>	<b>ns</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>804</b>	<b>1 527</b>	<b>(47,3 %)</b>		<b>(2 526)</b>	<b>ns</b>

\* Retraité du plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cessions

5

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

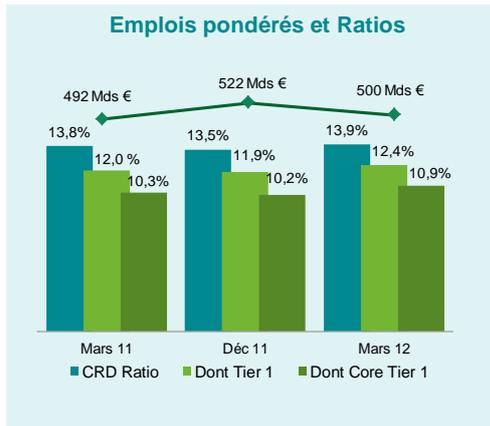
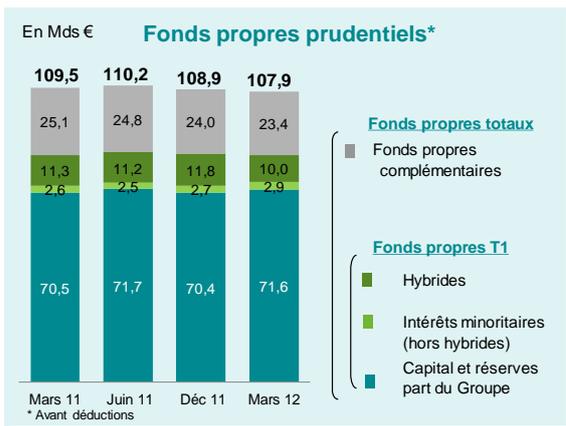
## GRUPE CRÉDIT AGRICOLE

### Ratios de solvabilité

■ **Ratio Core Tier 1 à 10,9 % au 31 mars 2012 (hors floor) en hausse de 70 pb T1/T4, en ligne avec l'objectif de 10 % en Bâle 3 « fully loaded » à fin 2013**

- Disparition du *floor* à partir du 31/03/2012
- Émission de parts sociales au T1-12 : + 0,2 Md €

■ **Ratio EBA à 10,4 % au 31 mars 2012**



## SOMMAIRE

**I. Groupe Crédit Agricole**  
**Messages clés**  
**Activité et résultats**  
**Structure financière**

**II. Crédit Agricole S.A.**  
**Messages clés**  
**Point sur le plan d'adaptation**  
**Résultats des pôles métiers**  
**Structure financière**

**III. Liquidité et refinancement**

**Annexes**

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Messages clés

#### Une mise en œuvre rapide et efficace du Plan d'adaptation

Réalisation du plan en avance sur les objectifs  
Intégration au T1-12 de la moitié des coûts directs prévus sur 2012

#### Une rentabilité opérationnelle qui résiste

PNB **+ 2,3 %** après succès du rachat de dette  
(- 4,5 % avant éléments spécifiques\*)  
Charges **- 2,1 %** (- 0,7 % avant éléments spécifiques\*)

#### Résultats

Résultat avant impôt **858 m €** (1 291 m € avant éléments spécifiques\*)

#### Faits marquants

**Agos** : revue des portefeuilles entraînant des provisions de 280 m € soit un impact de - 124 m € en RNPG

**Grèce** : réalisation et extension du PSI (397 m € en coût du risque, y compris assurances) et provisions pour Emporiki (485 m € en coût du risque), soit globalement, un impact de - 940 m € en RNPG

**Gestion active des participations**: Intesa (cession de 0,9 %, ramenant la participation à 2,9 %) ; Bankinter (participation réduite en avril à 20,6 % contre 24,5 % au 31/12/11) ; vente de BES Vida (comptabilisée au T2-12)

**Taux d'impôt apparent élevé** en raison d'un montant important de charges fiscalement non déductibles, notamment sur la Grèce

\* Eléments spécifiques : plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cessions

8

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Compte de résultat T1-12

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1	T4-11	Δ T1/T4
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 425</b>	<b>5 304</b>	<b>+ 2,3 %</b>	<b>4 663</b>	<b>+ 16,3 %</b>
Charges d'exploitation	(3 207)	(3 276)	(2,1 %)	(3 780)	(15,2 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 218</b>	<b>2 028</b>	<b>+ 9,3 %</b>	<b>883</b>	<b>x 2,5</b>
Coût du risque	(1 770)	(822)	x 2,2	(1 859)	(4,8 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>448</b>	<b>1 206</b>	<b>(62,9 %)</b>	<b>(976)</b>	<b>ns</b>
Sociétés mises en équivalence	415	441	(6,0 %)	(725)	ns
Résultat net sur autres actifs	(5)	1	ns	15	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns	(1 575)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>858</b>	<b>1 648</b>	<b>(47,9 %)</b>	<b>(3 261)</b>	<b>ns</b>
Impôts	(595)	(520)	+ 14,4 %	195	ns
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(4)	ns	-	ns
<b>Résultat net</b>	<b>265</b>	<b>1 124</b>	<b>(76,4 %)</b>	<b>(3 066)</b>	<b>ns</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>252</b>	<b>1 000</b>	<b>(74,8 %)</b>	<b>(3 067)</b>	<b>ns</b>

9

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Compte de résultat T1-12 avant éléments spécifiques

En m €	T1-12	T1-12 Coûts du plan	T1-12 Autres impacts*	T1-12 avant coûts du plan et autres impacts*	Δ T1/T1 avant coûts du plan et autres impacts*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>5 425</b>	<b>(394)</b>	<b>932</b>	<b>4 887</b>	<b>(4,5 %)</b>
Charges d'exploitation	(3 207)	40	(124)	(3 123)	(0,7 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>2 218</b>	<b>(354)</b>	<b>808</b>	<b>1 764</b>	<b>(10,6 %)</b>
Coût du risque	(1 770)	(5)	(882)	(883)	+ 46,7 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>448</b>	<b>(359)</b>	<b>(74)</b>	<b>881</b>	<b>(35,8 %)</b>
Sociétés mises en équivalence	415	-	-	415	(6,0 %)
Résultat net sur autres actifs	(5)	-	-	(5)	ns
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>858</b>	<b>(359)</b>	<b>(74)</b>	<b>1 291</b>	<b>(28,8 %)</b>
Impôts	(595)	130	(424)	(300)	(42,1 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>252</b>	<b>(224)</b>	<b>(474)</b>	<b>950</b>	<b>(16,9 %)</b>
Coefficient d'exploitation	59,1 %			63,9 %	+ 2,4 pts

\* PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cessions

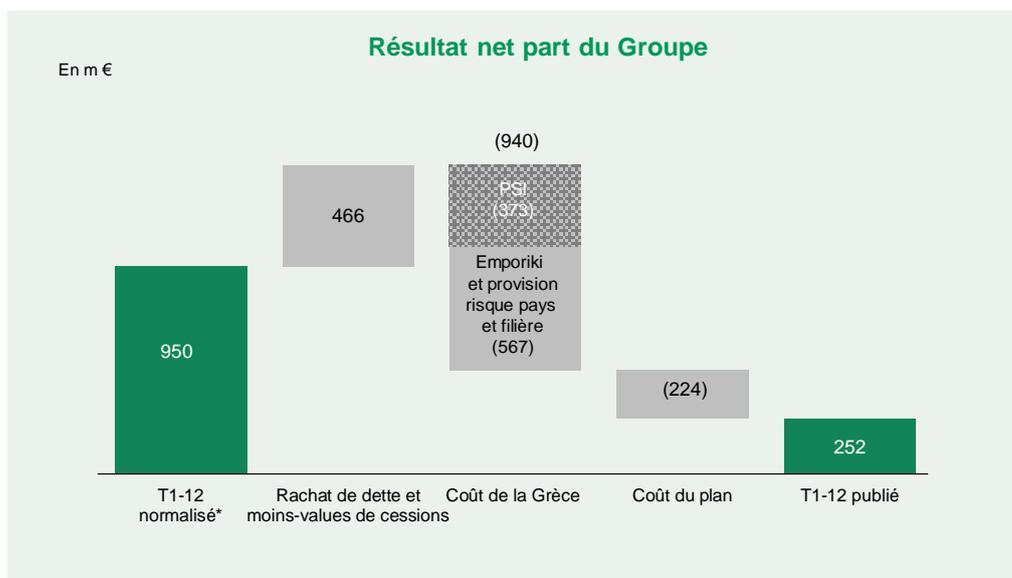
10

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Analyse du résultat T1-12



\* Avant : plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cessions

11

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Impacts du plan d'adaptation et autres éléments spécifiques

En m €	T1-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>186</b>	<b>538</b>
Plan d'adaptation – impact des cessions de portefeuille en BFI	(5)	(394)
Emporiki	191	161
Rachat de dette hybride	-	864
Moins-values de cessions	-	(93)
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>(131)</b>	<b>(84)</b>
Plan d'adaptation – reprise sur Cheuvreux (BFI)	-	40
Emporiki	(131)	(124)
<b>Coût du risque</b>	<b>(220)</b>	<b>(887)</b>
Plan d'adaptation (BFI et SFS)	-	(5)
Réalisation et extension du PSI	-	(397)
<i>Dont Assurances</i>		(53)
<i>Dont Emporiki (y compris extension à 3 entreprises publiques grecques au T1-12)</i>		(344)
Emporiki - provision risque pays et filière	-	(171)
Emporiki – hors PSI et provision risque pays et filière	(220)	(314)
<b>Impôts</b>	<b>-</b>	<b>(294)</b>
Effet net des impacts ci-dessus	-	(166)
Emporiki - Dépréciation des IDA	-	(128)
<b>Minoritaires</b>	<b>(23)</b>	<b>(29)</b>

12

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## PLAN D'ADAPTATION

### Mise en œuvre du plan d'adaptation

#### Réalisation du plan (juin 2011 - décembre 2012) en avance sur les objectifs

- **Banque de proximité : amélioration globale du ratio crédit/collecte**
  - Renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international
  - Croissance maîtrisée des encours de crédit
  - ⇒ Ratio à 125,3 %, versus 128,8 % à fin juin 2011
- **Banque de financement et d'investissement : poursuite des cessions**
  - Cessions de prêts du portefeuille de la banque de financement, avec des niveaux de décotes faibles (2,5 %), très satisfaisants
  - Cessions de CDOs et RMBS favorisant la réduction des emplois pondérés sous Bâle 3
- **Services financiers spécialisés : réduction des besoins en liquidité et diversification**
  - Maîtrise des encours tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et affacturage
  - Diversification des ressources : collecte de dépôts et titrisations

13

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## PLAN D'ADAPTATION

### Réduction des besoins de financement

■ 64 % du plan réalisé à fin mars 2012, et 70 % intégrant les mesures complémentaires

En Mds € A change courant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1-12	Réalisé cumul au 31/03/12	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
<b>Plan d'adaptation</b>					
• Banque de proximité	- 9	- 1	- 10	- 23	
• Services financiers spécialisés	- 1	- 1	- 2	- 9	
• BFI	- 11	- 9	- 20	- 18	
<b>Total plan d'adaptation</b>	<b>- 21</b>	<b>- 11</b>	<b>- 32</b>	<b>- 50</b>	<b>64 %</b>
<b>Autres mesures</b>					
• SFS – Titrisations et autres	- 2	- 1	- 3	-	
<b>Total réduction des besoins de financement</b>	<b>- 23</b>	<b>- 12</b>	<b>- 35</b>	<b>- 50</b>	<b>70 %</b>
<i>à change constant</i>	<i>- 28</i>	<i>- 10</i>	<i>- 38</i>		

14

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## PLAN D'ADAPTATION

### Réduction des emplois pondérés

■ 91 % du plan réalisé à fin avril, hors transfert du portefeuille de corrélation

En Mds € A change constant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1-12	Réalisé - cumul au 31/03/12	Avril 2012	Réalisé - cumul à fin avril 2012	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
<b>Plan d'adaptation</b>							
• SFS	- 1	- 2	- 3	ns	- 3	~ - 5	
• BFI	- 11	- 16	- 27	- 2	- 29	~ - 30	
• Impact courant (Bâle 2.5)	- 7	- 5	- 12	ns	- 12	~ - 18	
• Impact 2013 (Bâle 3)	- 4	- 11	- 15	- 2	- 17	~ - 12	
<b>Total plan d'adaptation</b>	<b>- 12</b>	<b>- 18</b>	<b>- 30</b>	<b>- 2</b>	<b>- 32</b>	<b>~ - 35</b>	<b>91 %</b>
<b>Autres mesures</b>							
• BFI – transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation (impact net*)		- 8	- 8	- 6	- 14		
<b>Total de la réduction des emplois pondérés (y compris impacts Bâle 3)</b>	<b>- 12</b>	<b>- 26</b>	<b>- 38</b>	<b>- 8</b>	<b>- 46</b>		

\* Cf slide 34

15

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT  
AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité en France – Caisses régionales

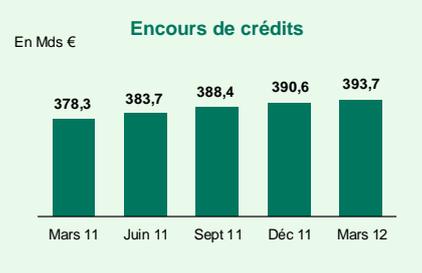
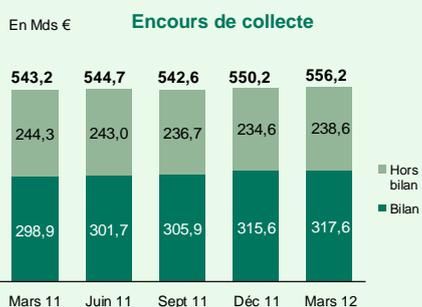
#### ■ Accélération de la collecte: + 6,3 % en produits de bilan T1/T1 (+ 2,4 % sur l'ensemble de la gamme bilan et hors bilan)

- Forte progression sur les livrets (+ 6,1 %) et sur l'épargne à terme (+ 23,0 %)
- Stabilité sur les DAV et l'épargne logement
- Maintien des encours d'assurance-vie

#### ■ Crédits : croissance des encours de + 4,1 % T1/T1

- Forte production de crédits à l'habitat sur le mois de janvier liée à l'expiration de dispositifs fiscaux (imposition des plus-values sur les résidences secondaires)
- Croissance des encours maintenue sur les professionnels et les entreprises (+ 1,7 %)
- Baisse limitée du crédit à la consommation réalisé par les Caisses régionales

⇒ **Ratio crédits/collecte à 129 % à fin mars 2012 (vs 131 % à fin mars 2011)**



16

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité en France – Caisses régionales

#### ■ PNB en baisse limitée : - 1,8 % T1/T1

- Porté par la marge de portefeuille
- PNB clientèle en baisse de 2,7 % hors épargne logement
  - Marge d'intermédiation pénalisée par le contexte de taux bas (- 3,2 % hors épargne logement)
  - Erosion des commissions (- 2,1 %) liée au moindre dynamisme de la collecte hors bilan, mais bonne performance de l'IARD et des services

#### ■ Charges : + 1,1 % T1/T1 (versus + 4,0 % sur l'année 2011)

- Stabilisation des charges liées au Projet NICE

#### ■ Coût du risque en baisse de 11,3 % T1/T1

- Taux de créances dépréciées de 2,4 % à fin mars 2012 (stable / décembre 2011)
- Taux de couverture y compris provisions collectives de 108,3 % à fin mars 2012

#### ■ Contribution au RNPG de 372 m €, stable par rapport au T1-11

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>3 419</b>	<b>3 481</b>	<b>(1,8 %)</b>
Charges d'exploitation	(1 833)	(1 813)	+ 1,1 %
<b>Résultat brut d'exploitation cumulé</b>	<b>1 586</b>	<b>1 668</b>	<b>(4,9 %)</b>
Coût du risque	(333)	(375)	(11,3 %)
<b>Résultat d'exploitation cumulé</b>	<b>1 253</b>	<b>1 293</b>	<b>(3,1 %)</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>53,6 %</b>	<b>52,1%</b>	<b>+ 1,5 pt</b>

Données consolidées des 38 Caisses régionales retraitées des opérations intragroupe (y compris dividendes de Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales)

<b>Résultat net mis en équivalence (à 25 %)</b>	<b>227</b>	<b>227</b>	<b>+ 0,2 %</b>
Variation de quote-part dans les réserves	145	147	(1,7 %)
<b>Quote-part de résultats des mises en équivalence</b>	<b>372</b>	<b>374</b>	<b>(0,4 %)</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>372</b>	<b>374</b>	<b>(0,4 %)</b>

17

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité en France – LCL

#### ■ Progression de 3,5 % des encours de collecte T1/T1

- Maintien d'une croissance à deux chiffres pour les encours de bilan : + 16,2 % T1/T1
- Progression soutenue des comptes et dépôts à terme : + 36,9 % T1/T1
- Encours de collecte de hors bilan en baisse de 7,0 % T1/T1 mais en hausse de 0,9 % par rapport au T4-11

#### ■ Développement maîtrisé des encours de crédits de + 4,3 % T1/T1

- Progression de 7,1 % de l'encours de crédits habitat T1/T1
- Croissance de 4,3 % des crédits entreprises T1/T1

⇒ **Maîtrise du ratio crédit/collecte au T1-12 à 116 % (vs 126 % à fin mars 2011)**



18

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité en France – LCL

#### ■ PNB : + 2,4 % T1/T1

- + 0,7 % hors épargne logement et reprise provision EIC
- Croissance de la marge de 8,8 % avec une progression de 6,7 % de la marge sur crédit
- Baisse des commissions en lien avec le ralentissement de l'activité (crédit et ressources de hors bilan), couplé à la diminution de la CIP

#### ■ Maîtrise des frais généraux : + 0,7 % T1/T1

#### ■ Coût du risque : - 2,1 % T1/T1

- Diminution du taux de créances dépréciées : 2,4 % des encours à fin mars 2012 contre 2,5 % à fin décembre 2011 et mars 2011
- Renforcement du taux de couverture des créances dépréciées pour atteindre 76,7 % à fin mars 2012 (75,5 % fin 2011)

#### ■ Résultat d'exploitation en hausse de 7,3 % et RNPG en hausse de 4,4 % T1/T1

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 012</b>	<b>988</b>	<b>+ 2,4 %</b>
Charges d'exploitation	(616)	(612)	+ 0,7 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>396</b>	<b>376</b>	<b>+ 5,3 %</b>
Coût du risque	(78)	(80)	(2,1 %)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>318</b>	<b>296</b>	<b>+ 7,3 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>204</b>	<b>195</b>	<b>+ 4,4 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>60,9 %</b>	<b>61,9 %</b>	<b>(1,0 pt)</b>

19

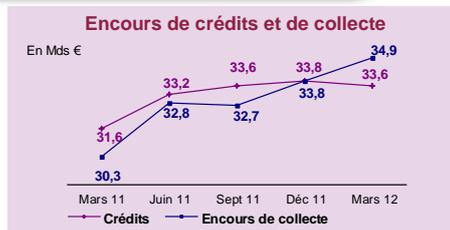
RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité à l'international – Cariparma

- **Excédent collecte / crédits : + 1,3 Md € à fin mars 2012**
  - Poursuite de la progression de la collecte bilan (+ 16 % T1/T1 et + 3 % T1/T4) sur l'ensemble des segments
    - Et maintien de la collecte sur le hors bilan avec une bonne tenue des encours d'assurance-vie : + 11 % sur un an et quasi-stabilité par rapport au T4-11 (- 1 %)
  - Stabilité des encours de crédits T1/T4 (- 0,6%)
- **Résistance de la rentabilité opérationnelle malgré l'environnement économique difficile**
  - PNB : + 3,5 % T1/T4 (base faible au T4-11)
  - Charges en baisse de 6,4 % T1/T4 (bénéficiant de moindres coûts d'intégration) et définition d'un programme de réduction des coûts pour 2012
- **Coût du risque à 88 pb sur encours au T1-12**
  - Optimisation des procédures de recouvrement en vue de contenir le coût du risque
  - Baisse du coût du risque par rapport au T4-11 (base élevée) : - 22,4 %
  - Impact marginal de la nouvelle loi sur le calcul des créances douteuses (90 jours vs 180 jours)
  - Taux de couverture des CDL en progression de 0,4 pb T1/T4



#### Contribution de Cariparma aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1	Δ T1/T4
<b>Produit net bancaire</b>	<b>400</b>	<b>392</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>+ 3,5 %</b>
Charges d'exploitation	(251)	(236)	+ 6,0 %	(6,4 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>149</b>	<b>156</b>	<b>(4,4 %)</b>	<b>+ 26,0 %</b>
Coût du risque	(73)	(55)	+ 32,2 %	(22,4 %)
Impôt	(33)	(43)	(22,1 %)	ns
<b>Résultat net</b>	<b>43</b>	<b>58</b>	<b>(25,7 %)</b>	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>31</b>	<b>41</b>	<b>(26,2 %)</b>	ns
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>62,8 %</b>	<b>60,3 %</b>	<b>+ 2,5 pts</b>	<b>(6,6 pts)</b>

Résultat net part du Groupe du groupe Cariparma : 116 m € au T1-12, intégrant la plus-value de cession de CA Vita cédée à CAA et la contribution de Calit incluse dans les résultats de CAL&F

20

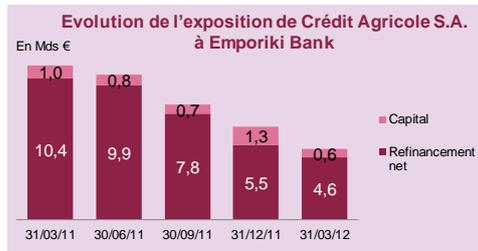
RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Emporiki : poursuite de la réduction de l'exposition

- **Baisse du refinancement net de Crédit Agricole S.A. à Emporiki Bank à 4,6 Mds € (- 0,9 Md € vs. 31/12/11)**
  - Poursuite de la réduction du déficit collecte / crédit
    - Augmentation de la collecte (+ 570 m € T1/T4)
      - Part de marché collecte : 6,27 % (+ 99 pb T1/T1)
      - Bonne performance sur les dépôts à terme (encours + 22 % T1/T4 représentant plus de 50 % de l'encours total de collecte bilan)
    - Baisse de l'encours de crédit brut : - 321 m € T1/T4
- **Résultats du T1-12 toujours marqués par l'environnement dégradé**
  - PNB : - 15,6 % T1/T1 (coût de la campagne de collecte, réduction des encours sains)
  - Baisse structurelle des charges : - 5,1 % T1/T1 (effet des départs en 2011 et signature d'un nouvel accord d'entreprise sur les salaires)
  - Coût du risque intégrant des éléments spécifiques
    - Extension du PSI à 3 entreprises publiques grecques : 319 m €
    - Constatation d'un coût du risque additionnel de 25 m € lors de l'opération d'échange des titres de dette grecque
    - Provision risque pays et filière : 171 m €
    - ⇒ Taux de CDL d'Emporiki Bank : 35,9 % (+ 2,4 pts T1/T4)
    - ⇒ Taux de couverture porté à 58,4 % (+ 4,4 pts T1/T4)
  - Annulation du solde des impôts différés actifs au bilan : - 130 m €



#### Contribution d'Emporiki Group aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>161</b>	<b>191</b>	<b>(15,6 %)</b>
Charges d'exploitation	(124)	(130)	(5,1 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>37</b>	<b>61</b>	<b>(38,2 %)</b>
Coût du risque	(829)	(220)	ns
Impôt	(133)	(3)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(905)</b>	<b>(139)</b>	ns
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>76,8 %</b>	<b>68,4 %</b>	<b>+ 8,4 pts</b>

\* source : Bank of Greece (à fin mars 2012)

21

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de proximité à l'international – hors Italie et Grèce

#### ■ Activité des autres entités\* de la BPI

- Pologne
  - Développement de la banque universelle de proximité avec une forte croissance des ouvertures de comptes courants (CA Polska)
  - Reconquête sur le crédit à la consommation (Lukas Finanse)

#### ■ Equilibre collecte / crédit

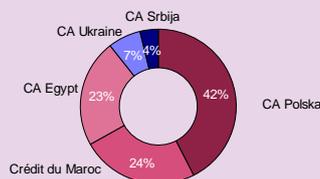
- 8,6 Mds € de collecte bilan et 8,7 Mds € de crédits bruts au 31 mars 2012

#### ■ Evolution des participations dans les sociétés mises en équivalence

- Restructuration de la participation de Crédit Agricole S.A. dans BES (comptabilisation au T2-12)
  - Vente à BES de la participation du Groupe dans BES Vida pour 225 m €
  - Participation à l'augmentation de capital du BES à hauteur de ses droits, pour le même montant
- Bankinter : participation ramenée en avril à 20,6 % vs 24,5 % au 31/12/11 sous l'effet combiné de cessions en début d'année et de la non-participation à l'opération de conversion anticipée d'obligations convertibles

\* Autres entités : entités de la BPI hors Cariparma et Emporiki, comprenant les filiales et les entités mises en équivalence

#### Répartition du PNB des autres entités\* (T1-12)



#### Contribution des autres entités\* aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>185</b>	<b>189</b>	<b>(2,2 %)</b>
Charges d'exploitation	(132)	(128)	+ 3,3 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>53</b>	<b>61</b>	<b>(13,5 %)</b>
Coût du risque	(43)	(42)	+ 1,4 %
Sociétés mises en équivalence	24	28	(13,1 %)
Impôt	(9)	(3)	x 2,8
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>28</b>	<b>39</b>	<b>(25,2 %)</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>71,3 %</b>	<b>67,5 %</b>	<b>+ 3,8 pts</b>

NB : Passage au T1-12 en activités en cours de cession de la BNI Madagascar, expliquant la baisse du PNB T1/T1

22

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Gestion d'actifs – Amundi

#### ■ Activité : + 5,6 Mds € de collecte nette

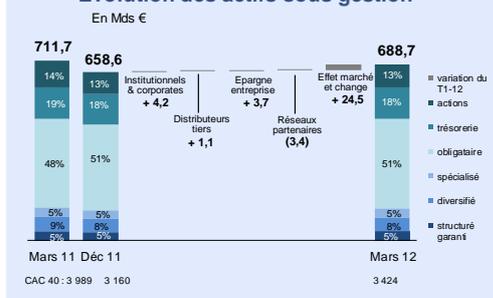
- Bonne collecte auprès des distributeurs tiers (+ 1,1 Md €), notamment à l'international
- Niveau d'activité satisfaisant auprès des institutionnels et des corporates
  - Collecte de 3,3 Mds € auprès des institutionnels
  - Collecte de 3,7 Mds € sur la clientèle *corporate* au titre de l'épargne salariale, portant la part de marché d'Amundi de 37 % au 31/12/2011\* à plus de 40 %
- Poursuite de la décollecte des réseaux (- 3,4 Mds €)

#### ■ Des résultats en hausse

- Un résultat net trimestriel de 158 m € (+ 22,2 % T1/T1) incluant la plus-value de cession d'une participation minoritaire aux Etats-Unis
- Un PNB courant\*\* en baisse de 4,4 % T1/T1 mais en hausse de près de 7,0 % T1/T4 du fait de l'amélioration des commissions de surperformance
- Poursuite de la baisse des coûts (- 7,2 % T1/T1)
- Coefficient d'exploitation\*\* de 52,0 %, en baisse de 1,6 pt T1/T1

\* Données AFG  
\*\* Retraité de la plus-value de cession

#### Evolution des actifs sous gestion\*



#### Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1	Δ T1/T1**
<b>Produit net bancaire</b>	<b>420</b>	<b>377</b>	<b>+ 11,5 %</b>	<b>(4,4 %)</b>
<i>dont plus-value de cession</i>	<i>60</i>	-	-	-
Charges d'exploitation	(187)	(202)	(7,2 %)	
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>233</b>	<b>175</b>	<b>+ 33,0 %</b>	<b>(1,3 %)</b>
<b>Résultat net</b>	<b>158</b>	<b>129</b>	<b>+ 22,2 %</b>	
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>116</b>	<b>95</b>	<b>+ 21,6 %</b>	
<b>Coefficient d'exploitation**</b>	<b>52,0 %</b>	<b>53,6 %</b>	<b>(1,6 pt)</b>	

23

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Services financiers aux institutionnels – CACEIS

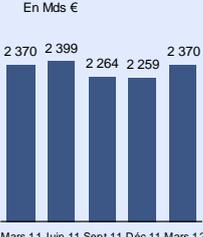
#### ■ Croissance des encours grâce à une activité commerciale soutenue et à la reprise des marchés

- Progression des actifs conservés et administrés de + 4,9 % et + 5,9 % T1/T4
- Développement commercial (Groupama AM, Neuflyze OBC Investment, Barclays Wealth Management, Federal Finance, etc.)
- Progression des dépôts espèces (+ 57 % T1/T1)

#### ■ Forte progression des résultats : résultat net + 28,5 % T1/T1

- Croissance du PNB de 5,8 % T1/T1
    - Progression des revenus de trésorerie qui bénéficient des niveaux de *spread* élevés
    - Développement du prêt/emprunt de titres
  - Charges en baisse de 1,9 % T1/T1 traduisant la poursuite des gains de productivité
- ⇒ RBE en hausse de 24,6 %
- ⇒ Coefficient d'exploitation en amélioration de 5,1 points

#### Conservation d'actifs



Δ Mars / Mars + 0,0 %

#### Administration de fonds



Δ Mars / Mars (3,7 %)

#### Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>215</b>	<b>203</b>	<b>+ 5,8 %</b>
Charges d'exploitation	(141)	(144)	(1,9 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>74</b>	<b>59</b>	<b>+ 24,6 %</b>
<b>Résultat net</b>	<b>49</b>	<b>38</b>	<b>+ 28,5 %</b>
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>42</b>	<b>32</b>	<b>+ 30,5 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>65,7 %</b>	<b>70,8 %</b>	<b>(5,1 pts)</b>

24

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque privée

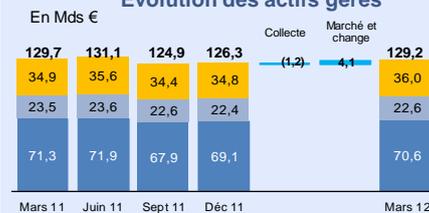
#### ■ Progression des encours sur le trimestre : + 2,3 % T1/T4

- Chez LCL Banque Privée, collecte des produits d'épargne bilan qui compense la décollecte sur les valeurs mobilières
- Encours à l'international en progression de 2,2 % T1/T4
  - Effet marché favorable
  - Activité à l'international impactée par l'instabilité dans la zone Euro et la défiance des clients vis-à-vis des banques européennes

#### ■ CA Private Banking\*\*: RNPG de 34 m €, stable T1/T1

- PNB en hausse de 11,2 %\* T1/T4 (- 1,6 %\* T1/T1 grâce à la bonne tenue de la marge sur dépôts)
  - Charges d'exploitation maîtrisées : - 0,1 %\* T1/T4 (+ 0,7 %\* T1/T1)
- ⇒ Coefficient d'exploitation de 74,7 % à fin mars 2011

#### Evolution des actifs gérés



Actifs gérés (hors Caisses régionales)

Δ Mars/Déc + 2,3 %

LCL Banque privée + 3,4 %

CA Private Banking\* + 0,9 %

France + 2,2 %

International + 2,2 %

\* Périmètre : CA Private Banking (BGPI, CA Suisse, CA Luxembourg, CFM Monaco, CA Espagne, CA Miami, DTYM Brest) et LCL Banque privée

#### Contribution aux résultats de Crédit Agricole S.A.\*\*

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>176</b>	<b>175</b>	<b>+ 0,6 %</b>
Charges d'exploitation	(132)	(127)	+ 3,8 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>44</b>	<b>48</b>	<b>(7,9 %)</b>
Coût du risque	1	(1)	ns
Impôts	(8)	(9)	(9,7 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>(4,0 %)</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>74,7 %</b>	<b>72,4 %</b>	<b>+ 2,3 pts</b>

\* Hors effet change et périmètre

\*\* Périmètre : CA Private Banking, hors LCL Banque privée

25

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Assurances

#### ■ Hausse de l'activité d'assurance-vie en France, dans un marché toujours instable

- Hausse de la collecte de 16 % après un T4-11 particulièrement difficile
- 15 % de la collecte réalisée en U.C. sur le trimestre, contre 13 %\* pour le marché

#### ■ Bonne dynamique commerciale de l'assurance dommages en France

- Poursuite de la croissance du chiffre d'affaires (+ 8 % T1/T1), supérieure à celle du marché (+ 4 %\*), sur l'ensemble des activités
- Le nombre de contrats en portefeuille progresse de + 6 % sur un an

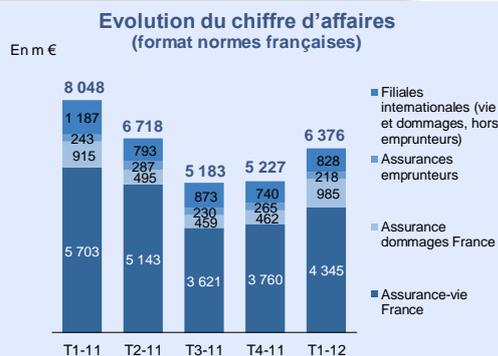
#### ■ Assurance emprunteurs

- Régularité du chiffre d'affaires emprunteurs en France sur les crédits immobiliers
- Ralentissement de l'activité sur les autres pays d'Europe (crédit automobile en Italie notamment)

#### ■ Légère reprise d'activité à l'international

- Amélioration du chiffre d'affaires de 11 % T1/T4

\* Données FFSA à fin mars 2012



26

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Assurances

#### ■ Un RNPG de 264 m €, impacté par l'échange des titres grecs au T1-12

- Coût du risque de 53 m € (soit un impact en RNPG de 35 m €) constaté lors de l'échange des titres grecs au T1-12
- Charges d'exploitation stables T1/T1 hors économies ponctuelles liées aux pertes sur PSI (déductibles des impôts et taxes)

#### ■ Sinistralité maîtrisée en assurance dommages en France

- Ratio S/C\* : 69,3 %, en amélioration de 4,8 points T1/T1 (74,1 %), malgré une période de gel en février 2012

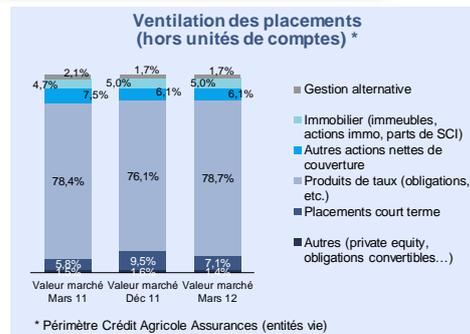
#### ■ Gestion financière prudente intégrant l'environnement de marché

- Cession de 2,9 Mds € en valeur nette comptable de titres souverains périphériques (Portugal, Italie, Espagne) au T1-12

#### ■ Evolutions de périmètre

- Vente à BES de la participation dans BES Vida en avril 2012
- CA Vita : participation du Groupe portée à 100 % avec l'acquisition le 30 mars 2012 des parts détenues par Cariparma

\* Ratio Sinistralité / Cotisations tous exercices, net de réassurance



En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>575</b>	<b>556</b>	<b>+ 3,3 %</b>
Charges d'exploitation	(127)	(141)	(10,0 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>448</b>	<b>415</b>	<b>+ 7,9 %</b>
Coût du risque	(52)	-	ns
Impôts	(130)	(131)	(0,8 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>264</b>	<b>281</b>	<b>(5,9 %)</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>22,1 %</b>	<b>25,4 %</b>	<b>(3,3 pts)</b>

27

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Services financiers spécialisés – Crédit à la consommation

#### ■ Pilotage du ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité

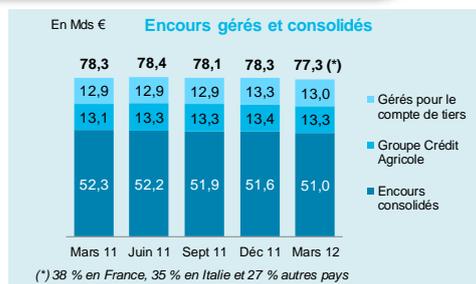
- Réduction des encours consolidés de 0,6 Md € au T1-12 (1,2 Md € depuis juin 2011), liée au ralentissement du marché et aux mesures du plan d'adaptation (sélectivité accrue, réduction de certains partenariats ciblés)
- Poursuite de la diversification des sources de refinancement externes : 1,1 Md € au T1-12 (3,1 Mds € depuis le 30 juin 2011)

⇒ opération de titrisation sur le marché secondaire et collecte de dépôts institutionnels en Allemagne, et émission d'EMTN en Italie (500 m €)

#### ■ Baisse des résultats financiers s'inscrivant dans un environnement en forte dégradation

- PNB en net repli T1/T1, principalement lié à la réduction des encours et à la montée en puissance des effets de la Loi crédit à la consommation
- Maîtrise des charges d'exploitation et premières économies de coûts liées au plan prévues pour 2013
- Coût du risque :
  - France : baisse du coût du risque de 52 m € (- 44 % T1/T1)
  - International : complément de provision sur Agos (- 280 m € soit - 124 m € en RNPG)

\* Retraité des impacts du plan d'adaptation



#### Contribution de CACF aux résultats de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-12*	T1-11	Δ T1/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>779</b>	<b>779</b>	<b>859</b>	<b>(9,3 %)</b>
Charges d'exploitation	(330)	(330)	(335)	(1,3 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>449</b>	<b>449</b>	<b>524</b>	<b>(14,3 %)</b>
Coût du risque	(593)	(627)	(296)	x 2,1
Impôts	15	27	(81)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(40)</b>	<b>(62)</b>	<b>135</b>	<b>ns</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>42,4 %</b>	<b>42,4 %</b>	<b>39,0 %</b>	<b>(3,4 pts)</b>

28

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Services financiers spécialisés – Crédit-bail & affacturage

#### ■ Crédit-bail : réduction volontaire de l'activité en lien avec le plan d'adaptation

- France : production en retrait aussi bien sur le crédit-bail mobilier que le crédit-bail immobilier
- A l'international : net repli sur l'Italie et la Pologne, à la fois en raison des marchés et d'une sélectivité accrue

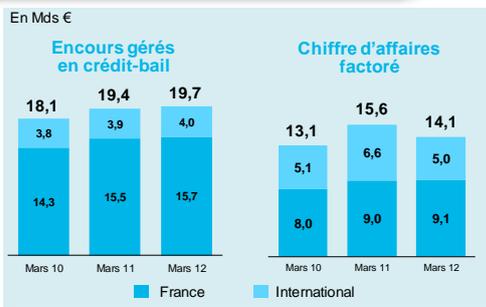
#### ■ Affacturage : stabilité sur le marché français

- France : chiffre d'affaires factoré comparable au T1-11
- A l'international : diminution du chiffre d'affaires liée à une baisse d'activité, ainsi qu'à la cession d'Eurofactor UK le 30 juillet 2011

#### ■ RNPG en repli à 12 m €, malgré de bonnes performances opérationnelles

- Stabilité du PNB et baisse des charges (- 5,6 % T1/T1) hors effet périmètre, en dépit de la baisse de l'activité
  - ⇒ RBE en hausse de 8,8%\* T1/T1
- Coût du risque stable hors Grèce aussi bien sur le crédit-bail en France que sur l'affacturage
  - ⇒ coût du risque sur le crédit-bail en Grèce : - 11 m € au T1-12 (- 93 m € au T4-11 et - 3 m € au T1-11)
- Non activation des impôts différés actifs à compter du 1er janvier 2012 sur Emporiki Leasing

\* Hors effet périmètre (Eurofactor UK)



#### Contribution de CAL&F aux comptes de Crédit Agricole S.A.

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>142</b>	<b>145</b>	<b>(2,2 %)</b>
Charges d'exploitation	(80)	(86)	(7,4 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>62</b>	<b>59</b>	<b>+ 5,5 %</b>
Coût du risque	(32)	(22)	+ 45,7 %
Impôts	(18)	(12)	+ 52,9 %
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>12</b>	<b>25</b>	<b>(53,0 %)</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>56,3 %</b>	<b>59,5 %</b>	<b>(3,2 pts)</b>

29

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de financement et d'investissement

■ **Rebond significatif des résultats T1/T4 (RNPG de 398 m €\* vs 77 m €\* au T4-11) porté par les activités de marché**

- Reprise des activités de marché notamment sur le *Fixed income*
- Programme de baisse de la liquidité réalisé dès le T1-12 avec un ralentissement limité des revenus dans la banque de financement

■ **RNPG des activités pérennes s'établit à + 398 m €\* au T1-12**

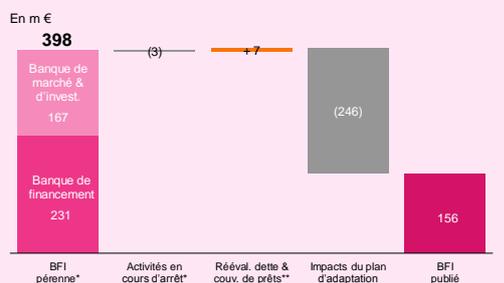
- RNPG le plus élevé depuis le T2-10
- Charges d'exploitation en baisse de 2,7 % T1\*/T1\*
- Coût du risque à un niveau faible

■ **Impacts du plan d'adaptation de - 246 m € en RNPG au T1-12**

- dont - 251 m € dans les activités en cours d'arrêt au titre des cessions de CDOs et de RMBS
- dont - 20 m € liés à la cession de prêts en banque de financement (- 31 m € en PNB)
- dont + 25 m € liés au retrait de CA Cheuvreux de la transaction avec CITICS dans la BMI (+ 40 m € en charges d'exploitation)

\*\* Stock résiduel de la réévaluation de la dette 31/03/12 : 1 011 m €

#### Résultat net part du Groupe au T1-12



#### Résultat des activités pérennes

En m €	T1-12*	T1-11*	Δ T1*/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 425</b>	<b>1 561</b>	<b>(8,7 %)</b>
Charges d'exploitation	(876)	(900)	(2,7 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>549</b>	<b>661</b>	<b>(17,0 %)</b>
Coût du risque	(31)	(73)	(57,8 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>398</b>	<b>390</b>	<b>+ 1,9 %</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>61,5 %</b>	<b>57,7 %</b>	

\* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 m € en PNB), des couvertures de prêts (+ 10 m € en PNB), et des impacts du plan d'adaptation (- 31 m € en PNB et + 40 m € en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette, des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation.

30

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de financement

■ **Les objectifs en termes de liquidité impactent la majorité des activités**

- Réduction significative de la production
- Poursuite des impacts du plan de réduction d'actifs qui se caractérisent par des cessions de prêts de 1,2 Md € au T1-12, avec une décote de 2,5 %, qui s'ajoutent aux 6,4 Mds € réalisés en 2011

■ **Revenus de la banque commerciale toujours sous pression malgré des positions de 1<sup>er</sup> rang**

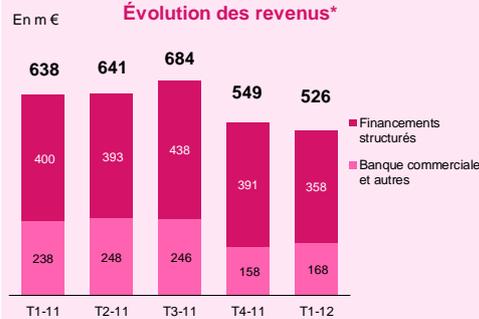
- Bon positionnement dans la syndication : Crédit Agricole CIB maintient ses positions de n° 1 sur les activités de syndication en France et de n° 2 sur la zone EMEA ainsi que sur l'Europe de l'Ouest<sup>1</sup>

■ **Coût du risque : dotation nette de 27 m €**

- Pas de dotations individuelles significatives
- Le stock de provisions collectives reste stable au 31 mars 2012

<sup>1</sup> Source : Thomson Financial

#### Évolution des revenus\*



#### Contribution de la banque de financement

En m €	T1-12*	T1-11*	Δ T1*/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>526</b>	<b>638</b>	<b>(17,5 %)</b>
Charges d'exploitation	(234)	(222)	+ 5,5 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>292</b>	<b>416</b>	<b>(29,8 %)</b>
Coût du risque	(27)	(79)	(65,4 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>231</b>	<b>228</b>	<b>+ 1,6 %</b>

\* Retraité en 2012 des couvertures de prêts (+ 10 m € en PNB) et des impacts du plan d'adaptation (- 31 m € en PNB). Retraité en 2011 des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation.

31

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Banque de marchés et d'investissement

- **Reprise sensible des activités de marché avec des niveaux de risque faibles**
- **Forte hausse des résultats de *Fixed income* sur le trimestre**
  - Excellente performance des activités obligataires avec un rebond du primaire dans un marché de la dette plus favorable qu'en fin d'année 2011
    - Crédit Agricole CIB se classe 5<sup>e</sup> toutes émissions en euros confondues<sup>1</sup>
  - Très bon trimestre des activités de taux dans un contexte d'accalmie des marchés financiers (*spreads* de crédit, OIS-BOR...) avec notamment le retour des investisseurs asiatiques
- **Pôle actions : légère hausse des revenus après un T4-11 particulièrement bas**
  - Le 29 mars 2012, Crédit Agricole CIB et CITICS ont annoncé un changement du périmètre de la transaction et de nouvelles négociations concernant CLSA
    - CA Chevreux ne figure plus dans le périmètre de la transaction
- **La VaR continue d'être maîtrisée et s'établit à 16 m € au 31 mars 2012**



#### Contribution de la banque de marchés et d'investissement

En m €	T1-12*	T1-11*	Δ T1*/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>899</b>	<b>923</b>	<b>(2,6 %)</b>
Charges d'exploitation	(642)	(678)	(5,3 %)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>257</b>	<b>245</b>	<b>+ 4,9 %</b>
Coût du risque	(4)	6	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>167</b>	<b>162</b>	<b>+ 2,3 %</b>

\* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 m € en PNB) et des impacts du plan d'adaptation (+ 40 m € en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette.

<sup>1</sup> Source : Thomson Financial

32

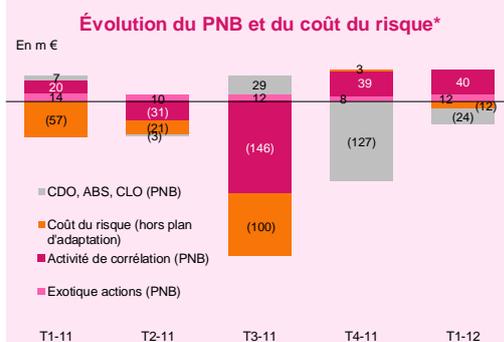
RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LES METIERS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

### Activités en cours d'arrêt

- **Accélération des cessions entamées au T4-11 dans la cadre du plan d'adaptation**
  - Cession au T1-12 de la quasi-totalité des portefeuilles de CDOs en *trading book* et de RMBS US pour un montant total de 5,9 Mds € (1,1 Md € en 2011) avec :
    - Impact sur le résultat avant impôt de - 402 m € (- 251 m € en RNPG)
    - A fin avril 2012, économie en emplois pondérés (vision CRD 4) de l'ordre de 14 Mds € qui s'ajoute à celle de 3,5 Mds € effectuée sur les cessions réalisées au T4-11
- **Activité de corrélation**
  - Rappel : cession du risque de marché du portefeuille au fonds Blue Mountain en février 2012 avec une économie en emplois pondérés de 14 Mds €\*\* au T1-12
  - Impact positif lié au resserrement des *spreads* de crédit sur le risque garant
- **Hors impacts du plan, résultat négligeable des activités en cours d'arrêt sur le trimestre**



#### Résultat des activités en cours d'arrêt

En m €	T1-12*	T1-11*	Δ T1*/T1*
<b>Produit net bancaire</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>+ 5,2 %</b>
Charges d'exploitation	(27)	(23)	+ 17,4 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>(65,0 %)</b>
Coût du risque	(12)	(57)	(78,8 %)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(3)</b>	<b>(33)</b>	<b>(91,9 %)</b>

Au T1-12, le reclassement des actifs financiers en prêts et créances effectué au 1<sup>er</sup> octobre 2008 a entraîné la neutralisation d'un produit avant impôt de + 18 m €

\*\* 8 Mds € en tenant compte de la déduction en fonds propres de 0,5 Md €

\* Retraité en 2012 des impacts du plan d'adaptation (- 402 m € en PNB et coût du risque) en 2012 et en 2011.

33

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A. : STRUCTURE FINANCIÈRE

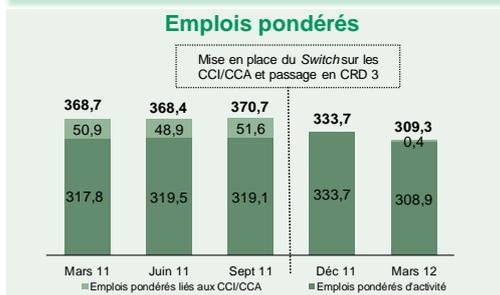
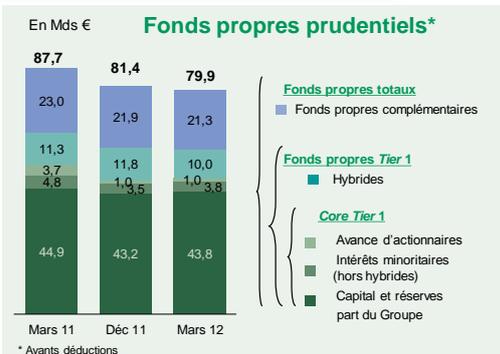
### Evolution des fonds propres et des emplois pondérés

#### ■ Fonds propres Tier 1 nets de déductions : - 0,7 Md € T1/T4

- Fonds propres Core Tier 1 en progression de 0,5 Md €
  - Evolution positive des gains latents
  - Déduction additionnelle liée à la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain (- 0,5 Md € soit 6 Mds € en équivalent Emplois pondérés)
- Opérations de rachat de dettes super-subordonnées Crédit Agricole S.A. à hauteur de - 1,7 Md € en Tier 1 (hybrides)
- Impact de cession des CDOs et RMBS : baisse des déductions de 1 Md € (50 % en Tier 1 et 50 % en Tier 2)

#### ■ Emplois pondérés en forte baisse : - 24 Mds € T1/T4

- Risques de crédit : baisse de 9,5 Mds € principalement chez CACIB (- 7 Mds €) en lien avec le plan d'adaptation (cessions de prêts, etc.) et au ralentissement des activités dans les Services financiers spécialisés
- Risque de marché : baisse de 15 Mds € principalement due à l'opération Blue Mountain (- 14 Mds €)
  - ⇒ En tenant compte de la déduction en fonds propres, l'impact net de l'opération Blue Mountain est de - 8 Mds € au T1-12 et sera de - 14 Mds € au S1-12



34

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

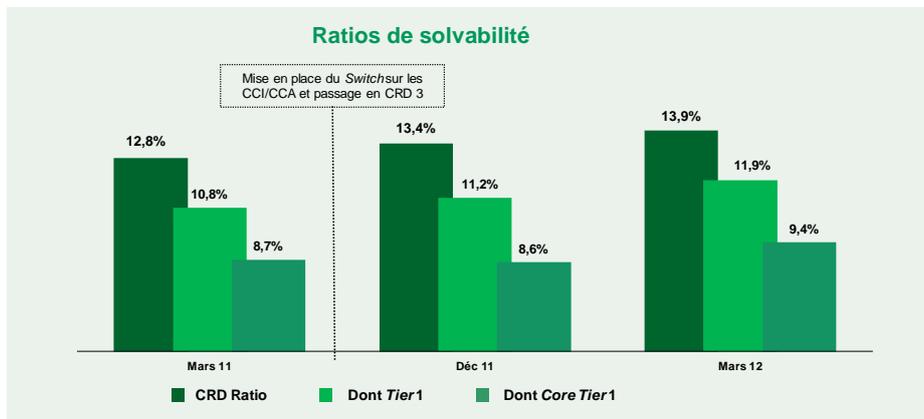
## CRÉDIT AGRICOLE S.A. : STRUCTURE FINANCIÈRE

### Ratios de solvabilité

#### ■ Des ratios solides

- Un ratio Core Tier 1 à 9,4 % en hausse de 80 pb T1/T4
- Progression essentiellement liée à la baisse des emplois pondérés en lien avec le plan d'adaptation et la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation

#### ■ Des ratios Tier 1 et globaux qui progressent respectivement de 70 pb et 50 pb T1/T4



35

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## SOMMAIRE

**I. Groupe Crédit Agricole**  
**Messages clés**  
**Activité et résultats**  
**Structure financière**

**II. Crédit Agricole S.A.**  
**Messages clés**  
**Point sur le plan d'adaptation**  
**Résultats des pôles métiers**  
**Structure financière**

**III. Liquidité et refinancement**

**Annexes**

36

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

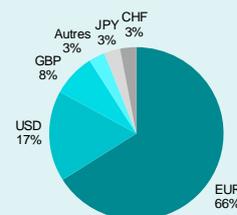
## LIQUIDITE ET REFINANCEMENT

### Refinancement court terme\*

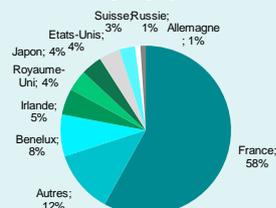
#### ■ Endettement court terme brut du groupe Crédit Agricole à fin mars 2012 : 132 Mds €

- Position de trésorerie excédentaire avec des dépôts Banques centrales *overnight* de 25 Mds € en euros et dollars US
- Stabilité de la situation en dollar par rapport au 31 décembre 2011
  - Proportion de dette provenant des USA : 4 % de la dette court terme brute
  - Proportion de dette dollars US : 17 % de la dette court terme brute

Ventilation de la dette CT à fin mars 2012 par devise



Ventilation de la dette CT à fin mars 2012 par pays



\* Encours de dettes à moins de 370 jours levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché

37

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## LIQUIDITE ET REFINANCEMENT

### Evolution de l'endettement court terme

La réduction du besoin structurel de financement de 50 Mds € communiquée le 28 septembre 2011 est en avance sur son plan de marche

■ **Réduction entre juin 2011 et mars 2012 de l'endettement court terme de marché net\* : 63 Mds €**

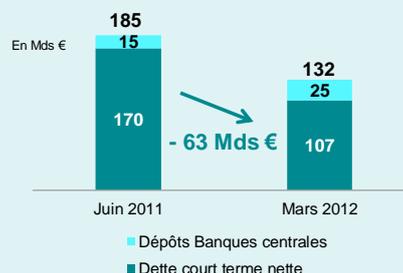
- Les surliquidités déposées en banques centrales ont augmenté de 10 Mds € depuis juin 2011

■ **Elle résulte :**

- d'une baisse structurelle des besoins des métiers de 32 Mds € (plan d'adaptation)
  - Banque de proximité : 10 Mds €
  - BFI : 20 Mds €
  - SFS : 2 Mds €
- d'un remplacement de dette court terme par de la dette MLT (5 Mds € à fin mars 2012)
- et d'une utilisation des réserves de liquidité (mise en repo, banques centrales)

\* Net des remplacements au jour le jour auprès des banques centrales

#### Variation de l'endettement court terme



#### Répartition de la baisse des besoins de financement



## LIQUIDITE ET REFINANCEMENT

### Réserves de liquidité

De solides réserves de liquidité d'un montant supérieur au montant de l'endettement court terme net au 31 mars 2012

■ **Réserves disponibles au 31 mars 2012 : 144 Mds € \***

- Dont 120 Mds € de réserves éligibles Banques Centrales
- Les réserves disponibles ne comprennent pas les surliquidités correspondant au placement au jour le jour auprès des Banques centrales : 25 Mds € à fin mars 2012

■ **Augmentation de 34 Mds € des réserves de liquidité disponibles (nettes des utilisations) depuis le 31 décembre 2011**

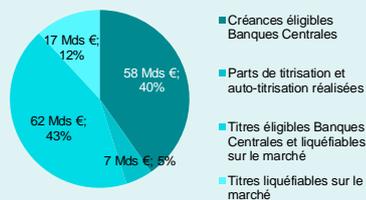
- Reconstitution de nouvelles réserves grâce à une base importante d'actifs titrisables et disponibles, de très bonne qualité

\* Actifs disponibles éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, hors dépôts banques centrales

#### Réserves disponibles



#### Décomposition des réserves



## LIQUIDITE ET REFINANCEMENT

### Refinancement moyen long terme

■ **Programme moyen long terme marchés  
Crédit Agricole S.A.\* 2012 (12 Mds €) réalisé à 74 % à  
fin avril 2012 (65 % à fin mars 2012)**

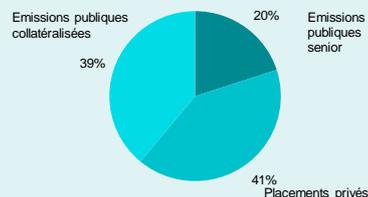
- 8,9 Mds € levés depuis le début de l'année
- Durée moyenne : 7,7 ans
- Spread moyen contre *mid-swap* : 137 pb
- Accès au marché senior *unsecured*
  - EMTN : benchmark 1,25 Md € à 7 ans (*mid-swap* + 208 pb) en février et tap 0,55 Md € à 3 ans (*mid-swap* + 98 pb) en mars

■ **Accès à des financements complémentaires,  
notamment via les clients des réseaux**

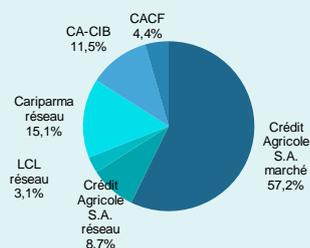
- Emissions d'obligations Crédit Agricole S.A. dans les réseaux des Caisses régionales : 1,2 Md € sur le T1-12
- Emissions LCL et Cariparma dans leurs réseaux : 2,5 Mds € sur le T1-12
- CA CIB (principalement placements privés structurés) : 1,6 Md € sur le T1-12
- CACF : 0,6 Md € sur le T1-12

\* Refinancements à plus de 370 jours de durée initiale

**Levées MLT marchés Crédit Agricole S.A.  
2012 par segment à fin avril 2012**



**Levées MLT des principales entités du  
Groupe Crédit Agricole sur le T1-12**



Résultats du 1<sup>er</sup> trimestre  
2012

# ANNEXES

## Sommaire

### Résultats consolidés de Crédit Agricole S.A.

Compte de résultat détaillé par pôle – trimestriel	43
--	----

### Données complémentaires sur les pôles de Crédit Agricole S.A.

Caisses régionales : Encours de collecte	44
Caisses régionales : Encours de crédit	45
Caisses régionales : Commissions clientèle	46
LCL : Encours de collecte	47
LCL : Encours de crédit	48
LCL : Détail du produit net bancaire	49
BPI : Indicateurs d'activité	50
GAAP : Evolution des actifs gérés	51
BFI : Résultats T1-12	52
BFI : Mandats significatifs	53
CPD : Compte de résultat	54
CPD : Evolution des principaux agrégats du PNB	55

### Evolution du risque

Fonds propres alloués par métier	56
Risques pondérés par métier	57
Evolution des encours de risques de crédit	58
Coût du risque sur encours de crédit par métier	59
Risques par zone géographique et par secteur d'activité	61
Exposition aux risques de marché	62
Mise à jour des expositions souveraines - groupe Crédit Agricole	63
Mise à jour des expositions souveraines - Assurances	64
Impact du PSI	65

### Structure financière

Fonds propres prudentiels du Groupe Crédit Agricole	66
Fonds propres prudentiels de Crédit Agricole S.A.	67
Ratio CRD de Crédit Agricole S.A.	68
Répartition du capital et données par action	69
Capitaux propres et dettes subordonnées	70

### Bilan consolidé

Groupe Crédit Agricole	71
Crédit Agricole S.A.	72

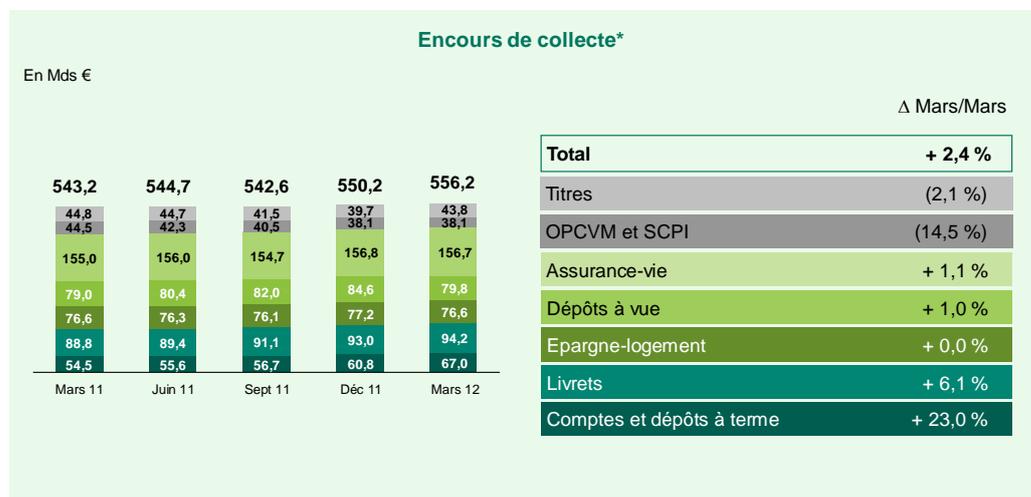
# RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## Compte de résultat consolidé détaillé

En m €	Banque de proximité en France - Caisses régionales		Banque de proximité en France - LCL		Banque de proximité à l'international		Services financiers spécialisés		Gestion d'actifs, assurances et banque privée		Banque de financement et d'investissement		Activités en cours d'arrêt		Compte propre et divers		Groupe	
	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12	T1-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	-	-	988	1 012	773	746	1 004	921	1 312	1 387	1 518	1 405	27	(335)	(318)	289	5 304	5 425
Charges d'exploitation	-	-	(612)	(616)	(495)	(507)	(421)	(410)	(614)	(588)	(901)	(836)	(23)	(27)	(210)	(223)	(3 276)	(3 207)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	-	-	376	396	278	239	583	511	698	799	617	569	4	(362)	(528)	66	2 028	2 218
Coût du risque	-	-	(80)	(78)	(318)	(944)	(318)	(625)	13	(51)	(73)	(31)	(57)	(51)	11	10	(822)	(1 770)
Sociétés mises en équivalence	374	372	-	-	28	24	3	5	3	2	34	40	-	-	(1)	(28)	441	415
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	(1)	-	2	-	-	-	-	3	-	-	-	(2)	(6)	1	(5)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Résultat avant impôts</b>	374	372	296	317	(12)	(679)	268	(109)	714	750	581	578	(53)	(413)	(520)	42	1 648	858
Impôts	-	-	(91)	(102)	(49)	(176)	(93)	(3)	(225)	(241)	(212)	(169)	19	153	131	(57)	(520)	(595)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées	-	-	-	-	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	(5)	-	(4)	2
<b>Résultat net</b>	374	372	205	215	(60)	(853)	175	(112)	489	509	369	409	(34)	(260)	(394)	(15)	1 124	265
Intérêts minoritaires	-	-	10	11	(1)	(7)	15	(84)	46	54	6	(1)	(1)	(6)	49	46	124	13
<b>Résultat net part du Groupe</b>	374	372	195	204	(59)	(846)	160	(28)	443	455	363	410	(33)	(254)	(443)	(61)	1 000	252

## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – CAISSES RÉGIONALES

### Encours de collecte



\* Encours hors placements de la clientèle financière

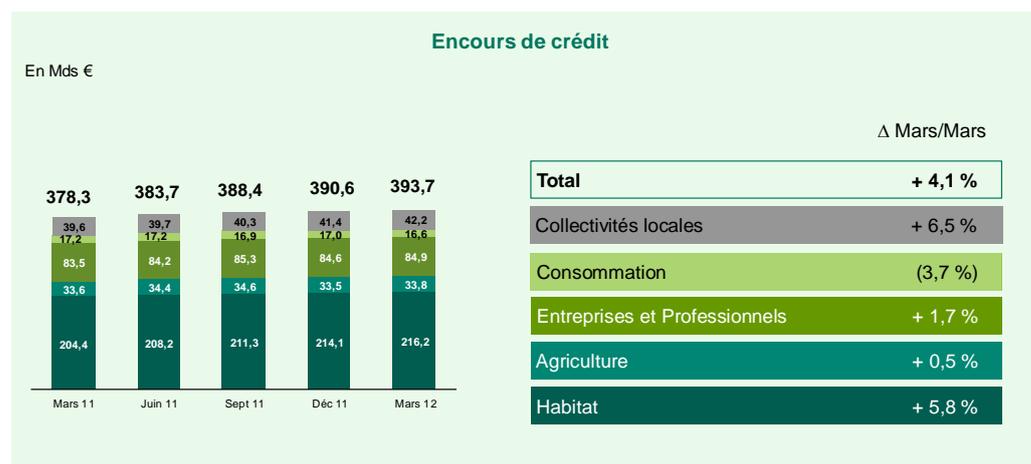
44

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – CAISSES RÉGIONALES

### Encours de crédit



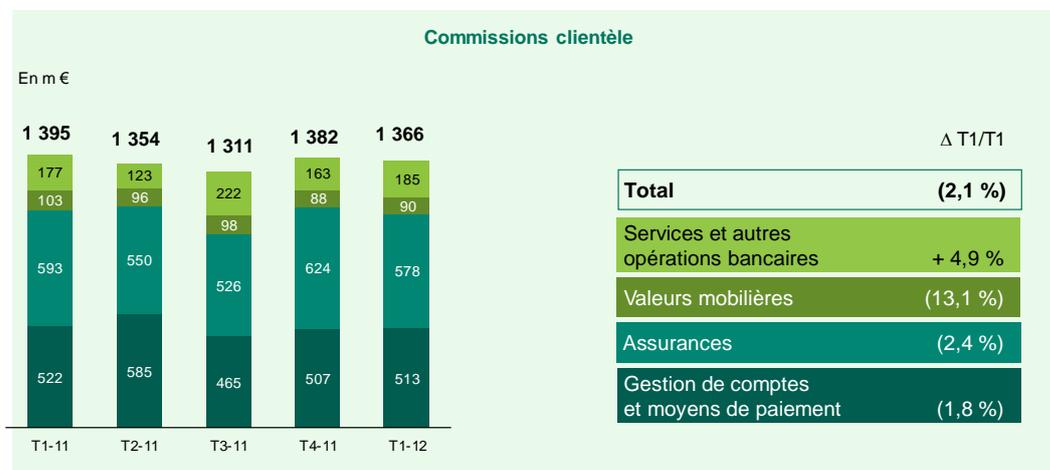
45

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

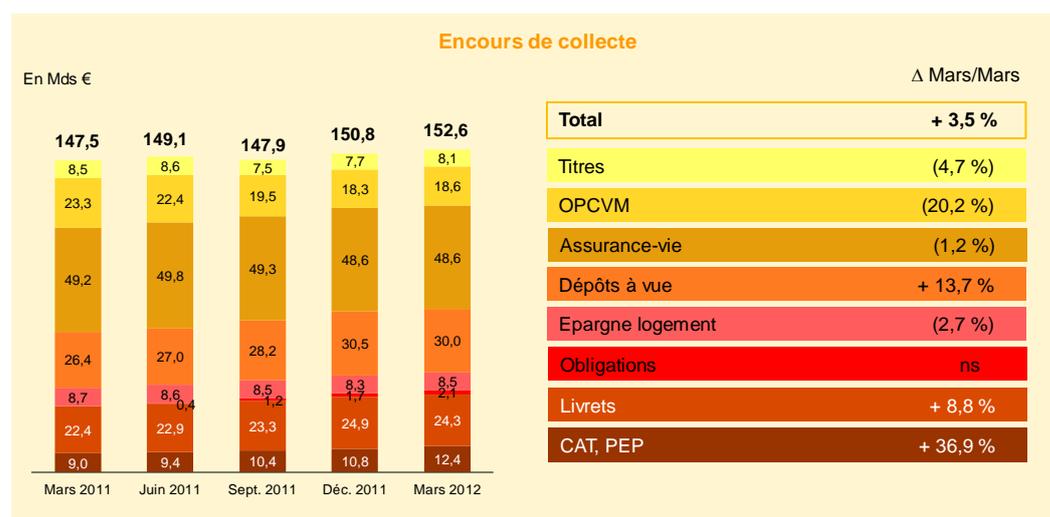
## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – CAISSES RÉGIONALES

### Commissions clientèle



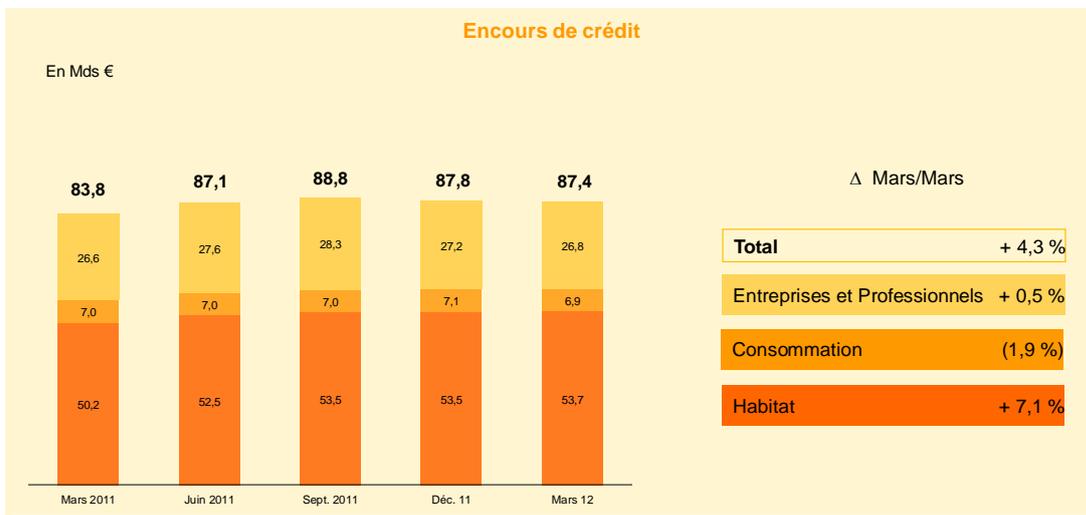
## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – LCL

### Encours de collecte



## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – LCL

### Encours de crédit



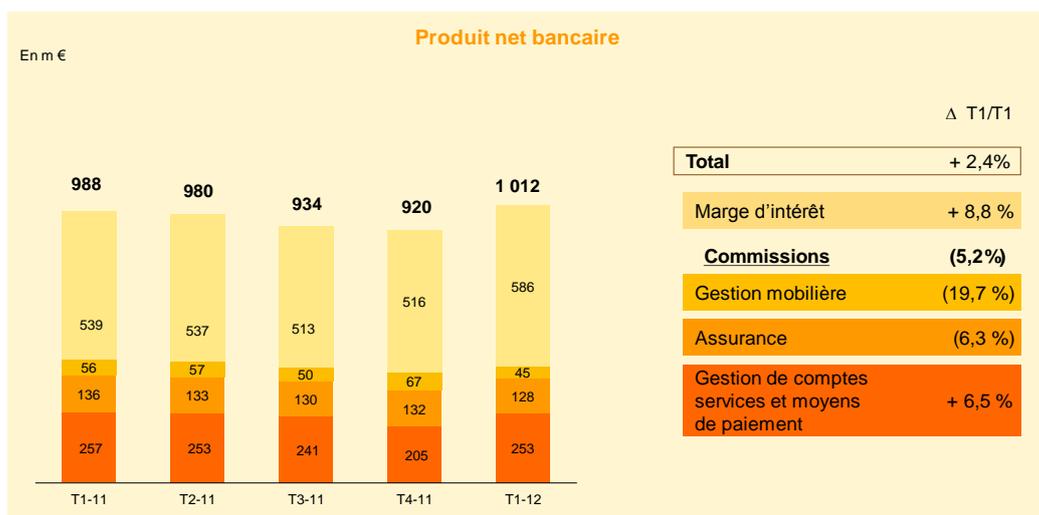
48

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE – LCL

### Produit net bancaire



49

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

### Indicateurs d'activité à fin mars 2012

En Mds €	Groupe Cariparma	Groupe Emporiki	Autres filiales de la BPI	Total de la BPI
<b>Crédits bruts</b>	<b>33,6</b>	<b>22,9</b>	<b>8,7</b>	<b>65,2</b>
dont crédits aux particuliers	13,2	10,0	4,8	28,0
<i>dont crédits immobiliers</i>	11,9	7,7	1,8	21,4
dont crédits aux PME et professionnels	15,0	5,5	1,0	21,5
dont crédits aux grandes entreprises	4,1	7,4	3,0	14,5
Crédits nets	32,5	18,7	8,2	59,4
<b>Collecte bilan</b>	<b>34,9</b>	<b>12,2</b>	<b>8,6</b>	<b>55,7</b>
<b>Collecte hors bilan</b>	<b>48,1</b>	<b>1,0</b>	<b>0,5</b>	<b>49,6</b>
<b>Emplois pondérés</b>	<b>29,7</b>	<b>18,8</b>	<b>11,0</b>	<b>59,5</b>
Pour mémoire : Résultat net part du Groupe au T1-12 (m €)	31	(905)	28	(846)

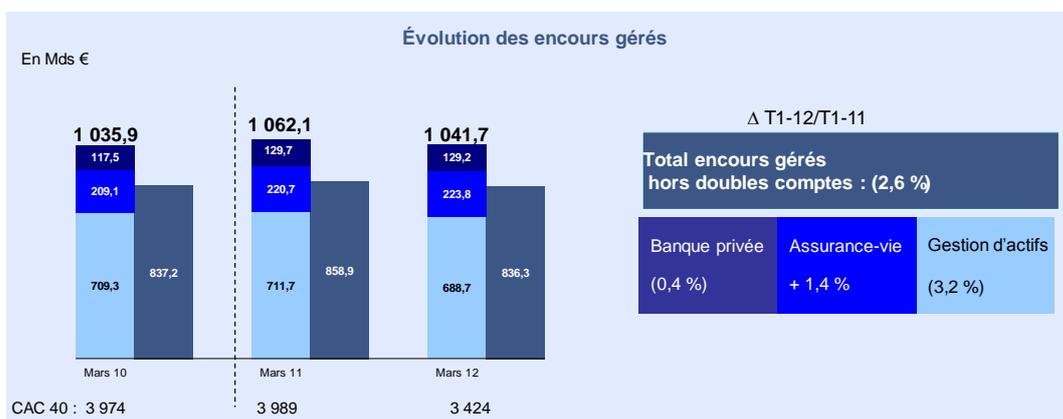
50

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

### Evolution des encours gérés



51

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

### Résultats T1-12

En m €	T1-12 Publié	T1-12 Coûts du plan	Impact de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts	T1-12 retraité	Activités en cours d'arrêt retraitées	BFI pérenne retraitée	Dont Banque de financement	Dont Banque de marchés
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 070</b>	<b>(394)</b>	<b>11</b>	<b>1 453</b>	<b>28</b>	<b>1 425</b>	<b>526</b>	<b>899</b>
Charges d'exploitation	(863)	40	-	(903)	(27)	(876)	(234)	(642)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>207</b>	<b>(354)</b>	<b>11</b>	<b>550</b>	<b>1</b>	<b>549</b>	<b>292</b>	<b>257</b>
Coût du risque	(82)	(39)	-	(43)	(12)	(31)	(27)	(4)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>125</b>	<b>(393)</b>	<b>11</b>	<b>507</b>	<b>(11)</b>	<b>518</b>	<b>265</b>	<b>253</b>
Sociétés mises en équivalence	40	-	-	40	-	40	40	-
Résultat net sur autres actifs	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-	-	-
Impôts	(16)	142	(4)	(154)	8	(162)	(81)	(81)
<b>Résultat net</b>	<b>149</b>	<b>(251)</b>	<b>7</b>	<b>393</b>	<b>(3)</b>	<b>396</b>	<b>224</b>	<b>172</b>
Intérêts minoritaires	(7)	(5)	-	(2)	-	(2)	(7)	5
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>156</b>	<b>(246)</b>	<b>7</b>	<b>395</b>	<b>(3)</b>	<b>398</b>	<b>231</b>	<b>167</b>

52

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

### Mandats significatifs

#### ■ Banque de marché et d'investissement

JANUARY 2012

**Plus**

POLKOMTEL S.A.  
EILEME 2 AB (PUBL)

EUR 542,500,000  
11.75% Senior Notes  
Due 2020

USD 500,000,000  
11.625% Senior Notes  
Due 2020

Joint Global Coordinator

MARCH 2012

**SHANGRI-LA**

SHANGRI-LA ASIA LTD

USD 600,000,000

4.75% Senior Unsecured  
Notes  
Due 2017

Joint Bookrunner and  
Lead Manager

MARCH 2012

**US TRANSPORTATION  
COMPANY**

USD 200,000,000

Structured Interest Rate Swap  
With Optionality  
11 Years

MARCH 2012

**FINANCIAL INSTITUTION**

USD 4,000,000,000

12 month to 2 years  
Offset Forwards

SAR & AED

#### ■ Métiers de financement

JANUARY 2012

**CCMSA  
FRANCE**

EUR 2,400,000,000

Revolving Credit Facility

MLA, Bookrunner,  
Coordinator,  
Doc & Facility Agent

JANUARY 2012

**LABEYRIE**

LABEYRIE FINE FOODS  
FRANCE

EUR 285,000,000

Senior Debt  
Sector: Foods

Global Coordinator  
Bookrunner & MLA

MARCH 2012

**CPA GLOBAL  
Cinven**

CPA GLOBAL LTD  
UK

GBP 435,000,000

Senior Debt  
Sector: Services

Bookrunner & MLA

JANUARY 2012

**CROWN  
CASTLE  
USA**

USD 3,100,000,000

Senior Secured Term Loan A,  
Term Loan B and Revolving  
Credit Facilities

Joint Bookrunner

53

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## COMPTE PROPRE ET DIVERS

### Compte de résultat

■ **Trimestre marqué pour l'essentiel par l'opération de rachat de dette réalisée en février**

- Impact + 864 m € en PNB et + 552 m € en RNPG
- Par ailleurs, moins-values sur cession de titres, à hauteur de 93 m € en PNB, notamment sur Intesa
  - cession de 0,9 %, ramenant la participation à 2,9 %

■ **Impact marginal T1/T1 de la mise en place des garanties Switch au T4-11**

- Plein effet en compte de résultat à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2012
- Impact marginal, inférieur à - 10 m € en RNPG, par rapport au T1-11 (rémunération des T3CJ et avance d'actionnaires)
- Pour mémoire :
  - rémunération du dépôt de garantie enregistrée en PNB
  - rémunération relative à la garantie elle-même enregistrée en « Sociétés mises en équivalence »

En m €	T1-12	T1-11	Δ T1/T1
<b>Produit net bancaire</b>	<b>289</b>	<b>(318)</b>	<b>ns</b>
Charges d'exploitation	(223)	(210)	+ 5,9 %
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>66</b>	<b>(528)</b>	<b>ns</b>
Coût du risque	10	11	-
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>76</b>	<b>(517)</b>	<b>ns</b>
Sociétés mises en équivalence	(28)	(1)	(97,7 %)
Résultat net sur autres actifs	(6)	(2)	x 4,4
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>42</b>	<b>(520)</b>	<b>ns</b>
Impôts	(57)	131	ns
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	(5)	ns
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(61)</b>	<b>(443)</b>	<b>(86,1 %)</b>

## COMPTE PROPRE ET DIVERS

### Evolution des principaux agrégats du PNB

En m €	T1-12	T1-11
Coût de financement	(542)	(540)
Gestion financière	720	61
Activités hors métiers	26	58
Autres	85	103
<b>Produit net bancaire</b>	<b>289</b>	<b>(318)</b>

## EVOLUTION DU RISQUE

### Fonds propres alloués par métier

■ **Les fonds propres sont alloués par métier sur la base de :**

▪ **Pour la banque de proximité en France, la BPI, les SFS et la BFI :**

7 % des emplois pondérés majorés de 50 % de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participation dans des établissements financiers étrangers

▪ **Pour la gestion d'actifs et la banque privée :**

le maximum entre 7 % des emplois pondérés et 3 mois de charges d'exploitation, majorés de 50 % de la valeur des sociétés mises en équivalence et des titres de participation dans des établissements financiers étrangers

▪ **Pour l'assurance :**

100 % de la marge de solvabilité

En Mds €	Mars 11	Déc 11	Mars 12
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>6,2</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>
- <i>Caisses régionales</i>	3,5	-	0,1
- <i>LCL</i>	2,7	2,9	2,8
<b>Banque de proximité à l'international</b>	<b>5,1</b>	<b>5,1</b>	<b>5,1</b>
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>4,1</b>	<b>4,0</b>	<b>3,9</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances, banque privée</b>	<b>9,8</b>	<b>10,1</b>	<b>10,2</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>8,8</b>	<b>10,4</b>	<b>8,9</b>
- <i>Banque de financement</i>	5,8	5,5	5,2
- <i>Banque de marchés et d'investissement</i>	2,4	2,9	2,7
- <i>Activités en cours d'arrêt</i>	0,6	2,0	1,0

56

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Risques pondérés par métier

En Mds €	Mars 11	Déc 11	Mars 12
<b>Banque de proximité en France</b>	<b>89,2</b>	<b>38,7</b>	<b>38,6</b>
- <i>Caisses régionales</i>	50,9	-*	0,4
- <i>LCL</i>	38,3	38,7	38,2
<b>Banque de proximité à l'international</b>	<b>61,3</b>	<b>59,6</b>	<b>59,5</b>
<b>Services financiers spécialisés</b>	<b>57,6</b>	<b>56,7</b>	<b>55,1</b>
<b>Gestion d'actifs, assurances, banque privée</b>	<b>15,0</b>	<b>15,3</b>	<b>15,4</b>
<b>Banque de financement et d'investissement</b>	<b>117,9</b>	<b>140,1</b>	<b>118,7</b>
- <i>Banque de financement</i>	75,0	69,5	66,0
- <i>Banque de marchés et d'investissement</i>	34,2	41,5	38,1
- <i>Activités en cours d'arrêt</i>	8,7	29,1	14,6
<b>Compte propre et divers</b>	<b>27,7</b>	<b>23,3</b>	<b>22,0</b>
<b>Total</b>	<b>368,7</b>	<b>333,7</b>	<b>309,3</b>

\* Mise en œuvre des garanties Switch au 23/12/2011 transférant aux Caisses régionales les emplois pondérés au titre de la participation de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales

57

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Evolution des encours de risque de crédit

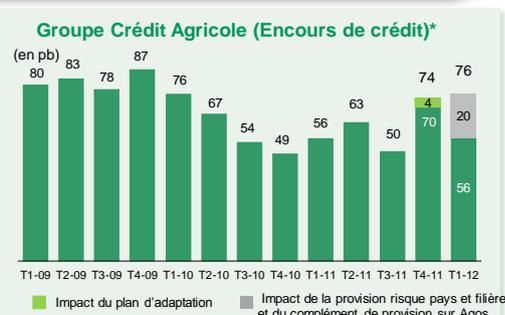
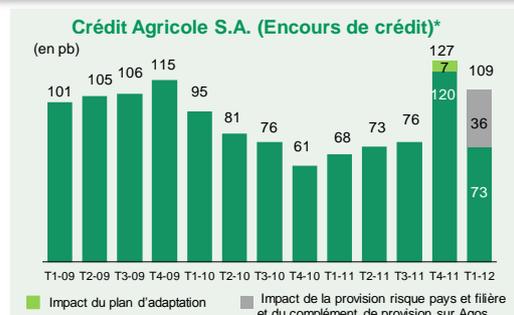
Crédit Agricole S.A.			
En m €	Mars 11	Déc 11	Mars 12
Encours bruts de créances clientèle et établissements de crédit	495 314	500 094	510 775
dont créances dépréciées	21 562	23 024	23 796
Dépréciations constituées	14 114	15 979	17 156
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	4,4 %	4,6 %	4,7 %
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	50,1 %	54,0 %	56,5 %
Dépréciations constituées / créances dépréciées	65,5 %	69,4 %	72,1 %

Caisses régionales (données sociales cumulées – normes françaises)			
En m €	Mars 11	Déc 11	Mars 12
Encours bruts de créances clientèle	375 969	388 255	391 290
dont créances dépréciées	9 177	9 161	9 369
Dépréciations constituées <sup>(1)</sup>	9 974	9 971	10 151
Taux des créances dépréciées sur encours bruts	2,4 %	2,4 %	2,4 %
Taux de couverture des créances dépréciées (hors dépréciations collectives)	67,9 %	68,7 %	68,0 %
Dépréciations constituées / créances dépréciées	108,7 %	108,8 %	108,3 %

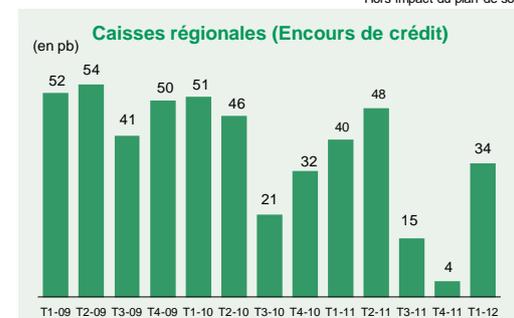
NB : en principal, hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement  
 (1) Y compris dépréciations collectives

## EVOLUTION DU RISQUE

### Coût du risque sur encours de crédit

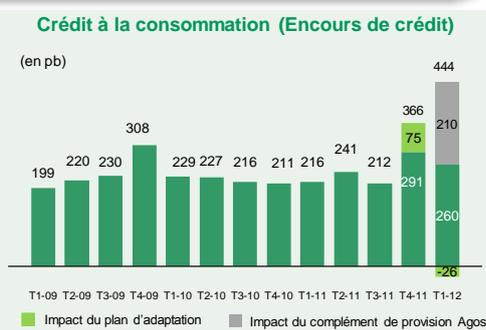
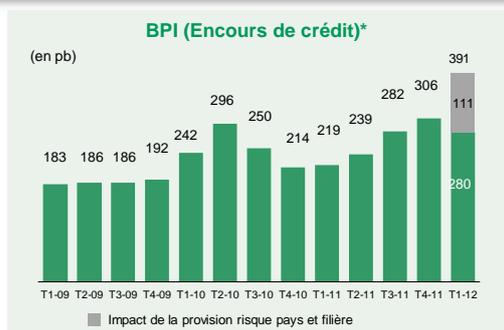


\* Hors impact du plan de soutien à la Grèce en 2011 et 2012

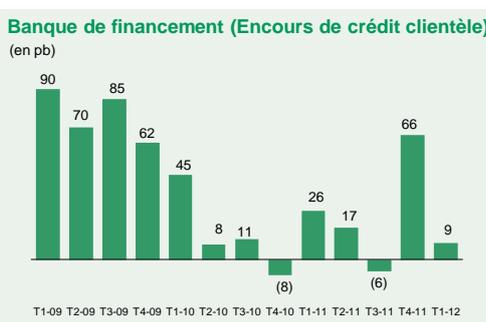


## EVOLUTION DU RISQUE

### Coût du risque sur encours de crédit



\* Hors impact du plan de soutien à la Grèce en 2011 et 2012



60

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Répartition des risques par zone géographique et par secteur d'activité\*

Par zone géographique	Mars 12
France (hors banque de détail)	34 %
Europe de l'Ouest hors Italie	18 %
France (banque de détail)	16 %
Italie	12 %
Amérique du Nord	6 %
Asie et Océanie hors Japon	5 %
Afrique et Moyen-Orient	4 %
Europe de l'Est	3 %
Amérique centrale et du Sud	1 %
Japon	1 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

Par secteur d'activité	Mars 12
Clientèle de banque de détail	31 %
Services non marchands / secteur public / collectivités	12 %
Energie	8 %
Banques	8 %
Autres activités financières non bancaires	6 %
Maritime	3 %
Immobilier	3 %
Automobile	3 %
Divers	3 %
Industrie lourde	3 %
BTP	3 %
Distribution / Biens de consommation	2 %
Aéronautique / aérospatial	2 %
Agroalimentaire	2 %
Autres industries	2 %
Assurance	2 %
Autres transports	2 %
Télécom	1 %
Tourisme / hôtels / restauration	1 %
Santé / pharmacie	1 %
Informatique / technologie	1 %
Media / édition	1 %
<b>Total</b>	<b>100 %</b>

\* Crédit Agricole S.A.

61

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Exposition aux risques de marché

- La VaR (99 % - 1 jour) de Crédit Agricole S.A. est mesurée en prenant en compte les effets de diversification entre les différentes entités du Groupe
- VaR (99 % - 1 jour) au 31 mars 2012 : 14 m € pour Crédit Agricole S.A.

#### Evolution de l'exposition aux risques des activités de marché de Crédit Agricole S.A.

En m €	VaR (99 % - 1 jour) 1 <sup>er</sup> janvier au 31 mars 2012				31 décembre 2011
	Minimum	Maximum	Moyenne	31 mars 2012	
Taux	7	17	13	<b>13</b>	8
Crédit	4	16	9	<b>5</b>	13
Change	1	6	3	<b>5</b>	4
Actions	3	6	4	<b>3</b>	3
Matières premières	2	5	3	<b>2</b>	5
<b>VaR mutualisée de Crédit Agricole S.A.</b>	<b>11</b>	<b>25</b>	<b>17</b>	<b>14</b>	<b>20</b>

62

RESULTATS DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Expositions souveraines du groupe bancaire - groupe Crédit Agricole

En m €	Expositions nettes* Au 30 juin 2011		Total	Expositions nettes* Au 31 décembre 2011		Total	Expositions nettes* Au 31 mars 2012		Total
	Dont portefeuille bancaire**	Dont portefeuille de négociation		Dont portefeuille bancaire**	Dont portefeuille de négociation		Dont portefeuille bancaire**	Dont portefeuille de négociation	
Grèce***	298	51	<b>349</b>	114	1	<b>115</b>	18	-	<b>18</b>
Irlande	144	-	<b>144</b>	160	-	<b>160</b>	153	-	<b>153</b>
Portugal	658	169	<b>827</b>	620	8	<b>628</b>	637	-	<b>637</b>
Italie****	7 851	885	<b>8 736</b>	3 834	128	<b>3 962</b>	4 220	34	<b>4 254</b>
Espagne	1 769	29	<b>1 798</b>	281	-	<b>281</b>	138	24	<b>162</b>

\* L'exposition nette correspond à la valeur des titres au bilan

\*\* Brut de couverture

\*\*\* L'exposition au 31 mars 2012 ne reprend pas les titres émis par le FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) reçus lors de l'échange des titres grecs réalisé au T1-12.

\*\*\*\* La variation de l'exposition entre le 31/12/2011 et le 31/03/2012 provient principalement de la variation de juste valeur

63

RESULTATS DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## EVOLUTION DU RISQUE

### Expositions des sociétés d'assurance du groupe Crédit Agricole aux dettes souveraines périphériques

En m €	Expositions brutes* 30/06/2011	Expositions brutes* 31/12/2011	Expositions brutes* 31/03/2012
Grèce**	4 974	1 890	400
Irlande***	1 444	1 309	1 353
Portugal***	2 207	1 877	1 095
Italie***	14 287	7 078	6 920
Espagne***	3 822	3 155	1 824

\* L'exposition brute correspond à la valeur au bilan IFRS (hors exposition de BES VIDA au 31 mars 2012, qui s'élevait à 323 m € au 31 décembre 2011). Exposition avant mécanisme de partage entre assurés et assureur.  
 \*\* L'exposition au 31 mars 2012 ne reprend pas les titres émis par le FESF (Fonds Européen de Stabilité Financière) reçus lors de l'échange des titres grecs réalisé au T1-12.  
 \*\*\* La variation des expositions brutes s'explique d'une part par des cessions de titres (2,9 Mds € sur le Portugal, l'Italie et l'Espagne), et d'autre part par la revalorisation des titres.

## CRÉDIT AGRICOLE S.A.

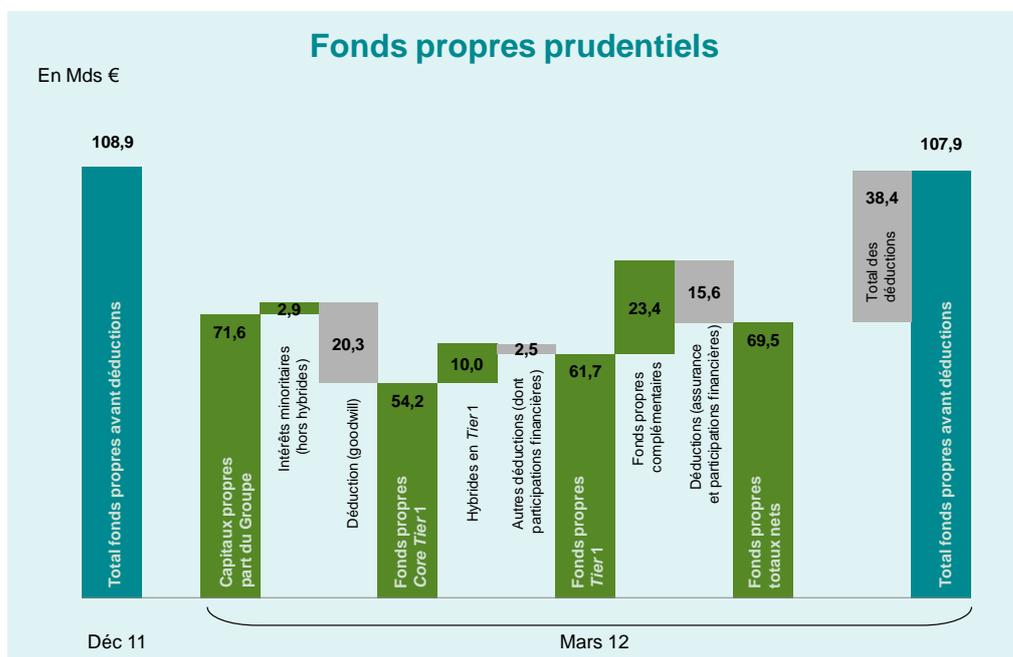
### Impact du plan européen de soutien à la Grèce (PSI)

En m €	2011			T1-12			Cumul 2011-2012		
	Emporiki	Assurances	Total	Emporiki	Assurances	Total	Emporiki	Assurances	Total
Coût du risque	(246)	(1 081)	(1 327)	(344)	(53)	(397)	(590)	(1 134)	(1 724)
Impact net	(246)	(764)	(1 010)	(344)	(39)	(383)	(590)	(803)	(1 393)
Impact net part du Groupe	(231)	(712)	(943)	(338)	(35)	(373)	(569)	(747)	(1 316)

Au T1-12, coût du risque supplémentaire lié à l'échange des titres grecs et extension du périmètre à 3 entreprises publiques

## STRUCTURE FINANCIERE

### Groupe Crédit Agricole



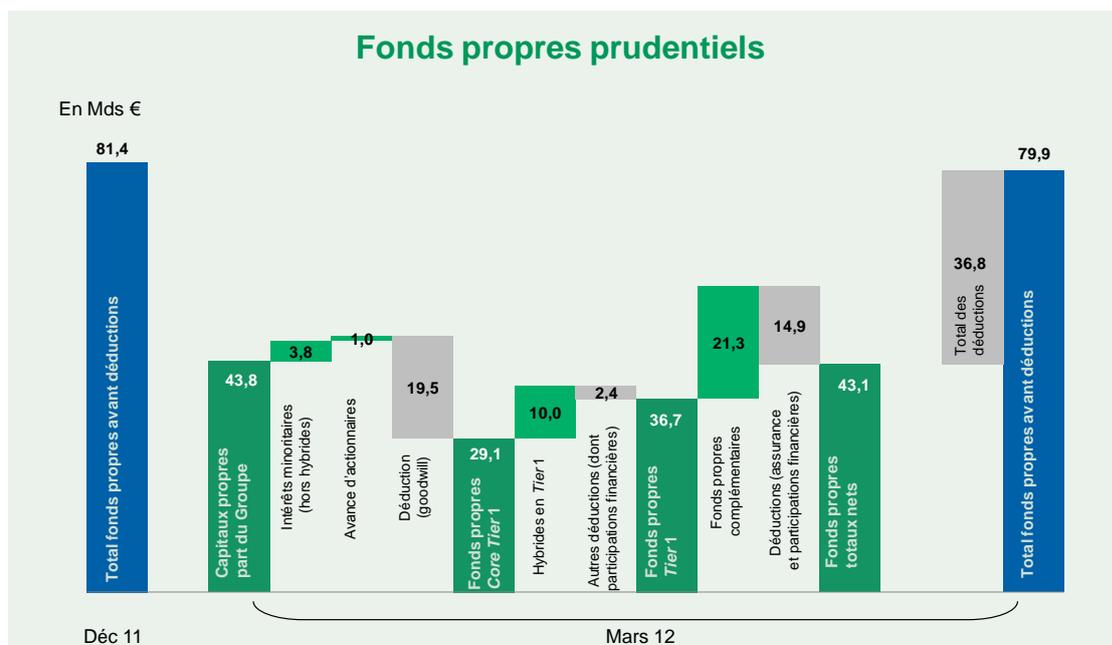
66

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## STRUCTURE FINANCIERE

### Crédit Agricole S.A.



67

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## STRUCTURE FINANCIERE

### Ratio CRD Crédit Agricole S.A.

En Mds €	Mars 11	Déc 11	Mars 12
Risques de crédit	335,1	277,8	268,3
Risques de marché	9,7	32,8	17,9
Risques opérationnels	23,9	23,1	23,1
<b>Total des risques pondérés CRD</b>	<b>368,7</b>	<b>333,7</b>	<b>309,3</b>
<b>Total des risques retenus pour les ratios réglementaires</b>	<b>368,7</b>	<b>333,7</b>	<b>309,3</b>
<i>Core Tier 1</i>	32,1	28,6	29,1
Tier 1	39,9	37,4	36,7
Tier 2	19,2	18,7	18,5
Tier 3	-	-	-
Déductions des fonds propres des sociétés d'assurance	(11,8)	(11,3)	(12,1)
<b>Total des fonds propres nets</b>	<b>47,3</b>	<b>44,8</b>	<b>43,1</b>
<b>Ratio core Tier 1</b>	<b>8,7 %</b>	<b>8,6 %</b>	<b>9,4 %</b>
<b>Ratio de solvabilité Tier 1</b>	<b>10,8 %</b>	<b>11,2 %</b>	<b>11,9 %</b>
<b>Ratio de solvabilité global</b>	<b>12,8 %</b>	<b>13,4 %</b>	<b>13,9 %</b>

68

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## STRUCTURE FINANCIERE

### Répartition du capital et données par action

Répartition du capital :	Mars 2011	Déc 2011	Mars 2012	%
SAS Rue La Boétie	1 341 644 802	1 405 263 364	1 405 263 364	56,2 %
Titres d'auto-contrôle*	2 802 927	6 969 381	9 132 319	0,4 %
Employés (FCPE, PEE)	107 204 957	119 290 876	119 003 944	4,8 %
Public	950 007 605	966 496 916	964 620 910	38,6 %
<b>Total des titres émis</b>	<b>2 401 660 291</b>	<b>2 498 020 537</b>	<b>2 498 020 537</b>	<b>100 %</b>

<b>Actif net par action</b>	<b>18,6 €</b>	<b>17,1 €</b>	<b>17,8 €</b>
<b>Actif net tangible par action</b>	<b>9,9 €</b>	<b>9,4 €</b>	<b>10,1 €</b>
Nombre moyen de titres retenu pour la détermination du résultat net par titre	2 385 087 708	2 434 681 792	2 477 069 119
Résultat net part du Groupe	1 000 m €	(1 470 m €)	252 m €
<b>Résultat net par action</b>	<b>0,42 €</b>	<b>(0,60 €)</b>	<b>0,10 €</b>

\* Actions détenues directement au bilan de Crédit Agricole S.A. dans le cadre du programme de rachat en couverture des engagements vis-à-vis des salariés et au sein du contrat de liquidité

69

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

 CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## STRUCTURE FINANCIERE

### Capitaux propres et dettes subordonnées

En m €	Part du Groupe	Part des Minoritaires	Total	Dettes subordonnées
<b>31 décembre 2011</b>	<b>42 797</b>	<b>6 495</b>	<b>49 292</b>	<b>33 782</b>
Augmentation de capital	-	-	-	
Dividendes versés en 2012	-	(43)	(43)	
Dividendes reçus des Caisses régionales et filiales	-	-	-	
Effets des acquisitions/cessions sur les minoritaires	(68)	67	(1)	
Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 607	44	1 651	
Variation de la quote-part de réserve des sociétés mises en équivalence	(9)	-	(9)	
Autres	94	(2)	92	
Résultat de la période	252	13	265	
<b>31 mars 2012</b>	<b>44 673</b>	<b>6 574</b>	<b>51 247</b>	<b>30 506</b>

70

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BILAN CONSOLIDE AU 31/12/11 ET 31/03/12

### Crédit Agricole S.A.

En Mds €			En Mds €		
Actif	31/03/12	31/12/11	Passif	31/03/12	31/12/11
Caisse, banques centrales	20,0	28,5	Banques centrales	0,6	0,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	503,3	523,8	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	452,9	474,3
Actifs financiers disponibles à la vente	232,6	227,4	Dettes envers les établissements de crédit	179,5	172,7
Prêts et créances sur les établissements de crédit	390,5	379,9	Dettes envers la clientèle	530,6	525,6
Prêts et créances sur la clientèle	395,7	399,4	Dettes représentées par un titre	131,4	148,3
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	15,2	15,3	Comptes de régularisation et passifs divers	111,6	83,8
Comptes de régularisation et actifs divers	120,6	103,8	Provisions techniques des contrats d'assurance	230,2	230,9
Participations dans les entreprises mises en équivalence	18,4	18,3	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	35,1	38,6
Valeurs immobilisées	9,4	9,7	Capitaux propres part du Groupe	44,7	42,8
Ecart d'acquisition	17,5	17,5	Intérêts minoritaires	6,6	6,5
<b>Total actif</b>	<b>1 723,2</b>	<b>1 723,6</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 723,2</b>	<b>1 723,6</b>

71

RESULTATS DU 1er TRIMESTRE 2012

CRÉDIT AGRICOLE S.A.

## BILAN CONSOLIDE AU 31/12/11 ET 31/03/12

### Groupe Crédit Agricole

En Mds €			En Mds €		
Actif	31/03/12	31/12/11	Passif	31/03/12	31/12/11
Caisse, banques centrales	22,4	31,4	Banques centrales	0,9	0,3
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	503,1	523,5	Passifs financiers à la juste valeur par résultat	452,7	474,0
Actifs financiers disponibles à la vente	250,1	245,2	Dettes envers les établissements de crédit	131,6	126,4
Prêts et créances sur les établissements de crédit	116,4	102,8	Dettes envers la clientèle	674,7	666,7
Prêts et créances sur la clientèle	798,0	799,0	Dettes représentées par un titre	153,1	166,3
Actifs financiers détenus jusqu'à échéance	22,1	21,6	Comptes de régularisation et passifs divers	125,6	97,3
Comptes de régularisation et actifs divers	138,2	120,8	Provisions techniques des contrats d'assurance	231,5	232,1
Participations dans les entreprises mises en équivalence	3,7	3,7	Provisions pour risques et charges et dettes subordonnées	35,6	39,6
Valeurs immobilisées	12,8	13,2	Capitaux propres part du Groupe	73,2	70,7
Ecart d'acquisition	18,3	18,3	Intérêts minoritaires	6,2	6,1
<b>Total actif</b>	<b>1 885,1</b>	<b>1 879,5</b>	<b>Total passif</b>	<b>1 885,1</b>	<b>1 879,5</b>

## Résultats du 1<sup>er</sup> trimestre 2012

➤ **Séries trimestrielles des résultats par métier**

**Groupe Crédit Agricole S.A.**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>4 110</b>	<b>3 249</b>	<b>3 999</b>	<b>4 598</b>	<b>4 061</b>	<b>4 559</b>	<b>4 828</b>	<b>4 494</b>	<b>4 824</b>	<b>5 469</b>	<b>4 977</b>	<b>4 859</b>	<b>5 304</b>	<b>5 531</b>	<b>5 285</b>	<b>4 663</b>	<b>5 425</b>
Charges d'exploitation	(3 218)	(3 147)	(3 124)	(3 146)	(2 978)	(2 986)	(3 053)	(3 165)	(3 162)	(3 405)	(3 198)	(3 422)	(3 276)	(3 330)	(3 226)	(3 780)	(3 207)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>892</b>	<b>102</b>	<b>875</b>	<b>1 452</b>	<b>1 083</b>	<b>1 573</b>	<b>1 775</b>	<b>1 329</b>	<b>1 662</b>	<b>2 064</b>	<b>1 779</b>	<b>1 437</b>	<b>2 028</b>	<b>2 201</b>	<b>2 059</b>	<b>883</b>	<b>2 218</b>
Coût du risque	(446)	(365)	(740)	(1 614)	(1 085)	(1 127)	(1 189)	(1 288)	(1 074)	(980)	(973)	(750)	(822)	(1 125)	(1 851)	(1 859)	(1 770)
Sociétés mises en équivalence	343	205	347	(27)	321	43	275	208	425	284	368	(1 012)	441	269	244	(725)	415
Résultat net sur autres actifs	422	14	(7)	(1)	3	2	47	15	(159)	(9)	(9)	(9)	1	(8)	(3)	15	(5)
Variation de valeur des écarts d'acquisition			(1)	(279)			(485)	(1)	(4)	(414)		(27)		(359)		(1 575)	0
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>1 211</b>	<b>(44)</b>	<b>474</b>	<b>(469)</b>	<b>322</b>	<b>491</b>	<b>423</b>	<b>263</b>	<b>850</b>	<b>954</b>	<b>1 165</b>	<b>(361)</b>	<b>1 648</b>	<b>978</b>	<b>449</b>	<b>(3 261)</b>	<b>858</b>
Impôts	(205)	231	(52)	92	(82)	(230)	(121)	222	(270)	(459)	(292)	144	(520)	(587)	(114)	195	(595)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées		(2)	2	28	6	5	89	58	4	3	2	12	(4)	17	1	0	2
<b>Résultat net</b>	<b>1 006</b>	<b>185</b>	<b>424</b>	<b>(349)</b>	<b>246</b>	<b>266</b>	<b>391</b>	<b>543</b>	<b>584</b>	<b>498</b>	<b>875</b>	<b>(205)</b>	<b>1 124</b>	<b>408</b>	<b>336</b>	<b>(3 066)</b>	<b>265</b>
Intérêts minoritaires	114	109	59	(40)	44	65	102	110	114	119	133	123	124	69	78	1	13
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>892</b>	<b>76</b>	<b>365</b>	<b>(309)</b>	<b>202</b>	<b>201</b>	<b>289</b>	<b>433</b>	<b>470</b>	<b>379</b>	<b>742</b>	<b>(328)</b>	<b>1 000</b>	<b>339</b>	<b>258</b>	<b>(3 067)</b>	<b>252</b>

**Banque de proximité en France – Caisses régionales**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>																	
Charges d'exploitation																	
<b>Résultat brut d'exploitation</b>																	
Coût du risque																	
Sociétés mises en équivalence	271	167	136	103	265	162	222	172	333	181	232	211	374	200	218	216	372
Résultat net sur autres actifs																	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>271</b>	<b>167</b>	<b>136</b>	<b>103</b>	<b>265</b>	<b>162</b>	<b>222</b>	<b>172</b>	<b>333</b>	<b>181</b>	<b>232</b>	<b>211</b>	<b>374</b>	<b>200</b>	<b>218</b>	<b>216</b>	<b>372</b>
Impôts	(70)	(27)			(87)	(5)											
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>201</b>	<b>140</b>	<b>136</b>	<b>103</b>	<b>178</b>	<b>157</b>	<b>222</b>	<b>172</b>	<b>333</b>	<b>181</b>	<b>232</b>	<b>211</b>	<b>374</b>	<b>200</b>	<b>218</b>	<b>216</b>	<b>372</b>
Intérêts minoritaires																	
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>201</b>	<b>140</b>	<b>136</b>	<b>103</b>	<b>178</b>	<b>157</b>	<b>222</b>	<b>172</b>	<b>333</b>	<b>181</b>	<b>232</b>	<b>211</b>	<b>374</b>	<b>200</b>	<b>218</b>	<b>216</b>	<b>372</b>

**Banque de proximité en France - LCL**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>912</b>	<b>950</b>	<b>901</b>	<b>952</b>	<b>935</b>	<b>969</b>	<b>933</b>	<b>1 012</b>	<b>965</b>	<b>1 006</b>	<b>951</b>	<b>1 023</b>	<b>988</b>	<b>980</b>	<b>934</b>	<b>920</b>	<b>1 012</b>
Charges d'exploitation	(645)	(613)	(623)	(651)	(648)	(615)	(627)	(660)	(641)	(641)	(645)	(648)	(612)	(623)	(620)	(642)	(616)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>267</b>	<b>336</b>	<b>277</b>	<b>301</b>	<b>287</b>	<b>354</b>	<b>306</b>	<b>352</b>	<b>324</b>	<b>365</b>	<b>306</b>	<b>375</b>	<b>376</b>	<b>357</b>	<b>314</b>	<b>278</b>	<b>396</b>
Coût du risque	(43)	(40)	(51)	(66)	(99)	(102)	(95)	(139)	(96)	(83)	(90)	(90)	(80)	(75)	(62)	(69)	(78)
Sociétés mises en équivalence																	
Résultat net sur autres actifs												(2)				1	(1)
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>224</b>	<b>297</b>	<b>227</b>	<b>235</b>	<b>188</b>	<b>252</b>	<b>211</b>	<b>213</b>	<b>228</b>	<b>282</b>	<b>216</b>	<b>283</b>	<b>296</b>	<b>282</b>	<b>252</b>	<b>210</b>	<b>317</b>
Impôts	(67)	(89)	(68)	(70)	(56)	(76)	(63)	(64)	(69)	(84)	(65)	(85)	(91)	(88)	(79)	(73)	(102)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>157</b>	<b>208</b>	<b>159</b>	<b>165</b>	<b>132</b>	<b>176</b>	<b>148</b>	<b>149</b>	<b>159</b>	<b>198</b>	<b>151</b>	<b>198</b>	<b>205</b>	<b>194</b>	<b>173</b>	<b>137</b>	<b>215</b>
Intérêts minoritaires	8	11	9	7	7	9	7	7	8	10	7	10	10	10	8	7	11
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>149</b>	<b>197</b>	<b>150</b>	<b>158</b>	<b>125</b>	<b>167</b>	<b>141</b>	<b>142</b>	<b>151</b>	<b>188</b>	<b>144</b>	<b>188</b>	<b>195</b>	<b>184</b>	<b>165</b>	<b>130</b>	<b>204</b>

**Banque de proximité à l'international**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10*	T4-10*	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>782</b>	<b>815</b>	<b>801</b>	<b>644</b>	<b>701</b>	<b>755</b>	<b>722</b>	<b>753</b>	<b>722</b>	<b>736</b>	<b>747</b>	<b>770</b>	<b>773</b>	<b>754</b>	<b>779</b>	<b>762</b>	<b>746</b>
Charges d'exploitation	(521)	(523)	(531)	(510)	(489)	(508)	(482)	(508)	(478)	(517)	(467)	(489)	(495)	(517)	(507)	(585)	(507)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>261</b>	<b>292</b>	<b>270</b>	<b>134</b>	<b>212</b>	<b>247</b>	<b>240</b>	<b>245</b>	<b>244</b>	<b>219</b>	<b>280</b>	<b>281</b>	<b>278</b>	<b>237</b>	<b>272</b>	<b>177</b>	<b>239</b>
Coût du risque	(99)	(92)	(160)	(529)	(267)	(273)	(274)	(275)	(350)	(423)	(362)	(309)	(318)	(437)	(578)	(513)	(944)
Sociétés mises en équivalence	39	1	19	(157)	46	40	37	21	47	25	41	(4)	28	27	10	(976)	24
Résultat net sur autres actifs							32	13				8			1	7	2
Variation de valeur des écarts d'acquisition				(279)			(485)			(418)		(28)		(359)		(275)	0
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>201</b>	<b>201</b>	<b>129</b>	<b>(831)</b>	<b>(9)</b>	<b>14</b>	<b>(450)</b>	<b>4</b>	<b>(59)</b>	<b>(597)</b>	<b>(41)</b>	<b>(52)</b>	<b>(12)</b>	<b>(532)</b>	<b>(295)</b>	<b>(1 580)</b>	<b>(679)</b>
Impôts	(58)	(66)	(80)	55	(28)	(82)	(46)	(24)	(44)	(52)	(53)	(35)	(49)	(197)	(37)	36	(176)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées		(1)	2	28	6	5	89	58	4	3	3	12	1	13			2
<b>Résultat net</b>	<b>143</b>	<b>134</b>	<b>51</b>	<b>(748)</b>	<b>(31)</b>	<b>(63)</b>	<b>(407)</b>	<b>38</b>	<b>(99)</b>	<b>(646)</b>	<b>(91)</b>	<b>(75)</b>	<b>(60)</b>	<b>(716)</b>	<b>(332)</b>	<b>(1 544)</b>	<b>(853)</b>
Intérêts minoritaires	34	38	4	(77)	(10)	(12)	10	7	(2)	(3)	8	15	(1)	(21)	(9)	(20)	(7)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>109</b>	<b>96</b>	<b>47</b>	<b>(671)</b>	<b>(21)</b>	<b>(51)</b>	<b>(417)</b>	<b>31</b>	<b>(97)</b>	<b>(643)</b>	<b>(99)</b>	<b>(90)</b>	<b>(59)</b>	<b>(695)</b>	<b>(323)</b>	<b>(1 524)</b>	<b>(846)</b>

\* Les montants de PNB et de charges du T3-10 et du T4-10 intègrent un ajustement technique de consolidation qui n'a pas d'impact sur le RBE

**Services financiers spécialisés**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>725</b>	<b>744</b>	<b>737</b>	<b>783</b>	<b>853</b>	<b>903</b>	<b>948</b>	<b>976</b>	<b>983</b>	<b>993</b>	<b>968</b>	<b>1 001</b>	<b>1 004</b>	<b>996</b>	<b>971</b>	<b>956</b>	<b>921</b>
Charges d'exploitation	(396)	(402)	(392)	(418)	(431)	(409)	(422)	(444)	(429)	(434)	(430)	(441)	(421)	(427)	(416)	(480)	(410)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>329</b>	<b>342</b>	<b>345</b>	<b>365</b>	<b>422</b>	<b>494</b>	<b>526</b>	<b>532</b>	<b>554</b>	<b>559</b>	<b>538</b>	<b>560</b>	<b>583</b>	<b>569</b>	<b>555</b>	<b>476</b>	<b>511</b>
Coût du risque	(140)	(127)	(184)	(232)	(265)	(311)	(318)	(426)	(328)	(335)	(321)	(314)	(318)	(360)	(323)	(606)	(625)
Sociétés mises en équivalence	2	2	2	2	2	2	1	5	3	3	3	3	3	4	3	4	5
Résultat net sur autres actifs	1		(5)	4	1												
Variation de valeur des écarts d'acquisition																(247)	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>192</b>	<b>217</b>	<b>158</b>	<b>139</b>	<b>160</b>	<b>185</b>	<b>209</b>	<b>111</b>	<b>229</b>	<b>227</b>	<b>220</b>	<b>249</b>	<b>268</b>	<b>213</b>	<b>235</b>	<b>(373)</b>	<b>(109)</b>
Impôts	(62)	(75)	(51)	(45)	(60)	(71)	(83)	78	(86)	(85)	(71)	(87)	(93)	(71)	(96)	18	(3)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées														5			
<b>Résultat net</b>	<b>130</b>	<b>142</b>	<b>107</b>	<b>94</b>	<b>100</b>	<b>114</b>	<b>126</b>	<b>189</b>	<b>143</b>	<b>142</b>	<b>149</b>	<b>162</b>	<b>175</b>	<b>147</b>	<b>139</b>	<b>(355)</b>	<b>(112)</b>
Intérêts minoritaires	11	7	0	(6)	10	10	14	39	16	15	15	13	15	9	13	(22)	(84)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>119</b>	<b>135</b>	<b>107</b>	<b>100</b>	<b>90</b>	<b>104</b>	<b>112</b>	<b>150</b>	<b>127</b>	<b>127</b>	<b>134</b>	<b>149</b>	<b>160</b>	<b>138</b>	<b>126</b>	<b>(333)</b>	<b>(28)</b>

**Crédit à la consommation**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>605</b>	<b>622</b>	<b>615</b>	<b>634</b>	<b>727</b>	<b>776</b>	<b>819</b>	<b>843</b>	<b>844</b>	<b>854</b>	<b>826</b>	<b>852</b>	<b>859</b>	<b>852</b>	<b>830</b>	<b>813</b>	<b>779</b>
Charges d'exploitation	(319)	(324)	(317)	(325)	(344)	(332)	(340)	(358)	(339)	(346)	(338)	(345)	(335)	(344)	(330)	(385)	(330)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>286</b>	<b>298</b>	<b>298</b>	<b>309</b>	<b>383</b>	<b>444</b>	<b>479</b>	<b>485</b>	<b>505</b>	<b>508</b>	<b>488</b>	<b>507</b>	<b>524</b>	<b>508</b>	<b>500</b>	<b>428</b>	<b>449</b>
Coût du risque	(129)	(121)	(175)	(202)	(250)	(283)	(301)	(408)	(305)	(308)	(296)	(292)	(296)	(328)	(286)	(489)	(593)
Sociétés mises en équivalence	2	2	2	2	2	2	1	4	2	2	3	3	3	4	3	4	5
Résultat net sur autres actifs	1		2	(1)	1							(1)					
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>160</b>	<b>179</b>	<b>127</b>	<b>108</b>	<b>136</b>	<b>163</b>	<b>179</b>	<b>81</b>	<b>202</b>	<b>202</b>	<b>195</b>	<b>217</b>	<b>231</b>	<b>184</b>	<b>217</b>	<b>(57)</b>	<b>(139)</b>
Impôts	(53)	(62)	(41)	(38)	(51)	(64)	(73)	87	(78)	(77)	(63)	(77)	(81)	(58)	(78)	13	15
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>107</b>	<b>117</b>	<b>86</b>	<b>70</b>	<b>85</b>	<b>99</b>	<b>106</b>	<b>168</b>	<b>124</b>	<b>125</b>	<b>132</b>	<b>140</b>	<b>150</b>	<b>126</b>	<b>139</b>	<b>(44)</b>	<b>(124)</b>
Intérêts minoritaires	11	7	(1)	(6)	9	10	14	40	16	15	15	14	15	9	13	(14)	84
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>96</b>	<b>110</b>	<b>87</b>	<b>76</b>	<b>76</b>	<b>89</b>	<b>92</b>	<b>128</b>	<b>108</b>	<b>110</b>	<b>117</b>	<b>126</b>	<b>135</b>	<b>117</b>	<b>126</b>	<b>(30)</b>	<b>(40)</b>

**Crédit-bail et affacturage**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>120</b>	<b>123</b>	<b>122</b>	<b>150</b>	<b>126</b>	<b>127</b>	<b>129</b>	<b>132</b>	<b>140</b>	<b>139</b>	<b>141</b>	<b>149</b>	<b>145</b>	<b>144</b>	<b>140</b>	<b>144</b>	<b>142</b>
Charges d'exploitation	(74)	(75)	(72)	(91)	(83)	(74)	(79)	(81)	(83)	(81)	(84)	(88)	(86)	(83)	(86)	(96)	(80)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>46</b>	<b>48</b>	<b>50</b>	<b>59</b>	<b>43</b>	<b>53</b>	<b>50</b>	<b>51</b>	<b>57</b>	<b>58</b>	<b>57</b>	<b>61</b>	<b>59</b>	<b>61</b>	<b>54</b>	<b>48</b>	<b>62</b>
Coût du risque	(12)	(6)	(8)	(30)	(16)	(28)	(16)	(17)	(23)	(26)	(24)	(22)	(22)	(32)	(37)	(117)	(32)
Sociétés mises en équivalence									1								
Résultat net sur autres actifs			(7)	5													
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	(247)
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>34</b>	<b>42</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>34</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>37</b>	<b>29</b>	<b>17</b>	<b>(316)</b>	<b>30</b>
Impôts	(9)	(14)	(11)	(8)	(10)	(8)	(11)	(10)	(11)	(10)	(12)	(12)	(12)	(13)	(16)	5	(18)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées														5			
<b>Résultat net</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>24</b>	<b>26</b>	<b>17</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>24</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>(311)</b>	<b>12</b>
Intérêts minoritaires			1		1			(1)				(1)				(7)	
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>23</b>	<b>26</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>22</b>	<b>21</b>	<b>28</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>(304)</b>	<b>12</b>

**Gestion d'actifs, assurances et banque privée**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09*	T2-09*	T3-09*	T4-09*	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 098</b>	<b>1 058</b>	<b>913</b>	<b>925</b>	<b>768</b>	<b>932</b>	<b>1 165</b>	<b>1 046</b>	<b>1 183</b>	<b>1 300</b>	<b>1 274</b>	<b>1 227</b>	<b>1 312</b>	<b>1 334</b>	<b>1 350</b>	<b>1 247</b>	<b>1 387</b>
Charges d'exploitation	(484)	(470)	(442)	(468)	(442)	(425)	(545)	(568)	(615)	(655)	(620)	(600)	(614)	(626)	(593)	(675)	(588)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>614</b>	<b>588</b>	<b>471</b>	<b>457</b>	<b>326</b>	<b>507</b>	<b>620</b>	<b>478</b>	<b>568</b>	<b>645</b>	<b>654</b>	<b>627</b>	<b>698</b>	<b>708</b>	<b>757</b>	<b>572</b>	<b>799</b>
Coût du risque	(5)	9	(47)	(73)	1	(5)	(1)	(1)	(2)	(15)	4	(12)	13	(124)	(770)	(195)	(51)
Sociétés mises en équivalence		1	(1)	3	1		1	1	1	1	(1)	2	3	2	3	3	2
Résultat net sur autres actifs			(1)	(2)					1	(1)		(7)				(1)	
Variation de valeur des écarts d'acquisition									(4)	3							
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>609</b>	<b>598</b>	<b>422</b>	<b>384</b>	<b>328</b>	<b>502</b>	<b>620</b>	<b>478</b>	<b>564</b>	<b>633</b>	<b>657</b>	<b>610</b>	<b>714</b>	<b>586</b>	<b>(10)</b>	<b>379</b>	<b>750</b>
Impôts	(182)	(173)	(135)	(120)	(113)	(154)	(170)	(97)	(176)	(202)	(221)	(202)	(225)	(208)	(6)	(180)	(241)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées												1					
<b>Résultat net</b>	<b>427</b>	<b>425</b>	<b>287</b>	<b>264</b>	<b>215</b>	<b>348</b>	<b>450</b>	<b>381</b>	<b>388</b>	<b>431</b>	<b>436</b>	<b>409</b>	<b>489</b>	<b>378</b>	<b>(16)</b>	<b>199</b>	<b>509</b>
Intérêts minoritaires	12	10	(4)	(7)	(13)	11	19	19	39	39	44	34	46	31	8	14	54
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>415</b>	<b>415</b>	<b>291</b>	<b>271</b>	<b>228</b>	<b>337</b>	<b>431</b>	<b>362</b>	<b>349</b>	<b>392</b>	<b>392</b>	<b>375</b>	<b>443</b>	<b>347</b>	<b>(24)</b>	<b>185</b>	<b>455</b>

**Gestion d'actifs : CAAM\* jusqu'au T4-09 puis Amundi\***

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>369</b>	<b>381</b>	<b>283</b>	<b>337</b>	<b>248</b>	<b>272</b>	<b>297</b>	<b>312</b>	<b>384</b>	<b>391</b>	<b>385</b>	<b>356</b>	<b>377</b>	<b>377</b>	<b>301</b>	<b>337</b>	<b>420</b>
Charges d'exploitation	(180)	(169)	(148)	(159)	(143)	(145)	(150)	(166)	(224)	(249)	(224)	(209)	(202)	(211)	(182)	(183)	(187)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>189</b>	<b>212</b>	<b>135</b>	<b>178</b>	<b>105</b>	<b>127</b>	<b>147</b>	<b>146</b>	<b>160</b>	<b>142</b>	<b>161</b>	<b>147</b>	<b>175</b>	<b>166</b>	<b>119</b>	<b>154</b>	<b>233</b>
Coût du risque	(11)	5	(49)	(44)	2		(1)			(9)	9	(2)	14	6	(5)	(8)	0
Sociétés mises en équivalence				1				0		1	0	2	3	2	3	3	2
Résultat net sur autres actifs			(1)	(2)					(3)	(1)							
Variation de valeur des écarts d'acquisition										4							
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>178</b>	<b>217</b>	<b>85</b>	<b>133</b>	<b>107</b>	<b>127</b>	<b>146</b>	<b>146</b>	<b>157</b>	<b>137</b>	<b>170</b>	<b>147</b>	<b>192</b>	<b>174</b>	<b>117</b>	<b>149</b>	<b>235</b>
Impôts	(60)	(88)	(21)	(30)	(38)	(41)	(45)	(61)	(51)	(47)	(57)	(50)	(63)	(58)	(38)	(60)	(77)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>118</b>	<b>129</b>	<b>64</b>	<b>103</b>	<b>69</b>	<b>86</b>	<b>101</b>	<b>85</b>	<b>106</b>	<b>90</b>	<b>113</b>	<b>97</b>	<b>129</b>	<b>116</b>	<b>79</b>	<b>89</b>	<b>158</b>
Intérêts minoritaires	3	2	(2)	(2)	1	2	2	5	28	24	30	24	34	31	22	24	42
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>115</b>	<b>127</b>	<b>64</b>	<b>105</b>	<b>68</b>	<b>84</b>	<b>99</b>	<b>80</b>	<b>78</b>	<b>66</b>	<b>83</b>	<b>73</b>	<b>95</b>	<b>85</b>	<b>57</b>	<b>65</b>	<b>116</b>

\* y compris les activités de gestion d'actifs de la BFT

**Services financiers aux institutionnels**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>95</b>	<b>97</b>	<b>96</b>	<b>93</b>	<b>95</b>	<b>89</b>	<b>186</b>	<b>201</b>	<b>197</b>	<b>212</b>	<b>204</b>	<b>198</b>	<b>203</b>	<b>206</b>	<b>204</b>	<b>212</b>	<b>215</b>
Charges d'exploitation	(69)	(69)	(71)	(72)	(67)	(62)	(135)	(151)	(145)	(144)	(140)	(147)	(144)	(143)	(143)	(141)	(141)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>25</b>	<b>21</b>	<b>28</b>	<b>27</b>	<b>51</b>	<b>50</b>	<b>52</b>	<b>68</b>	<b>64</b>	<b>51</b>	<b>59</b>	<b>63</b>	<b>61</b>	<b>71</b>	<b>74</b>
Coût du risque			(1)		(1)	0	(1)		(2)	(2)		(1)	1			(1)	
Sociétés mises en équivalence																	
Résultat net sur autres actifs																	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>24</b>	<b>21</b>	<b>27</b>	<b>27</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>50</b>	<b>66</b>	<b>64</b>	<b>50</b>	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>61</b>	<b>70</b>	<b>74</b>
Impôts	(8)	(8)	(7)	(8)	(8)	(13)	(15)	(20)	(16)	(21)	(20)	(28)	(22)	(25)	(21)	(22)	(25)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>35</b>	<b>30</b>	<b>34</b>	<b>45</b>	<b>44</b>	<b>22</b>	<b>38</b>	<b>38</b>	<b>40</b>	<b>48</b>	<b>49</b>
Intérêts minoritaires					0	0	6	4	6	8	8	4	6	6	7	7	7
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>18</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	<b>13</b>	<b>19</b>	<b>14</b>	<b>29</b>	<b>26</b>	<b>28</b>	<b>37</b>	<b>36</b>	<b>18</b>	<b>32</b>	<b>32</b>	<b>33</b>	<b>41</b>	<b>42</b>

**Crédit Agricole Private Banking\***

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>164</b>	<b>162</b>	<b>142</b>	<b>151</b>	<b>137</b>	<b>151</b>	<b>144</b>	<b>145</b>	<b>151</b>	<b>172</b>	<b>163</b>	<b>158</b>	<b>175</b>	<b>174</b>	<b>170</b>	<b>158</b>	<b>176</b>
Charges d'exploitation	(115)	(117)	(114)	(121)	(110)	(109)	(110)	(114)	(113)	(122)	(123)	(116)	(127)	(131)	(131)	(131)	(132)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>49</b>	<b>45</b>	<b>28</b>	<b>30</b>	<b>27</b>	<b>42</b>	<b>34</b>	<b>31</b>	<b>38</b>	<b>50</b>	<b>40</b>	<b>42</b>	<b>48</b>	<b>43</b>	<b>39</b>	<b>27</b>	<b>44</b>
Coût du risque	6	3	3	(27)		(5)				(4)	(4)	(9)	(1)		(1)	(2)	1
Sociétés mises en équivalence		1	(1)	1													
Résultat net sur autres actifs												(7)					
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>55</b>	<b>49</b>	<b>30</b>	<b>4</b>	<b>27</b>	<b>37</b>	<b>34</b>	<b>31</b>	<b>38</b>	<b>46</b>	<b>36</b>	<b>26</b>	<b>47</b>	<b>43</b>	<b>38</b>	<b>25</b>	<b>45</b>
Impôts	(16)	(13)	(9)	(1)	(6)	(6)	(6)	(6)	(7)	(9)	(7)	(6)	(9)	(9)	(7)	(4)	(8)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>39</b>	<b>36</b>	<b>21</b>	<b>3</b>	<b>21</b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>25</b>	<b>31</b>	<b>37</b>	<b>29</b>	<b>20</b>	<b>38</b>	<b>34</b>	<b>31</b>	<b>21</b>	<b>37</b>
Intérêts minoritaires	3	2	2	2	2	2	3	1	3	3	3	2	3	3	3	1	3
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>36</b>	<b>34</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>19</b>	<b>29</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>28</b>	<b>34</b>	<b>26</b>	<b>18</b>	<b>35</b>	<b>31</b>	<b>28</b>	<b>20</b>	<b>34</b>

\* Crédit Agricole Private Banking : BGPI, CA Suisse, CA Luxembourg, CFM Monaco, CA Espagne, CA Miami, DTVM Brésil – Hors LCL Banque privée

**Assurances**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>470</b>	<b>419</b>	<b>392</b>	<b>344</b>	<b>287</b>	<b>419</b>	<b>538</b>	<b>388</b>	<b>451</b>	<b>525</b>	<b>522</b>	<b>514</b>	<b>556</b>	<b>577</b>	<b>677</b>	<b>540</b>	<b>575</b>
Charges d'exploitation	(120)	(115)	(110)	(116)	(121)	(109)	(150)	(137)	(134)	(140)	(133)	(127)	(141)	(141)	(137)	(220)	(127)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>350</b>	<b>304</b>	<b>282</b>	<b>228</b>	<b>166</b>	<b>310</b>	<b>388</b>	<b>251</b>	<b>317</b>	<b>385</b>	<b>389</b>	<b>387</b>	<b>415</b>	<b>436</b>	<b>540</b>	<b>320</b>	<b>448</b>
Coût du risque				(2)				(1)	1	0	(1)	1		(130)	(764)	(185)	(52)
Sociétés mises en équivalence				1	1		1	1	1		(1)						
Résultat net sur autres actifs										(1)						(1)	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>350</b>	<b>304</b>	<b>282</b>	<b>227</b>	<b>167</b>	<b>310</b>	<b>389</b>	<b>251</b>	<b>319</b>	<b>384</b>	<b>387</b>	<b>388</b>	<b>415</b>	<b>306</b>	<b>(224)</b>	<b>134</b>	<b>396</b>
Impôts	(98)	(65)	(98)	(82)	(62)	(94)	(104)	(10)	(101)	(125)	(137)	(119)	(131)	(117)	60	(94)	(130)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>252</b>	<b>239</b>	<b>184</b>	<b>145</b>	<b>105</b>	<b>216</b>	<b>285</b>	<b>241</b>	<b>218</b>	<b>259</b>	<b>250</b>	<b>269</b>	<b>284</b>	<b>189</b>	<b>(164)</b>	<b>40</b>	<b>266</b>
Intérêts minoritaires	6	6	(6)	(7)	(16)	7	8	9	2	4	3	4	3	(10)	(24)	(19)	2
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>246</b>	<b>233</b>	<b>190</b>	<b>152</b>	<b>121</b>	<b>209</b>	<b>277</b>	<b>232</b>	<b>216</b>	<b>255</b>	<b>247</b>	<b>265</b>	<b>281</b>	<b>199</b>	<b>(140)</b>	<b>59</b>	<b>264</b>

**Banque de financement et d'investissement\***

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 876</b>	<b>807</b>	<b>1 811</b>	<b>1 861</b>	<b>1 600</b>	<b>1 510</b>	<b>1 177</b>	<b>1 216</b>	<b>1 463</b>	<b>1 574</b>	<b>1 329</b>	<b>1 323</b>	<b>1 518</b>	<b>1 449</b>	<b>1 667</b>	<b>1 116</b>	<b>1 405</b>
Charges d'exploitation	(885)	(852)	(790)	(753)	(755)	(753)	(764)	(785)	(804)	(848)	(832)	(915)	(901)	(858)	(842)	(1 075)	(836)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>991</b>	<b>(45)</b>	<b>1 021</b>	<b>1 108</b>	<b>845</b>	<b>757</b>	<b>413</b>	<b>431</b>	<b>659</b>	<b>726</b>	<b>497</b>	<b>408</b>	<b>617</b>	<b>591</b>	<b>825</b>	<b>41</b>	<b>569</b>
Coût du risque	(168)	(122)	(322)	(471)	(301)	(251)	(287)	(193)	(147)	(38)	(114)	16	(73)	(63)	23	(216)	(31)
Sociétés mises en équivalence	32	33	33	15	37	31	32	15	34	38	32	35	34	34	35	30	40
Résultat net sur autres actifs			(1)	(1)	2	1	8	1		1		(7)	3	(9)		7	0
Variation de valeur des écarts d'acquisition																(1 053)	0
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>855</b>	<b>(134)</b>	<b>731</b>	<b>651</b>	<b>583</b>	<b>538</b>	<b>166</b>	<b>254</b>	<b>546</b>	<b>727</b>	<b>415</b>	<b>452</b>	<b>581</b>	<b>553</b>	<b>883</b>	<b>(1 191)</b>	<b>578</b>
Impôts	(265)	50	(182)	(148)	(170)	(149)	(14)	(31)	(154)	(221)	(107)	(88)	(212)	(172)	(274)	73	(169)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	0
<b>Résultat net</b>	<b>590</b>	<b>(84)</b>	<b>549</b>	<b>503</b>	<b>413</b>	<b>389</b>	<b>152</b>	<b>223</b>	<b>392</b>	<b>506</b>	<b>308</b>	<b>364</b>	<b>369</b>	<b>381</b>	<b>609</b>	<b>(1 118)</b>	<b>409</b>
Intérêts minoritaires	21	24	12	(3)	14	11	10	7	13	17	10	10	6	2	10	(16)	(1)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>569</b>	<b>(108)</b>	<b>537</b>	<b>506</b>	<b>399</b>	<b>378</b>	<b>142</b>	<b>216</b>	<b>379</b>	<b>489</b>	<b>298</b>	<b>354</b>	<b>363</b>	<b>379</b>	<b>599</b>	<b>(1 102)</b>	<b>410</b>

\* activités pérennes

**Banque de financement**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>569</b>	<b>353</b>	<b>606</b>	<b>1 155</b>	<b>456</b>	<b>465</b>	<b>500</b>	<b>580</b>	<b>651</b>	<b>657</b>	<b>657</b>	<b>738</b>	<b>640</b>	<b>646</b>	<b>692</b>	<b>447</b>	<b>505</b>
Charges d'exploitation	(229)	(216)	(223)	(200)	(210)	(193)	(208)	(202)	(202)	(218)	(211)	(219)	(222)	(235)	(225)	(300)	(234)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>340</b>	<b>137</b>	<b>383</b>	<b>955</b>	<b>246</b>	<b>272</b>	<b>292</b>	<b>378</b>	<b>449</b>	<b>439</b>	<b>446</b>	<b>519</b>	<b>418</b>	<b>411</b>	<b>467</b>	<b>147</b>	<b>271</b>
Coût du risque	(101)	(81)	(164)	(280)	(275)	(222)	(258)	(181)	(131)	(25)	(33)	25	(79)	(51)	17	(206)	(27)
Sociétés mises en équivalence	32	33	32	24	38	32	33	14	33	39	31	35	34	35	35	30	40
Résultat net sur autres actifs			(1)	(1)	2	1	1	1		1		(7)	1	(9)	(1)	11	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>271</b>	<b>89</b>	<b>250</b>	<b>698</b>	<b>11</b>	<b>83</b>	<b>68</b>	<b>212</b>	<b>351</b>	<b>454</b>	<b>444</b>	<b>572</b>	<b>374</b>	<b>386</b>	<b>518</b>	<b>(18)</b>	<b>284</b>
Impôts	(86)	(12)	(32)	(163)	(2)	(14)	(15)	(40)	(95)	(131)	(117)	(123)	(143)	(116)	(157)	10	(73)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>185</b>	<b>77</b>	<b>218</b>	<b>535</b>	<b>9</b>	<b>69</b>	<b>53</b>	<b>172</b>	<b>256</b>	<b>323</b>	<b>327</b>	<b>449</b>	<b>231</b>	<b>270</b>	<b>361</b>	<b>(8)</b>	<b>211</b>
Intérêts minoritaires	15	18	17	(3)	4	4	7	3	10	11	10	10	2	(1)	4	(10)	(7)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>170</b>	<b>59</b>	<b>201</b>	<b>538</b>	<b>5</b>	<b>65</b>	<b>46</b>	<b>169</b>	<b>246</b>	<b>312</b>	<b>317</b>	<b>439</b>	<b>229</b>	<b>271</b>	<b>357</b>	<b>2</b>	<b>218</b>

**Banque de marchés et d'investissement**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>1 307</b>	<b>454</b>	<b>1 205</b>	<b>706</b>	<b>1 144</b>	<b>1 045</b>	<b>677</b>	<b>636</b>	<b>812</b>	<b>917</b>	<b>672</b>	<b>585</b>	<b>878</b>	<b>803</b>	<b>975</b>	<b>670</b>	<b>900</b>
Charges d'exploitation	(656)	(636)	(567)	(553)	(545)	(560)	(556)	(583)	(602)	(630)	(621)	(696)	(678)	(623)	(617)	(776)	(602)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>651</b>	<b>(182)</b>	<b>638</b>	<b>153</b>	<b>599</b>	<b>485</b>	<b>121</b>	<b>53</b>	<b>210</b>	<b>287</b>	<b>51</b>	<b>(111)</b>	<b>200</b>	<b>180</b>	<b>358</b>	<b>(106)</b>	<b>298</b>
Coût du risque	(67)	(41)	(158)	(191)	(26)	(29)	(29)	(12)	(16)	(13)	(81)	(9)	6	(12)	6	(10)	(4)
Sociétés mises en équivalence			1	(9)	(1)	(1)	(1)	1	1	(1)	1		(1)	(1)		(1)	
Résultat net sur autres actifs							7						2		1	(2)	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																(1 053)	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>584</b>	<b>(223)</b>	<b>481</b>	<b>(47)</b>	<b>572</b>	<b>455</b>	<b>98</b>	<b>42</b>	<b>195</b>	<b>273</b>	<b>(29)</b>	<b>(120)</b>	<b>207</b>	<b>167</b>	<b>365</b>	<b>(1 173)</b>	<b>294</b>
Impôts	(179)	62	(150)	15	(168)	(135)	1	9	(59)	(90)	10	35	(69)	(56)	(117)	63	(96)
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>405</b>	<b>(161)</b>	<b>331</b>	<b>(32)</b>	<b>404</b>	<b>320</b>	<b>99</b>	<b>51</b>	<b>136</b>	<b>183</b>	<b>(19)</b>	<b>(85)</b>	<b>138</b>	<b>111</b>	<b>248</b>	<b>(1 110)</b>	<b>198</b>
Intérêts minoritaires	6	6	(5)	(32)	10	7	3	4	3	6			4	3	6	(7)	6
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>399</b>	<b>(167)</b>	<b>336</b>	<b>(32)</b>	<b>394</b>	<b>313</b>	<b>96</b>	<b>47</b>	<b>133</b>	<b>177</b>	<b>(19)</b>	<b>(85)</b>	<b>134</b>	<b>108</b>	<b>242</b>	<b>(1 103)</b>	<b>192</b>

**Activités en cours d'arrêt**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09	T2-09	T3-09	T4-09	T1-10	T2-10	T3-10	T4-10	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>(1 957)</b>	<b>(1 082)</b>	<b>(996)</b>	<b>(426)</b>	<b>(443)</b>	<b>(519)</b>	<b>(114)</b>	<b>(271)</b>	<b>(182)</b>	<b>(121)</b>	<b>5</b>	<b>(76)</b>	<b>27</b>	<b>(24)</b>	<b>(105)</b>	<b>(212)</b>	<b>(335)</b>
Charges d'exploitation	(51)	(50)	(128)	(71)	(29)	(31)	(31)	(33)	(25)	(27)	(27)	(29)	(23)	(27)	(25)	(33)	(27)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>(2 008)</b>	<b>(1 132)</b>	<b>(1 124)</b>	<b>(497)</b>	<b>(472)</b>	<b>(550)</b>	<b>(145)</b>	<b>(304)</b>	<b>(207)</b>	<b>(148)</b>	<b>(22)</b>	<b>(105)</b>	<b>4</b>	<b>(51)</b>	<b>(130)</b>	<b>(245)</b>	<b>(362)</b>
Coût du risque	(2)	2	(227)	(134)	(176)	(205)	(222)	(140)	(76)	(92)	(32)	(57)	(21)	(100)	3	(51)	
Sociétés mises en équivalence																	
Résultat net sur autres actifs																	
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>(2 010)</b>	<b>(1 130)</b>	<b>(1 124)</b>	<b>(724)</b>	<b>(606)</b>	<b>(726)</b>	<b>(350)</b>	<b>(526)</b>	<b>(347)</b>	<b>(224)</b>	<b>(114)</b>	<b>(137)</b>	<b>(53)</b>	<b>(72)</b>	<b>(230)</b>	<b>(242)</b>	<b>(413)</b>
Impôts	646	383	361	171	181	250	103	185	120	61	40	44	19	23	63	97	153
Gains ou pertes nets sur activités arrêtées																	
<b>Résultat net</b>	<b>(1 364)</b>	<b>(747)</b>	<b>(763)</b>	<b>(553)</b>	<b>(425)</b>	<b>(476)</b>	<b>(247)</b>	<b>(341)</b>	<b>(227)</b>	<b>(163)</b>	<b>(74)</b>	<b>(93)</b>	<b>(34)</b>	<b>(49)</b>	<b>(167)</b>	<b>(145)</b>	<b>(260)</b>
Intérêts minoritaires					(9)	(11)	(6)	(8)	(5)	(4)	(1)	(2)	(1)	(1)	(3)	(4)	(6)
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>(1 364)</b>	<b>(747)</b>	<b>(763)</b>	<b>(553)</b>	<b>(416)</b>	<b>(465)</b>	<b>(241)</b>	<b>(333)</b>	<b>(222)</b>	<b>(159)</b>	<b>(73)</b>	<b>(91)</b>	<b>(33)</b>	<b>(48)</b>	<b>(164)</b>	<b>(141)</b>	<b>(254)</b>

**Compte propre & divers**

En m €	T1-08	T2-08	T3-08	T4-08	T1-09*	T2-09*	T3-09*	T4-09*	T1-10	T2-10	T3-10**	T4-10**	T1-11	T2-11	T3-11	T4-11	T1-12
<b>Produit net bancaire</b>	<b>674</b>	<b>(43)</b>	<b>(168)</b>	<b>(142)</b>	<b>(353)</b>	<b>9</b>	<b>(2)</b>	<b>(237)</b>	<b>(310)</b>	<b>(18)</b>	<b>(296)</b>	<b>(409)</b>	<b>(318)</b>	<b>43</b>	<b>(311)</b>	<b>(126)</b>	<b>289</b>
Charges d'exploitation	(236)	(236)	(217)	(274)	(184)	(243)	(181)	(168)	(170)	(284)	(177)	(299)	(210)	(252)	(223)	(290)	(223)
<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>438</b>	<b>(279)</b>	<b>(385)</b>	<b>(416)</b>	<b>(537)</b>	<b>(234)</b>	<b>(183)</b>	<b>(405)</b>	<b>(480)</b>	<b>(302)</b>	<b>(473)</b>	<b>(708)</b>	<b>(528)</b>	<b>(209)</b>	<b>(534)</b>	<b>(416)</b>	<b>66</b>
Coût du risque	11	6	23	(16)	(20)	(9)	(9)	(33)	(11)	(9)	2	(11)	11	(45)	(41)	(263)	10
Sociétés mises en équivalence	(1)		157	8	(30)	(193)	(19)	(7)	7	35	61	(1 259)	(1)	(25)	(2)	(28)	
Résultat net sur autres actifs	421	14	(1)	(2)	1	6	1	(160)	(9)	1	(2)	(4)	1	(6)			
Variation de valeur des écarts d'acquisition																	
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>869</b>	<b>(259)</b>	<b>(206)</b>	<b>(426)</b>	<b>(587)</b>	<b>(435)</b>	<b>(205)</b>	<b>(444)</b>	<b>(644)</b>	<b>(276)</b>	<b>(419)</b>	<b>(1 977)</b>	<b>(520)</b>	<b>(254)</b>	<b>(604)</b>	<b>(680)</b>	<b>42</b>
Impôts	(147)	226	104	250	251	56	153	176	139	125	185	597	131	126	315	224	(57)
Gains ou pertes nets des activités arrêtées													(5)	(1)	1		
<b>Résultat net</b>	<b>722</b>	<b>(33)</b>	<b>(102)</b>	<b>(176)</b>	<b>(336)</b>	<b>(379)</b>	<b>(52)</b>	<b>(269)</b>	<b>(505)</b>	<b>(151)</b>	<b>(234)</b>	<b>(1 381)</b>	<b>(394)</b>	<b>(129)</b>	<b>(288)</b>	<b>(456)</b>	<b>(15)</b>
Intérêts minoritaires	28	19	38	45	45	47	48	38	45	44	51	43	49	39	51	42	46
<b>Résultat net part du Groupe</b>	<b>694</b>	<b>(52)</b>	<b>(140)</b>	<b>(221)</b>	<b>(381)</b>	<b>(426)</b>	<b>(100)</b>	<b>(307)</b>	<b>(550)</b>	<b>(196)</b>	<b>(285)</b>	<b>(1 424)</b>	<b>(443)</b>	<b>(168)</b>	<b>(339)</b>	<b>(498)</b>	<b>(61)</b>

\* Données 2009 retraitées du transfert de BFT Banque (BFT) en Compte propre et divers

\*\* Les montants de PNB et de charges du T3-10 et du T4-10 intègrent un ajustement technique de consolidation qui n'a pas d'impact sur le RBE

## AUTRES INFORMATIONS

### Exposition au risque de crédit en Grèce

En dehors de l'exposition à la dette souveraine de l'État grec, le groupe Crédit Agricole S.A. est exposé à hauteur de 25 255 millions d'euros au 31 mars 2012 sur les portefeuilles suivants :

(en millions d'euros)	Encours de crédit	Dont encours de crédit douteux	Dépréciation	Taux de dépréciation	Encours de crédit net
Particuliers & Professionnels	12 946	6 065	3 377	26,09 %	9 569
Entreprises	2 815	1 305	759	26,96 %	2 056
Grandes Entreprises	9 494	1 131	1 058	11,14 %	8 436
dont Maritime	3 567	113	99	2,78 %	3 468
<b>TOTAL GROUPE CREDIT AGRICOLE S.A.</b>	<b>25 255</b>	<b>8 501</b>	<b>5 194</b>	<b>20,57 %</b>	<b>20 061</b>
<b>Dont Emporiki Bank <sup>(1)</sup></b>	<b>22 004</b>	<b>8 043</b>	<b>4 761</b>	<b>21,64 %</b>	<b>17 243</b>

(1) Dont 753 millions d'euros d'exposition aux entreprises publiques et aux collectivités locales grecques. Ces expositions font l'objet d'un provisionnement individuel et collectif de 14 millions d'euros et sont, par ailleurs, incluses dans l'assiette de calcul de la provision risque pays et filières dotée au premier trimestre pour un montant de 182 millions d'euros qui est affectée aux crédits aux entreprises et aux grandes entreprises.

Les expositions sur les trois entreprises publiques (Hellenic Railways Org – OSE, Hellenic Defense Systems – EAS et Athens Urban Transport Org – OASA), d'un montant nominal de 415 millions d'euros au 31 décembre 2011 ont été intégrées au périmètre de l'échange dans le cadre de la mise en œuvre du PSI+, entraînant une perte de 320 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Au 31/12/2011, l'exposition au risque de crédit grec du groupe Crédit Agricole S.A. était de 25 687 millions d'euros et celle d'Emporiki de 22 291 millions d'euros (y compris 1,1 milliard d'euros d'exposition aux entreprises publiques et aux collectivités locales grecques).

### Evolution du risque juridique

#### Pénalité Echange Images Chèques

Rappel des faits :

LCL et Crédit Agricole S.A., ainsi que 10 autres banques, ont reçu en mars 2008 une notification de griefs du Conseil de la concurrence (devenu l'Autorité de la concurrence) qui leur reprochait, de façon concertée, d'avoir mis en place et appliqué des commissions interbancaires dans le cadre de l'encaissement des chèques, depuis 2002 jusqu'en 2007.

Les banques mises en cause, dont LCL et le Crédit Agricole, ont été sanctionnées pour un montant global de 384,92 millions d'euros mais ont fait appel de la décision devant la Cour d'appel de Paris. Cette dernière a, par un arrêt du 23 février 2012, annulé la décision estimant que l'Autorité de la concurrence n'avait pas démontré l'existence de restrictions de concurrence constitutives d'une entente par objet.

L'Autorité de la Concurrence a déposé le 23 mars 2012 un pourvoi en cassation de la décision de la Cour d'appel de Paris rendue le 23 février 2012.

#### Assignation de Crédit Agricole CIB par Intesa Sanpaolo

Le 9 avril 2012, Intesa Sanpaolo S.p.A (« Intesa ») a assigné, devant la Cour fédérale de New York, Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Securities (U.S.A), plusieurs sociétés du groupe Magnetar ainsi que The Putnam Advisory Company LLC, à propos d'un CDO structuré par Crédit Agricole CIB, dénommé Pyxis ABS CDO 2006-1.

Intesa, ayant été amenée à conclure avec Crédit Agricole CIB un Credit Default Swap d'un montant notionnel de 180 000 000 de dollars américains sur la tranche super senior du CDO, estime avoir subi un préjudice du fait de la structuration du CDO et demande des dommages-intérêts pour 180 000 000 de dollars américains, plus les intérêts sur cette somme ainsi que des dommages-intérêts compensatoires et punitifs, des remboursements de frais et honoraires, ces montants n'étant pas chiffrés à ce jour.

## Composition du Comité exécutif

---

Au 15 mai 2012

Jean-Paul CHIFFLET	Directeur général
Bruno de LAAGE	Directeur général délégué, en charge de la Banque de proximité, des Services financiers spécialisés et des Systèmes de paiement et Flux
Jean-Yves HOCHER	Directeur général délégué, en charge de la Banque de financement et d'investissement et de la Banque privée
Michel MATHIEU	Directeur général délégué, en charge des fonctions centrales Groupe, des assurances et de la gestion d'actifs
Joseph d'AUZAY	Secrétaire général de Crédit Agricole S.A.
Jean-Paul BETBEZE	Directeur des études économiques
Jérôme BRUNEL	Directeur des affaires publiques
Pierre CAMBEFORT	Directeur général délégué de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
Francis CANTERINI	Directeur général délégué de Crédit Agricole Corporate and Investment Bank
Pierre DEHEUNYNCK	Directeur des ressources humaines Groupe
Bernard DELPIT	Directeur financier Groupe
Alain DESCHENES	Directeur informatique et industriel Groupe
Philippe DUMONT	Directeur général de Crédit Agricole Consumer Finance
Giampiero MAIOLI	Directeur groupe Crédit Agricole S.A. pour l'Italie
Julien FONTAINE	Directeur de la stratégie Groupe
Christophe GANCEL	Directeur de la Banque privée
Olivier GAVALDA	Directeur du pôle Caisses régionales
Jérôme GRIVET	Directeur général de Crédit Agricole Assurances
Jean-Christophe KIREN	Directeur des Systèmes de paiement et Flux
Yves NANQUETTE	Directeur général de LCL
Marc OPPENHEIM	Directeur de la Banque de proximité à l'international
Yves PERRIER	Directeur gestion d'actifs, titres et services financiers aux institutionnels
Hubert REYNIER	Directeur des risques et contrôles permanents Groupe
Alain STRUB	Directeur général d'Emporiki Bank

---

## Composition du Comité de Direction

---

Au 15 mai 2012

Jean-Paul CHIFFLET	Directeur général
Bruno de LAAGE	Directeur général délégué, en charge de la Banque de proximité, des Services financiers spécialisés et des Systèmes de paiement et flux
Jean-Yves HOCHER	Directeur général délégué, en charge de la Banque de financement et d'investissement et de la Banque privée
Michel MATHIEU	Directeur général délégué, en charge des fonctions centrales Groupe, des assurances et de la gestion d'actifs
Joseph d'AUZAY	Secrétaire général de Crédit Agricole S.A.
Pierre DEHEUNYNCK	Directeur des ressources humaines Groupe
Bernard DELPIT	Directeur financier Groupe
Philippe DUMONT	Directeur général de Crédit Agricole Consumer Finance
Olivier GAVALDA	Directeur du pôle Caisses régionales
Jérôme GRIVET	Directeur général de Crédit Agricole Assurances
Yves NANQUETTE	Directeur général de LCL
Yves PERRIER	Directeur gestion d'actifs, titres et services financiers aux institutionnels
Hubert REYNIER	Directeur des risques et contrôles permanents Groupe

---

## Rémunération des mandataires sociaux

Les informations figurant dans le présent document tiennent compte des dispositions du Règlement (CE n° 809/2004) du 29 avril 2004, de l'ordonnance n° 2004-604 du 24 juin 2004, du Code de gouvernement d'entreprise des sociétés cotées AFEP/MEDEF, de la Recommandation de l'AMF relative à l'information à donner dans les documents de référence sur les rémunérations des mandataires sociaux du 22 décembre 2008 et des dispositions des articles L. 225-102-1, al. 1, 2 et 3 et L. 225-184 du Code de commerce

Les informations ci-après sont une mise à jour des informations présentées aux pages 108 à 114 du document de référence à la suite de la délibération du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. Les tableaux 3 à 9 n'ont pas été modifiés ; à ce titre ils ne sont pas reproduits.

**TABLEAU 1 – SYNTHÈSE DES REMUNERATIONS ET DES OPTIONS / ACTIONS ATTRIBUEES AUX DIRIGEANTS MANDATAIRES SOCIAUX DE CREDIT AGRICOLE S.A.**

Montants Bruts (en euros)	Jean-Marie Sander Président <sup>(3)</sup>		Jean-Paul Chifflet Directeur général <sup>(4)</sup>		Bruno de Laage Directeur général délégué <sup>(5)</sup>		Jean-Yves Hocher Directeur général délégué <sup>(6)</sup>		Michel Mathieu Directeur général délégué <sup>(5)</sup>	
	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011
Rémunérations dues au titre de l'exercice <sup>(1)</sup> (cf. <i>infra</i> : information détaillée)	359 031	590 588	1 805 731	1 991 959	759 555	1 073 909	1 124 175	1 045 622	944 389	1 115 105
Valorisation des options attribuées au cours de l'exercice <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Valorisation des actions de performance attribuées au cours de l'exercice <sup>(2)</sup>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>359 031</b>	<b>590 588</b>	<b>1 805 731</b>	<b>1 991 959</b>	<b>759 555</b>	<b>1 073 909</b>	<b>1 124 175</b>	<b>1 045 622</b>	<b>944 389</b>	<b>1 115 105</b>

(1) Les rémunérations figurant dans ce tableau, sont celles attribuées au titre de l'année indiquée. Les tableaux détaillés ci-après distinguent les rémunérations attribuées au titre d'une année et les rémunérations perçues au cours de l'année.

(2) Aucune option d'achat d'actions Crédit Agricole S.A. n'a été attribuée aux mandataires sociaux en 2011. Aucun plan d'actions de performance n'a été mis en place chez Crédit Agricole S.A.

(3) Jean-Marie Sander est Président depuis le 19 mai 2010.

(4) Jean-Paul Chifflet est Directeur général depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010.

(5) Bruno de Laage et Michel Mathieu sont Directeurs généraux délégués depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010.

(6) Jean-Yves Hocher est Directeur général délégué depuis le 15 octobre 2008.

**TABLEAU 2 – TABLEAU RECAPITULATIF DES REMUNERATIONS BRUTES, EN EUROS, DE CHAQUE DIRIGEANT MANDATAIRE SOCIAL (MONTANTS EN EUROS)**

	2010			2011		
	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>					
	Au prorata du temps de présence	En base annuelle <sup>(3)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	
<b>Jean-Marie Sander</b> <b>Président du Conseil d'administration</b> <b>de Crédit Agricole S.A.</b>						
Rémunération fixe <sup>(a)</sup>	258 548	420 000	258 548	420 000	420 000	
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	0	0	0	0	0	
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0	
Jetons de présence <sup>(c)</sup>	14 300	15 000	14 300	19 800	19 800	
Avantages en nature <sup>(d)</sup>	86 183	150 000	24 624	150 788	102 347	
<b>TOTAL</b>	<b>359 031</b>	<b>585 000</b>	<b>297 472</b>	<b>590 588</b>	<b>542 147</b>	

**Jean-Marie Sander est devenu mandataire à l'issue de l'Assemblée générale du 19 mai 2010.**

(a) Rémunération fixe brute avant impôt à compter du 19 mai 2010.

(b) Jean-Marie Sander ne perçoit pas de rémunération variable.

(c) Jean-Marie Sander perçoit des jetons de présence en sa qualité de Président du Comité stratégique de Crédit Agricole S.A.

(d) Les avantages sont constitués de la mise à disposition d'un logement de fonction et d'une dotation (dont le montant est décidé par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations) lui donnant la possibilité de financer son départ à la retraite. La dotation de 61 559 euros due au titre de 2010 a été versée en 2011, et celle due au titre de 2011 sera versée en 2012.

	2010			2011		
	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>					
	Au prorata du temps de présence	En base annuelle <sup>(3)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	
<b>Jean-Paul Chifflet</b> <b>Directeur général</b>						
Rémunération fixe <sup>(a)</sup>	750 000	900 000	750 000	900 000	900 000	
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	274 400	329 280	-	270 000	274 400	
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. <sup>(b)</sup>	91 600	109 920	-	90 000	46 716	
Rémunération différée et conditionnelle <sup>(c)</sup>	550 000	660 000	-	540 000	-	
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0	
Jetons de présence <sup>(d)</sup>	51 000	60 000	51 000	87 500	60 000	
Avantages en nature <sup>(e)</sup>	88 731	104 459	88 731	104 459	104 459	
<b>TOTAL</b>	<b>1 805 731</b>	<b>2 163 659</b>	<b>889 731</b>	<b>1 991 959</b>	<b>1 385 575</b>	

**Jean-Paul Chifflet est mandataire depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010.**

(a) Rémunération fixe brute avant impôt à compter du 1<sup>er</sup> mars 2010.

(b) Jean-Paul Chifflet n'a perçu aucune rémunération variable en 2010. La rémunération variable non différée comprend une part versée dès son attribution en année N + 1 et une part versée 6 mois plus tard indexée sur l'évolution du cours de l'action sur ces 6 mois.

(c) La rémunération variable différée est attribuée sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. dont l'acquisition est progressive sur 3 ans sous condition de présence et liée à l'atteinte de 3 objectifs de performance tels que décrits dans le point 4 du rapport du Président.

(d) Jean-Paul Chifflet a perçu des jetons de présence au titre de ses mandats de Président de Crédit Agricole CIB et de LCL en 2010 et 2011 ainsi qu'au titre de son mandat de Président d'Amundi en 2011. Les jetons de présence Amundi dus en 2011 seront versés en 2012.

(e) Les avantages en nature versés sont constitués par la mise à disposition d'un logement de fonction.

(1) Les sommes indiquées sont celles attribuées au titre du mandat social et au titre de l'année indiquée. A l'exception du Président qui ne perçoit pas de rémunération variable, une part de la rémunération variable attribuée est conditionnelle.

(2) Les sommes indiquées sont celles versées au titre du mandat social au cours de l'année indiquée.

(3) L'année 2010 ayant été proratisée compte tenu d'un début de mandat en cours d'année, une base annualisée 2010 permet une meilleure comparaison avec l'exercice 2011.

Les critères d'attribution des rémunérations variables sont précisés dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale présenté aux pages 80 à 106 du document de référence.

	2010		2011		
	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>				
	Au prorata du temps de présence	En base annuelle <sup>(3)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>
<b>Bruno de Laage Directeur général délégué</b>					
Rémunération fixe <sup>(a)</sup>	300 000	400 000	300 000	500 000	500 000
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	123 500	148 200	-	150 000	123 500
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. <sup>(b)</sup>	41 167	49 400	-	50 000	20 995
Rémunération différée et conditionnelle <sup>(c)</sup>	247 000	296 400	-	300 000	-
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0
Jetons de présence <sup>(d)</sup>	8 000	12 000	8 000	12 000	12 000
Avantages en nature <sup>(e)</sup>	39 888	60 000	39 888	61 909	61 909
<b>TOTAL</b>	<b>759 555</b>	<b>966 000</b>	<b>347 888</b>	<b>1 073 909</b>	<b>718 404</b>

**Bruno de Laage est Directeur général délégué depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010.**

(a) Rémunération fixe brute avant impôt à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

(b) Bruno de Laage n'a perçu aucune rémunération variable en 2010. La rémunération variable non différée comprend une part versée dès son attribution en année N + 1 et une part versée 6 mois plus tard indexée sur l'évolution du cours de l'action sur ces 6 mois.

(c) La rémunération variable différée est attribuée sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. dont l'acquisition est progressive sur 3 ans sous condition de présence et liée à l'atteinte de 3 objectifs de performance tels que décrits dans le point 4 du rapport du Président.

(d) Bruno de Laage perçoit des jetons de présence au titre de son mandat d'administrateur de LCL. Également administrateur de Cariparma, Crédit Agricole Egypt, Crédit du Maroc, Emporiki Bank et BES, Bruno de Laage a demandé à ne pas percevoir de jeton de présence au titre de ces mandats.

(e) Les avantages en nature versés sont essentiellement constitués par la mise à disposition d'un logement de fonction.

	2010		2011	
	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>
<b>Jean-Yves Hocher Directeur général délégué</b>				
Rémunération fixe <sup>(a)</sup>	500 000	500 000	500 000	500 000
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	166 200	375 565	150 000	166 200
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. <sup>(b)</sup>	55 400	-	50 000	28 254
Rémunération différée et conditionnelle <sup>(c)</sup>	332 400	-	300 000	-
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0
Jetons de présence <sup>(d)</sup>	34 957	27 457	10 287	17 787
Avantages en nature <sup>(e)</sup>	35 218	35 218	35 335	35 335
<b>TOTAL</b>	<b>1 124 175</b>	<b>938 240</b>	<b>1 045 622</b>	<b>747 576</b>

**Jean-Yves Hocher est Directeur général délégué depuis le 15 octobre 2008.**

(a) Rémunération fixe brute avant impôt.

(b) La rémunération variable non différée comprend une part versée dès son attribution en année N + 1 et une part versée 6 mois plus tard indexée sur l'évolution du cours de l'action sur ces 6 mois.

(c) La rémunération variable différée est attribuée sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. dont l'acquisition est progressive sur 3 ans sous condition de présence et liée à l'atteinte de 3 objectifs de performance tels que décrits dans le point 4 du rapport du Président.

(d) Jean-Yves Hocher a perçu des jetons de présence au titre de ses mandats d'administrateur de Crédit Agricole CIB et d'Amundi en 2010 (les jetons Amundi dus en 2010 ont été versés en 2011), de son mandat d'administrateur d'Emporiki Bank en 2010 et 2011, et de BGPI en 2011.

(e) Les avantages en nature versés sont essentiellement constitués par la mise à disposition d'un logement de fonction.

(1) Les sommes indiquées sont celles attribuées au titre du mandat social et au titre de l'année indiquée. A l'exception du Président qui ne perçoit pas de rémunération variable, une part de la rémunération variable attribuée est conditionnelle.

(2) Les sommes indiquées sont celles versées au titre du mandat social au cours de l'année indiquée.

(3) L'année 2010 ayant été proratisée compte tenu d'un début de mandat en cours d'année, une base annualisée 2010 permet une meilleure comparaison avec l'exercice 2011.

Les critères d'attribution des rémunérations variables sont précisés dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale présenté aux pages 80 à 106 du document de référence.

	2010			2011	
	Dû (montant attribué) <sup>(1)</sup>			Dû	Versé
Michel Mathieu Directeur général délégué	Au prorata de présence	En base annuelle <sup>(3)</sup>	Versé (réel payé) <sup>(2)</sup>	(montant attribué) <sup>(1)</sup>	(réel payé) <sup>(2)</sup>
Rémunération fixe <sup>(a)</sup>	375 000	500 000	375 000	500 000	500 000
Rémunération variable <sup>(b)</sup>	149 750	179 700	-	150 000	149 750
Rémunération variable indexée sur la valeur de l'action Crédit Agricole S.A. <sup>(b)</sup>	49 917	59 900	-	50 000	25 457
Rémunération différée et conditionnelle <sup>(c)</sup>	299 500	359 400	-	300 000	-
Rémunération exceptionnelle	0	0	0	0	0
Jetons de présence <sup>(d)</sup>	36 750	35 000	36 750	39 779	34 779
Avantages en nature <sup>(e)</sup>	33 472	75 000	33 472	75 326	75 326
<b>TOTAL</b>	<b>944 389</b>	<b>1 209 000</b>	<b>445 222</b>	<b>1 115 105</b>	<b>785 312</b>

Michel Mathieu est Directeur général délégué depuis le 1<sup>er</sup> mars 2010.

(a) Rémunération fixe brute avant impôt à compter du 1<sup>er</sup> avril 2010.

(b) Michel Mathieu n'a perçu aucune rémunération variable en 2010. La rémunération variable non différée comprend une part versée dès son attribution en année N + 1 et une part versée 6 mois plus tard indexée sur l'évolution du cours de l'action sur ces 6 mois.

(c) La rémunération variable différée est attribuée sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. dont l'acquisition est progressive sur 3 ans sous condition de présence et liée à l'atteinte de 3 objectifs de performance tels que décrits dans le point 4 du rapport du Président.

(d) Michel Mathieu a perçu des jetons de présence au titre de ses mandats d'administrateur de LCL, Cariparma et BES en 2010 et 2011 ainsi qu'en tant qu'administrateur d'Amundi en 2011. Les jetons Amundi dus en 2011 seront versés en 2012.

(e) Les avantages en nature versés sont essentiellement constitués par la mise à disposition d'un logement de fonction.

(1) Les sommes indiquées sont celles attribuées au titre du mandat social et au titre de l'année indiquée. A l'exception du Président qui ne perçoit pas de rémunération variable, une part de la rémunération variable attribuée est conditionnelle.

(2) Les sommes indiquées sont celles versées au titre du mandat social au cours de l'année indiquée.

(3) L'année 2010 ayant été proratisée compte tenu d'un début de mandat en cours d'année, une base annualisée 2010 permet une meilleure comparaison avec l'exercice 2011.

Les critères d'attribution des rémunérations variables sont précisés dans le rapport du Président du Conseil d'administration à l'Assemblée générale présenté aux pages 80 à 106 du document de référence.

## Rapport annuel relatif à la politique et aux pratiques de rémunération des membres de l'organe exécutif ainsi que des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de Crédit Agricole S.A. (Article 43-1 du Règlement 97-02)

---

Le présent rapport est établi conformément aux articles 43.1 et 43.2 du règlement 97-02 relatif au contrôle interne des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, modifié par l'arrêté du 13 décembre 2010 qui transpose en droit français la directive européenne dite « CRD III ».

Cette directive fait écho aux recommandations du Conseil de Stabilité Financière adoptées par les Etats membres du G20 lors du sommet de Pittsburgh en septembre 2009 et aux engagements pris par la profession bancaire lors de la réunion du 25 août 2009 avec le Président de la République française, avec la participation des représentants de Crédit Agricole S.A.

Le document détaille les modalités et principes d'application au sein du groupe Crédit Agricole S.A. de ces nouvelles règles.

### 1. Gouvernance du groupe Crédit Agricole S.A. en matière de politique de rémunération

#### 1.1 Composition et rôle du Comité des rémunérations

Le Comité des rémunérations se compose, au 31 décembre 2011, de cinq membres :

- Mme Dors (Présidente du Comité), administrateur indépendant ;
- M. Lefèbvre, Vice-Président du Conseil d'administration et Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. Christian Streiff, administrateur indépendant ;
- M. Talgorn, Président de Caisse régionale de Crédit Agricole ;
- M. Véverka, administrateur indépendant.

La composition du Comité a été modifiée en 2011 par la nomination de M. Streiff (qui a succédé à M<sup>me</sup> Mondardini lors de la nomination de celle-ci à la Présidence du Comité des nominations et de la gouvernance). Le Comité est composé majoritairement d'administrateurs indépendants.

Le Directeur des ressources humaines Groupe participe aux réunions du Comité des rémunérations.

Le Comité s'appuie dans ses travaux sur des études et des benchmarks fournis par des cabinets de conseils indépendants.

Le fonctionnement et les missions du Comité sont définis par un règlement intérieur approuvé par le Conseil d'administration. Ce règlement a fait l'objet d'une actualisation en février 2010 sur proposition du Comité des nominations et de la gouvernance et après avis du Comité des rémunérations. Cette actualisation prend en compte les évolutions réglementaires et confie au Comité un rôle important dans le suivi de la mise en œuvre des politiques de rémunérations et notamment de la politique de rémunération applicable aux cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole S.A. arrêtée par le Conseil en décembre 2009 et mise à jour le 23 février 2011.

Les principales missions du Comité des rémunérations sont les suivantes :

- établir les propositions et avis à soumettre au Conseil relatifs à la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. et, notamment :
  - aux principes de détermination des enveloppes de rémunérations variables, prenant en compte l'impact des risques et des besoins en capitaux inhérents aux activités concernées,
  - à l'application des normes professionnelles concernant les salariés dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence significative sur l'exposition aux risques des entités concernées du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- établir les propositions relatives à la rémunération des mandataires sociaux ;
- établir les propositions relatives au montant et à la répartition de l'enveloppe de jetons de présence ;

- établir les propositions relatives aux projets d'augmentations de capital réservées aux salariés du groupe Crédit Agricole et, le cas échéant, aux plans de souscription ou d'achat d'actions et aux plans de distribution gratuite d'actions à soumettre à l'Assemblée générale des actionnaires, ainsi qu'aux modalités de mise en œuvre de ces augmentations de capital et de ces plans.

Par ailleurs, le Comité des rémunérations :

- vérifie le déploiement, sur rapport de la direction générale, de la politique de rémunération du groupe ;
- évalue la mise en œuvre dans les entités du groupe des politiques de rémunération, et peut être amené à examiner certaines des situations individuelles de leurs cadres dirigeants.

Les travaux du Comité ont été largement consacrés en 2011 au suivi de la mise en œuvre, au sein du groupe Crédit Agricole S.A., de la politique de rémunération et à son adaptation aux dispositions de la directive européenne CRD III. Le Comité a été informé des conclusions de l'Autorité de contrôle prudentiel suite à l'enquête réalisée en fin de 1<sup>er</sup> semestre 2011, relative à la mise en application des dispositions de la directive CRD3.A ce titre, le Comité a examiné, avant présentation au Conseil :

- l'adaptation de la politique de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. aux dispositions de la directive CRDIII ;
- les indicateurs de performance sociétale pour l'attribution de l'intéressement long terme aux cadres dirigeants du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- l'adaptation du plan de rémunérations variables différées de Crédit Agricole CIB ;
- les rémunérations variables annuelles au sein du groupe Crédit Agricole S.A. supérieures à un seuil arrêté par le Conseil et la rémunération du Directeur des risques et contrôles permanents Groupe.

Le contrôle et le suivi de cette mise en œuvre de la politique groupe s'effectuent sous la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines Groupe en liaison avec la Direction des risques et contrôles permanents Groupe, la Direction de l'inspection générale Groupe et la Direction de la conformité Groupe dans le cadre d'une instance spécialement créée à cet effet.

## 1.2 Rôle des fonctions de contrôle

Le Comité de contrôle des politiques de rémunération est une instance qui réunit les représentants de la Direction des Ressources Humaines Groupe, de la Direction des Risques et du Contrôle Permanent Groupe et de la Direction de la conformité Groupe.

Ce comité émet un avis sur la politique de rémunération élaborée par la Direction Générale sur proposition de la Direction des Ressources Humaines Groupe, avant présentation au Comité des Rémunérations puis approbation par le Conseil.

Ce comité a pour rôle en particulier :

- d'informer les fonctions de contrôle des dossiers relatifs aux politiques générales qui seront présentés au comité des Rémunérations, condition sine qua non de l'exercice du devoir d'alerte ;
- de s'assurer de la validité, au regard des nouvelles exigences réglementaires, des principes retenus pour décliner dans le Groupe la politique de rémunération ;
- d'apprécier la conformité de la déclinaison dans les entités des règles énoncées : définition de la population régulée ; principes de calcul des enveloppes de rémunération variable ; mode de gestion des comportements non respectueux des règles qui seront pris en considération pour la détermination des rémunérations variables de l'année ou des années antérieures ;
- de coordonner les actions à initier dans les entités par les lignes métiers Risques, Conformité.

L'inspection générale du Groupe mène chaque année une mission d'audit a posteriori sur la définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération.

## 2. Politique de rémunération des collaborateurs régulés

Les mécanismes d'attribution et d'acquisition de la rémunération variable des collaborateurs preneurs de risques et des fonctions de contrôle ainsi que des membres des organes exécutifs ont été mis en conformité avec les dispositions du règlement 97-02. Une instruction d'application a été diffusée aux entités du groupe.

### Principes de la politique de rémunération

Les compétences et le niveau de responsabilité sont rémunérés par le salaire de base en cohérence avec les spécificités de chaque métier sur le marché sur lequel opère l'entité, en vue d'offrir sur chacun des marchés où le Groupe est présent, des rémunérations compétitives et attractives.

Des plans de rémunération variable liée à la performance individuelle et collective sont mis en place en fonction de l'atteinte des objectifs fixés et des résultats de l'entité.

Les rémunérations variables sont fixées de façon à ce qu'elles n'entraient pas la capacité des entités du groupe à renforcer leurs fonds propres en tant que de besoin. Elles prennent en compte l'ensemble des risques, y compris le risque de liquidité, ainsi que le coût du capital.

Deux systèmes de rémunération variable existent au sein du groupe Crédit Agricole S.A. :

- Le bonus concerne les activités de la Banque de financement et d'investissement, de la Banque privée et de la Gestion d'actifs. Le système est fondé sur la détermination d'enveloppes par activité. Le calcul des enveloppes tient compte du Produit Net Bancaire dont sont déduits les coûts de liquidité, de risque et de capital.

Le taux de distribution est approuvé par le Conseil d'administration sur proposition du Comité des rémunérations, lorsqu'il existe.

Pour chaque enveloppe définie, la distribution individuelle aux collaborateurs est décidée par la ligne managériale en fonction d'une évaluation globale de leur performance individuelle et collective.

- La Rémunération Variable Personnelle (RVP) concerne l'ensemble des autres métiers du groupe. Le système est fondé sur le management par objectifs et l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs prédéfinis sur le périmètre de responsabilité du collaborateur.

Dans chacun des systèmes, les critères de performance individuelle des collaborateurs doivent prendre en compte les comportements non respectueux des règles et procédures de conformité et le respect des limites de risques.

### Périmètre de la population régulée

En application des règles définies par le règlement 97-02, un système de rémunération variable différée a été défini au titre de l'année 2011. Ce système est applicable :

- aux membres des organes exécutifs,
  - aux preneurs de risques,
  - aux personnes exerçant une fonction de contrôle,
  - à tous salariés au niveau global de rémunération comparable,
- et « dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise ».

La détermination des collaborateurs faisant partie de la population régulée est effectuée chaque année sous la responsabilité conjointe des fonctions Ressources Humaines, Risques, Contrôle Permanent et Conformité des entités et du groupe.

L'ensemble des sociétés du groupe Crédit Agricole S.A. relevant du champ d'application du règlement 97-02 est concerné ainsi que les activités du groupe dans les domaines de la gestion d'actifs (AMUNDI et filiales) et de l'assurance (CAA et filiales).

Le groupe Crédit Agricole S.A. a, de plus, décidé d'étendre des mécanismes identiques de différé de la rémunération variable des collaborateurs ne relevant pas des dispositions précitées du règlement 97-02 mais dont la rémunération variable est différée au titre de pratiques existant antérieurement ou de règles imposées par d'autres réglementations ou normes professionnelles, dans un souci de cohérence et d'alignement sur la performance globale de l'entreprise.

#### Caractéristiques des règles de différé

Le système mis en place favorise l'association des collaborateurs à la performance moyen terme du groupe Crédit Agricole S.A.

- **Montants des rémunérations variables à différer**

La rémunération variable différée est calculée selon un barème garantissant le ratio de différé minimum de 40% et une période minimale de portage, en conformité avec la réglementation.

- **Versement en titres ou instruments équivalents**

La rémunération variable différée ainsi que la part non différée portée 6 mois et versée en octobre 2012 seront acquises sous forme d'actions Crédit Agricole S.A. ou d'instruments adossés à des actions. De ce fait, 50% au moins de la rémunération variable des collaborateurs régulés est versée en actions ou instruments équivalents.

Toute stratégie de couverture ou d'assurance limitant la portée des dispositions d'alignement sur les risques contenus dans le dispositif de rémunération est prohibée.

- **Conditions de performance**

L'acquisition de la part différée se fera par tiers : 1/3 en mars 2013, 1/3 en mars 2014 et 1/3 en mars 2015 par rapport à l'année de référence (2011) sous réserve que les conditions d'acquisition soient remplies, chacune des dates d'acquisition étant prolongée par une période de portage minimale.

Pour les cadres dirigeants du groupe, trois conditions de performance ont été définies :

- Economique,
- Boursière,
- Sociétale, en lien avec l'indice RSE du groupe.

Pour les autres collaborateurs, la condition de performance est calculée par rapport à l'objectif de RNPG de l'entité, arrêté lors de l'année d'attribution de la rémunération variable considérée.

A titre individuel, le système prévoit de sanctionner par le non-paiement du différé les comportements à risque et les pertes exceptionnelles subies au sein d'un métier dans lequel exerçaient les bénéficiaires lors de l'attribution.

L'acquisition définitive de la part variable au terme du différé est également soumise à la satisfaction d'une condition de présence dans le groupe à la date d'acquisition.

#### Limitation des bonus garantis

Les rémunérations variables garanties sont strictement limitées aux cas d'embauches et pour une durée ne pouvant excéder un an.

### 3. Informations quantitatives consolidées sur la rémunération des membres de l'organe exécutif et des preneurs de risques

#### 3.1 Rémunérations attribuées au titre de l'exercice 2011

Au titre de 2011, 1263 collaborateurs, dont 1141 en BFI et 122 hors BFI, font partie de la population régulée au titre des nouvelles dispositions du règlement 97-02. L'enveloppe totale de rémunération variable s'élève à 145,5 millions d'euros.

a) Montants des rémunérations attribuées au cours de l'exercice 2011, répartis entre part fixe et part variable, et nombre de bénéficiaires – en millions d'euros

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Total rémunération 2011	Montant de la part fixe	Montant de la part variable
Dirigeants mandataires sociaux *	4	4,8	2,4	2,4
Banque de financement et d'investissement	1 141	280,0	159,0	121,0
Reste du groupe	118	44,1	22,1	22,1
<b>TOTAL</b>	<b>1 263</b>	<b>328,9</b>	<b>183,5</b>	<b>145,5</b>

\* Mandataires sociaux de Crédit Agricole S.A.

b) Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre montants acquis et montants différés conditionnels des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d'euros

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Montant acquis	Montant attribué en mars, indexé sur l'action Crédit Agricole SA et payable en septembre	Montant différé conditionnel
Dirigeants mandataires sociaux	4	0,7	0,2	1,4
Banque de financement et d'investissement	300	39,0	7,0	36,0
Reste du groupe	44	7,4	1,8	9,5
<b>TOTAL</b>	<b>348</b>	<b>47,1</b>	<b>9,1</b>	<b>47,0</b>

c) Montants et forme des rémunérations variables, répartis entre paiements en espèces, en actions et titres adossés à des actions des collaborateurs dont la rémunération est différée – en millions d'euros

Domaine d'activité	Nombre de personnes concernées	Paiement en espèces	Paiement en actions ou en instruments équivalents
Dirigeants mandataires sociaux	4	0,7	1,7
Banque de financement et d'investissement	300	39,0	43,0
Reste du groupe	44	7,4	11,4
<b>TOTAL</b>	<b>348</b>	<b>47,1</b>	<b>56,0</b>

### 3.2 Encours des rémunérations variables

Montants des encours de rémunérations différées, non acquises – en millions d'euros

Domaine d'activité	Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre de 2011(en M€)	Montant des encours de rémunérations différées non acquises au titre des exercices antérieurs (en M€)
Dirigeants mandataires sociaux	1,4	1,0
Reste du groupe	44,7	56,2

### 3.3 Rémunérations variables différées versées ou réduites du fait des résultats de l'exercice 2011

Montants des encours de rémunérations différées attribués au cours de l'exercice, versés ou réduits, après ajustements en fonction des résultats – en millions d'euros

Exercice de référence	Montant des rémunérations différées versées exprimé en valeur au moment de l'attribution*	Montant des réductions effectuées sur les rémunérations différées
2009	24,0	0

*\* Bien que les conditions de performance applicables à la 1<sup>ère</sup> échéance du plan de différés 2009 aient été atteintes, les montants versés aux bénéficiaires au titre de cette 1<sup>ère</sup> échéance ont baissé de plus de 60% par rapport aux montants initialement attribués au titre de 2009 en raison de la baisse du cours de l'action auquel les montants de différés étaient adossés.*

Exercice de référence	Montant des rémunérations différées versées exprimé en valeur au moment de l'attribution *	Montant des réductions effectuées sur les rémunérations différées (en M€)
2010	16,1	1,0

*\* les montants à verser aux bénéficiaires au titre de cette 1<sup>ère</sup> échéance des plans de différés 2010 sont impactés à la baisse de presque 60% par rapport aux montants initialement attribués en raison de la baisse du cours de l'action auquel les montants de différés étaient adossés.*

### 3.4 Sommes versées au titre des embauches et des ruptures au cours de l'exercice 2011.

Paiements au titre de nouvelles embauches ou d'indemnités de licenciement effectués au cours de l'exercice, et nombre de bénéficiaires de tels paiements – en millions d'euros

Montant des indemnités de rupture versées et nombre de bénéficiaires		Montant des sommes payées pour nouvelles embauches et nombre de bénéficiaires	
Sommes versées (en M€)	Nombre de bénéficiaires	Sommes versées (en M€)	Nombre de bénéficiaires
13,5	31	7,4	34

### 3.5 Garanties d'indemnité de rupture

Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice, nombre de bénéficiaires et somme la plus élevée accordée à ce titre à un seul bénéficiaire

Montant des garanties d'indemnités de rupture	Nombre de bénéficiaires	Garantie la plus élevée (en €)
0	0	0

## **PERSONNE RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE ET DE SES ACTUALISATIONS**

---

**M. Jean-Paul Chifflet**, Directeur général de Crédit Agricole S.A.

### ATTESTATION DU RESPONSABLE

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes, PricewaterhouseCoopers Audit et Ernst & Young et Autres, une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et des actualisations A.01 et A.02.

Fait à Paris, le 15 mai 2012

**Le Directeur général de Crédit Agricole S.A.**

Jean-Paul CHIFFLET

## CONTROLEURS LEGAUX DES COMPTES

---

### Commissaires aux comptes titulaires

---

#### **Ernst & Young et Autres**

Société représentée par Valérie Meeus

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

#### **PricewaterhouseCoopers Audit**

Société représentée par Catherine Pariset

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

---

### Commissaires aux comptes suppléants

---

#### **Picarle et Associés**

Société représentée par Denis Picarle

1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris-La Défense 1

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

#### **Pierre Coll**

63, rue de Villiers  
92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes membre de la Compagnie régionale des Commissaires aux comptes de Versailles

---

**Barbier Frinault et Autres** a été désigné en tant que Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La Société est membre du réseau Ernst & Young depuis le 5 septembre 2002.

Elle a pris le nom de **Ernst & Young et Autres** depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2006.

Ernst & Young et Autres est représenté par Valérie Meeus.

**Alain Grosmann** avait été nommé Commissaire aux comptes suppléant par l'Assemblée générale ordinaire du 31 mai 1994 pour 6 ans puis renouvelé pour 6 ans par l'Assemblée générale ordinaire du 25 mai 2000. Ce mandat a pris fin à l'issue de l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

La société **Picarle et Associés** a été nommée Commissaire aux comptes suppléant de la société Ernst & Young et Autres, pour une durée de 6 exercices, par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

**PricewaterhouseCoopers Audit** a été nommé Commissaire aux comptes titulaire par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

PricewaterhouseCoopers Audit est représenté par Catherine Pariset.

**Pierre Coll** a été nommé Commissaire aux comptes suppléant de la société PricewaterhouseCoopers Audit par l'Assemblée générale ordinaire du 19 mai 2004. Ce mandat a été renouvelé pour une durée de 6 exercices par l'Assemblée générale mixte du 17 mai 2006.

## TABLE DE CONCORDANCE

### Table de concordance

La table de concordance suivante renvoie aux rubriques exigées par le Règlement européen n° 809/2004 (Annexe I) pris en application de la Directive dite "Prospectus".

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
<b>1. Personnes responsables</b>	485 DR, 249 A01	85
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>	486 DR, 250 A01	86
<b>3. Informations financières sélectionnées</b>		
3.1 Informations financières historiques	6 à 11 DR	
3.2 Informations financières intermédiaires	N.A.	3 à 71
<b>4. Facteurs de risques</b>	86 - 88 à 89 - 96 à 106 - 180 à 182 - 186 à 254 - 273 à 275 - 283 à 284 - 288 - 294 à 311 - 324 - 326 à 328 - 331 à 335 - 344 à 347 - 414 - 417 - 419 - 463 à 465 DR, 45 à 120 A01	72
<b>5. Informations concernant l'émetteur</b>		
5.1 Histoire et évolution de la Société	2 à 3 - 13 à 15 - 438 à 439 DR	
5.2 Investissements	148 à 149 - 173 - 267 à 269 - 287 à 291 - 368 à 382 - 455 à 456 DR	
<b>6. Aperçu des activités</b>		
6.1 Principales activités	17 à 31 - 456 à 457 DR	
6.2 Principaux marchés	19 à 31 - 320 à 325 DR	
6.3 Événements exceptionnels	N.A.	
6.4 Dépendance éventuelle à l'égard de brevets ou de licences, de contrats industriels, commerciaux ou financiers	224 DR	
6.5 Éléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	N.A.	
<b>7. Organigramme</b>		
7.1 Description sommaire du Groupe et place de l'émetteur	16 DR, 2 à 6 A01	
7.2 Liste des filiales importantes	118 à 143 - 145 à 146 - 258 à 259 - 368 à 382 - 407 à 410 - 422 DR	73 à 74
<b>8. Propriétés immobilières, usines, équipements</b>		
8.1 Immobilisation corporelle importante existante ou planifiée	31 - 316 - 342 à 343 DR	
8.2 Question environnementale pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	61 à 76 DR	
<b>9. Examen de la situation financière et du résultat</b>	148 à 172 DR, 8 à 44 A01	
9.1 Situation financière	263 à 269 - 386 à 388 DR	
9.2 Résultat d'exploitation	263 à 264 - 388 DR	
<b>10. Trésorerie et capitaux</b>		
10.1 Informations sur les capitaux de l'émetteur	7 - 154 - 172 - 177 - 225 à 235 - 266 - 311 - 347 à 349 - 421 DR	
10.2 Source et montant des flux de trésorerie	267 à 269 DR, 131 à 133 A01	
10.3 Conditions d'emprunt et structure de financement	152 à 153 - 209 à 211 - 307 à 309 DR	
10.4 Informations concernant toute restriction à l'utilisation des capitaux ayant influé ou pouvant influencer sensiblement sur les opérations de l'émetteur	N.A.	
10.5 Sources de financement attendues pour honorer les engagements	455 DR	
<b>11. Recherche et développement, brevets et licences</b>	N.A.	

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
<b>12. Informations sur les tendances</b>	2 à 3 - 173 à 174 - 367 - 393 DR, 44 A01	
<b>13. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	N.A.	
<b>14. Organes d'administration, de Direction et de surveillance et Direction générale</b>		
14.1 Informations concernant les membres des organes d'administration et de Direction	81 à 92 - 116 à 146 - 473 DR	73 à 74
14.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de Direction et de surveillance et de la Direction générale	81 à 82 - 144 DR	
<b>15. Rémunération et avantages</b>		
15.1 Montant de la rémunération versée et avantages en nature	56 à 58 - 87 - 89 à 90 - 92 à 95 - 108 à 115 - 183 - 350 à 357- 431 DR	75 à 84
15.2 Montant total des sommes provisionnées ou constatées aux fins du versement de pensions, de retraites ou d'autres avantages	86 à 87- 92 à 95 - 108 à 115 - 279 à 281 - 345 - 350 à 357 - 400 - 419 DR	75 à 84
<b>16. Fonctionnement des organes d'administration et de Direction</b>		
16.1 Date d'expiration du mandat	118 à 139 - 473 DR	
16.2 Informations sur les contrats de service liant les membres des organes d'administration à l'émetteur ou à l'une de ses filiales	144 DR	
16.3 Informations sur le Comité de l'audit et le Comité de rémunération de l'émetteur	87 à 90 DR	79 à 80
16.4 Conformité au régime de gouvernement d'entreprise en vigueur dans le pays d'origine de l'émetteur	80 à 95 - 144 DR	
<b>17. Salariés</b>		
17.1 Nombre de salariés et répartition par principal type d'activité et par site	7 - 37 à 52 - 351 - 431 DR	
17.2 Participations au capital social de l'émetteur et <i>stock options</i>	94 - 108 - 113 à 115 - 118 à 143 - 280 à 281 - 289 - 354 à 357 - 400 - 460 - 463 à 465 DR	
17.3 Accord prévoyant une participation des salariés dans le capital de l'émetteur	113 - 177 à 180 - 280 à 281 - 354 à 357 - 460 - 475 à 479 DR	
<b>18. Principaux actionnaires</b>		
18.1 Actionnaires détenant plus de 5 % du capital social ou des droits de vote	8 - 81 - 178 - 347 à 348 - 463 DR	
18.2 Existence de droits de vote différents des actionnaires	8 -178 - 180 à 182 - 347 - 441 à 442 - 460 - 463 à 465 DR	
18.3 Contrôle de l'émetteur	16 - 81 - 144 - 261- 463 DR	
18.4 Accord, connu de l'émetteur, dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle	463 DR	
<b>19. Opérations avec des apparentés</b>	260 à 262 - 390 à 391 - 407 à 411 - 422 - 466 à 469 DR	
<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur</b>		
20.1 Informations financières historiques <sup>(1)</sup>	256 à 436 DR	
20.2 Informations financières <i>pro forma</i>	N.A.	
20.3 États financiers	256 à 382 - 386 à 434 DR, 121 à 246 A01	
20.4 Vérifications des informations financières historiques annuelles	383 à 384 - 435 à 436 DR	
20.5 Date des dernières informations financières	255 DR	
20.6 Informations financières intermédiaires	N.A.	3 à 71

Rubriques de l'Annexe I du règlement européen n° 809/2004	N° de page du Document de référence et de l'A.01	N° de page de la présente actualisation
20.7 Politique de distribution des dividendes	11 - 176 - 348 à 349 - 448 à 451 - 463 - 472 DR	
20.8 Procédures judiciaires et d'arbitrage	144 - 222 à 224 - 345 à 346 DR	72
20.9 Changement significatif de la situation financière ou commerciale	457 DR	
<b>21. Informations complémentaires</b>		
21.1 Capital social	8 - 177 à 180 - 347 à 349 - 421 - 439 DR	
21.2 Actes constitutifs et statuts	438 à 454 DR	
<b>22. Contrats importants</b>	260 à 262 - 390 à 391 - 456 à 457 - 466 à 469 DR	
<b>23. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	N.A.	
<b>24. Documents accessibles au public</b>	457 DR	90
<b>25. Informations sur les participations</b>	258 à 259 - 291 à 293 - 368 à 382 - 407 à 411 DR	

*N.A. : non applicable.*

(1) En application des articles 28 du règlement (CE) n° 809/2004 et 212-11 du Règlement général de l'AMF, sont incorporés par référence les éléments suivants :

- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférant, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 368 à 415 et 242 à 365, aux pages 416 à 417 et 366 à 367 et aux pages 101 à 239 du Document de référence 2009 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 12 mars 2010 sous le n° D. 10-0108.
- les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2010 et les rapports des Commissaires aux comptes y afférant, ainsi que le rapport de gestion du Groupe figurant respectivement aux pages 370 à 417 et 246 à 366, aux pages 418 à 419 et 367 à 368 et aux pages 141 à 244 du Document de référence 2010 de Crédit Agricole S.A. déposé auprès de l'AMF le 18 mars 2011 sous le n° D. 11-0146.

Les parties des Documents de référence n° D. 10-0108 et n° D. 11-0146 non visées ci-dessus sont soit sans objet pour l'investisseur, soit couvertes par un autre endroit du présent Document de référence.

Le présent document est disponible sur le site internet de Crédit Agricole S.A.  
[www.credit-agricole.com/finance-et-actionnaires](http://www.credit-agricole.com/finance-et-actionnaires)

Crédit Agricole S.A.  
Société anonyme au capital de 7 494 061 611 euros  
RCS Paris 784 608 416  
91-93, boulevard Pasteur - 75015 Paris  
Tél. (33) 1 43 23 52 02  
[www.credit-agricole.com](http://www.credit-agricole.com)